
Conférence internationale du Travail, 101^e session, 2012

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2011)

Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application
des conventions et recommandations

Rapport III (Partie 2)

Bureau international du Travail Genève

ISBN 978-92-2-224491-1 (imprimé)
ISBN 978-92-2-224492-8 (pdf Web)
ISSN 0251-3218

Première édition 2012

Tableaux générés par la base de données APPLIS
www.ilo.org/normes

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: pubvente@ilo.org ou par notre site Web: www.ilo.org/publns.

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (rapport III (partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2011. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (rapport III (partie 1A)). La partie I de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La partie II comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la partie III présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

	<i>Page</i>
Note au lecteur.....	iii
Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail.....	1
Politique normative.....	1
A. Amélioration des activités normatives.....	1
1. Discussion au sein du Conseil d'administration.....	1
2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité.....	2
3. Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997.....	4
B. Nouvelle norme examinée par la Conférence internationale du Travail à sa 100 ^e session (juin 2011).....	4
Travailleurs domestiques.....	4
C. Questions normatives inscrites à l'ordre du jour de la Conférence (2012 et 2013).....	5
Procédures constitutionnelles et autres.....	6
A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930.....	6
B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT.....	8
C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT.....	9
D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale.....	13
Assistance et coopération techniques.....	14
A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions.....	14
B. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives.....	16
C. Activités de formation.....	20
D. Activités de promotion.....	26
Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail.....	37
A. Système des Nations Unies.....	37
B. Conseil de l'Europe.....	38

Annexes à la partie I

I.	Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application	39
II.	Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997	41
	Partie II. Liste des ratifications par convention et protocole.....	45
	Partie III. Profils par pays	131
	Annexe. Liste des conventions adoptées par session.....	225

Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail

Politique normative

A. Amélioration des activités normatives

1. Discussion au sein du Conseil d'administration

1. Suite aux consultations qui ont lieu en 2010, le Conseil d'administration a été saisi en mars et en novembre 2011¹, dans le cadre de sa discussion sur les améliorations des activités normatives de l'OIT, de propositions détaillées relatives à la création d'un mécanisme d'examen des normes sous les auspices de la Section LILS du Conseil d'administration. L'objectif était que l'OIT dispose d'un corpus de normes internationales du travail solide, clairement défini et actualisé, permettant de répondre aux besoins du monde du travail, de protéger les travailleurs et de promouvoir les entreprises durables. Les propositions incluaient la constitution d'un ou de plusieurs groupes de travail, leur composition, leurs méthodes de travail, les principes devant régir l'examen, différentes options pour l'étendue de l'examen des normes et un calendrier. En novembre 2011, le Conseil d'administration a approuvé la création d'un mécanisme d'examen des normes et a préconisé la tenue de consultations complémentaires sur les modalités de ce mécanisme dans le but de déterminer et résoudre les préoccupations qu'il suscite et de présenter au Conseil d'administration, à sa session de mars 2012, une proposition sur les options contenues dans le document soumis au Conseil, en gardant à l'esprit les avis exprimés par les membres du Conseil d'administration sur ce point de l'ordre du jour².

2. En mars 2011, le Conseil d'administration a en outre continué à discuter de la rationalisation de l'envoi et du traitement des informations et des rapports dans le contexte également des améliorations des activités normatives³. Il a décidé de modifier légèrement le formulaire de rapport sur la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et d'inviter le Bureau à poursuivre l'examen des formulaires de rapport au titre de l'article 22 relatifs à d'autres conventions sur la sécurité et la santé au travail ainsi que des parties générales des formulaires de rapport sur les conventions à jour. S'agissant des cycles de présentation des rapports, le Conseil d'administration a approuvé les cycles triennal, pour les conventions fondamentales et relatives à la gouvernance, et quinquennal, pour les autres conventions, sur la base du groupement actuel des conventions par sujet, tels que contenus dans le document du Bureau, et a

¹ Documents GB.310/LILS/3/1(Rev.) et GB.312/LILS/5(Rev.).

² Document GB.312/LILS/PR.

³ Document GB.312/LILS/3/2.

invité le Bureau à appliquer dès 2012 le cycle triennal, le cycle quinquennal n'étant pas modifié⁴.

3. Par ailleurs, suite à la décision prise par le Conseil d'administration en novembre 2005 et à l'approbation de son financement proposé lors de sa session de novembre 2009, une réunion tripartite d'experts sur l'aménagement du temps de travail s'est tenue à Genève du 17 au 21 octobre 2011. L'organisation de cette réunion fait suite à l'étude d'ensemble de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (ci-après commission d'experts) sur la convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919, et la convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930, et à la discussion de cette étude d'ensemble par la Commission de l'application des normes de la Conférence en juin 2005. Dans ses conclusions, la réunion tripartite d'experts a souligné que les dispositions des instruments existants de l'OIT portant sur la durée journalière et hebdomadaire du travail, le repos hebdomadaire, les congés annuels payés, le travail à temps partiel et le travail de nuit restent pertinentes au XXI^e siècle et devraient être promues afin de favoriser le travail décent. Les experts ont également souligné l'importance du temps de travail, de sa réglementation, ainsi que de son organisation et de sa gestion pour: *a)* les travailleurs, ainsi que leur santé et leur bien-être, y compris la possibilité d'équilibrer périodes de travail et périodes non travaillées; *b)* la productivité et la compétitivité des entreprises; et *c)* la recherche de réponses effectives aux crises économique et du marché du travail.

4. On rappellera que, à sa session de novembre 2009, le Conseil d'administration a demandé au Bureau de lancer un processus de consultations tripartites informelles concernant la question de l'interprétation des conventions internationales du travail. Des consultations ont eu lieu en février-mars et novembre 2010. Elles devraient se poursuivre en 2012.

5. A sa 310^e session, en mars 2011, le Conseil d'administration a affecté 2 millions de dollars du Compte de programmes spéciaux au Département des normes internationales du travail (ci-après Département des normes) pour être utilisés avant 2013 afin d'assurer une meilleure application des normes. Ces ressources, qui se conçoivent comme une dépense ponctuelle, permettront au Bureau d'expérimenter un programme pilote visant à aider un certain nombre de pays à se mettre à jour quant à leurs obligations de faire rapport et à aider un autre groupe de pays à combler ses lacunes en termes d'application des conventions. Les activités envisagées s'orienteraient selon deux axes: *i)* une assistance à l'établissement des rapports qui serait attribuée à 20 pays pour mettre en place un «filet de sécurité» propre à aider ces pays à combler leur retard et à s'acquitter de leurs obligations dans ce domaine à l'avenir; *ii)* une assistance à fournir à 20 autres pays afin de les aider à combler leurs lacunes quant à l'application de certaines conventions ratifiées.

2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité

a) Informations récentes sur le nouveau système d'information du Département des normes et la mise en œuvre d'un système de soumission en ligne des rapports

6. En août 2009, le Département des normes a lancé un grand projet destiné à regrouper, actualiser et unifier ses bases de données existantes et à mettre en place un système de soumission en ligne des rapports dont l'objectif premier est de faciliter et

⁴ Document GB.310/11/2(Rev.).

rationaliser le travail d'établissement des rapports par les gouvernements. La phase principale de ce projet s'est achevée en décembre 2011 avec le lancement de la base de données NORMLEX. NORMLEX est un système d'information facile à utiliser qui regroupe des informations sur les normes internationales du travail (liste des ratifications, exigences en matière de présentation des rapports, commentaires formulés par les organes de contrôle de l'OIT, etc.) ainsi que sur les législations nationales du travail et en matière de sécurité sociale. NORMLEX comprend la base de données NATLEX ainsi que les informations qui figuraient précédemment dans les anciennes bases de données APPLIS, ILOLEX et LIBSYND. Cette plate-forme unique, qui regroupe toutes les informations juridiques, fait partie de la stratégie globale du Bureau en matière de connaissances qui devrait offrir une approche systématique de la collecte, du partage et de l'analyse des informations au niveau de chaque pays.

7. La phase finale de ce projet est la mise en place d'un système de soumission en ligne des rapports. La raison d'être de ce système est d'offrir à chaque Etat Membre, y compris aux partenaires sociaux, la possibilité d'avoir accès, par le biais d'une seule application, à l'ensemble des informations relatives au cycle des rapports, à tous les commentaires (nouveaux, en suspens et antérieurs) de la commission d'experts et d'y répondre directement en ligne avec la faculté de remplir tous les formulaires de rapport (qu'il s'agisse d'un rapport détaillé ou d'un rapport simplifié). Le système de présentation en ligne des rapports permet à chaque Etat Membre d'accéder, à l'aide d'un mot de passe, au portail en tenant compte du besoin qu'ont les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives de consulter le rapport du gouvernement.

8. A l'heure actuelle, environ 80 pour cent des rapports sont reçus par le Bureau par courrier électronique. Cette pratique pose des problèmes car, dans la plupart des cas, les gouvernements continuent d'envoyer par ailleurs une copie papier de leurs rapports ultérieurement, le Bureau devant alors vérifier que les deux versions sont identiques. Dès que le système de soumission en ligne des rapports sera opérationnel, les pays adhérant à ce système n'envoieront plus de copies papier. Le site permettra de télécharger vers la base de données les rapports pertinents ainsi que les annexes peu volumineuses. Les annexes importantes pourront être envoyées par service postal. Elles pourront être mises à disposition sous forme électronique, ou les Etats Membres pourront diriger le Bureau vers des sites Web officiels contenant les données pertinentes.

9. Afin de progresser dans la mise en place de ce système, certains Etats Membres devront se porter volontaires pour participer à la phase pilote du système. Quoiqu'il en soit, il convient de rappeler qu'à l'heure actuelle, sur les 183 Etats Membres de l'OIT, très nombreux sont ceux qui n'ont pas de connexion Internet fiable. Par conséquent, les pays qui seront dans l'impossibilité d'utiliser le système de soumission en ligne des rapports auront toujours la possibilité d'envoyer des rapports par courrier postal.

b) Information des mandants tripartites de l'OIT et du grand public

10. En 2011, le Département des normes s'est attaché à diffuser des informations sur les normes internationales du travail au plus large public. La diffusion d'informations est de plus en plus intégrée aux activités de l'Organisation. A l'occasion de la 100^e session de la Conférence internationale du Travail et du 85^e anniversaire de la Commission de l'application des normes, le département a fait paraître en mai une publication intitulée: «La Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail – Dynamique et impact: des décennies de dialogue et de persuasion», qui souligne

l'importance que revêtent les travaux de cet organe à l'aide d'études de cas réalisées au cours des vingt-cinq dernières années.

3. Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997

11. L'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997, qui a pour but de permettre à la Conférence d'abroger les conventions devenues obsolètes, entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié ou accepté par les deux tiers des Membres de l'Organisation (122/183). Une campagne de ratification a été lancée, afin de favoriser l'entrée en vigueur de cet amendement qui, à ce jour, a reçu 120 ratifications ou acceptations. La dernière acceptation, celle de la Slovaquie, a été enregistrée le 29 juin 2011⁵.

B. Nouvelle norme examinée par la Conférence internationale du Travail à sa 100^e session (juin 2011)

Travailleurs domestiques

12. On rappellera qu'à sa 301^e session (mars 2008) le Conseil d'administration a décidé d'inscrire une question sur le travail décent pour les travailleurs domestiques à l'ordre du jour de la 99^e session (2010) de la Conférence en vue d'une action normative⁶. Ainsi, après une première discussion en juin 2010, la Conférence a adopté, à une très large majorité⁷, lors de sa 100^e session (juin 2011), la convention (n° 189) et la recommandation (n° 201) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011⁸. C'est la première fois que l'OIT adopte des normes s'appliquant spécifiquement à cette catégorie de travailleurs. Leur adoption découle du constat du déficit de travail décent dont ils sont souvent victimes, en particulier les travailleuses domestiques migrantes.

13. Les dispositions de la convention n° 189 portent notamment sur la protection des droits fondamentaux au travail et des autres droits humains des travailleurs domestiques; leurs conditions d'emploi, de travail et de vie, notamment en ce qui concerne le temps de travail et le salaire; la sécurité sociale; la sécurité et la santé au travail; le recrutement transfrontalier de travailleurs domestiques migrants; le recrutement ou le placement de travailleurs domestiques par des agences d'emploi privées; ainsi que le règlement des différends et le contrôle de l'application de la législation donnant effet à la convention. La recommandation n° 201 complète la convention par des dispositions plus détaillées et traite en outre de questions portant notamment sur l'organisation d'exams médicaux à l'intention des travailleurs domestiques; le licenciement; les mesures d'assistance; le rôle des pays d'origine de travailleurs migrants; la formation; la conciliation de la vie professionnelle et des responsabilités familiales; la coopération bilatérale, régionale et internationale en vue d'améliorer la protection des travailleurs domestiques; ainsi que l'adoption de politiques et codes de conduite pour le personnel diplomatique en vue de prévenir la violation des droits des travailleurs domestiques.

⁵ Voir à l'annexe II la liste des pays qui ont ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement.

⁶ Voir document GB.301/2.

⁷ La convention n° 189 a été adoptée avec 396 voix pour, 16 voix contre et 63 abstentions; la recommandation n° 201 a été adoptée avec 434 voix pour, 8 voix contre et 42 abstentions.

⁸ BIT: *Comptes rendus provisoires* nos 15, 15A et 15B, Conférence internationale du Travail, 100^e session, Genève, 2011.

C. Questions normatives inscrites à l'ordre du jour de la Conférence (2012 et 2013)

14. Dans le cadre du suivi de la Déclaration sur la justice sociale, le Conseil d'administration a décidé, à sa session de mars 2010, d'inscrire à l'ordre du jour de la 101^e session de la Conférence une discussion récurrente sur l'objectif stratégique relatif aux principes et droits fondamentaux au travail couvrant les quatre catégories de principes et droits fondamentaux⁹. Il y a lieu de rappeler que les discussions récurrentes couvrent tous les moyens d'action de l'Organisation, y compris l'action normative. Par ailleurs, suite à la discussion récurrente ayant eu lieu au sein de la Commission pour la discussion récurrente sur la protection sociale, en juin 2011, le Conseil d'administration a décidé d'inscrire une question normative intitulée «Elaboration d'une recommandation autonome sur le socle de protection sociale» (simple discussion) à l'ordre du jour de la 101^e session de la Conférence. Enfin, une discussion générale sur la crise de l'emploi des jeunes constituera la troisième question inscrite à cet ordre du jour.

15. En ce qui concerne la 102^e session (2013) de la Conférence, le Conseil d'administration a inscrit à l'ordre du jour une discussion récurrente sur l'objectif stratégique du dialogue social; une discussion générale sur l'emploi et la protection sociale dans le nouveau contexte démographique; ainsi qu'une discussion générale intitulée: «Développement durable, travail décent et emplois verts».

⁹ Document GB.307/PV.

Procédures constitutionnelles et autres

A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

16. Suite à une plainte, déposée conformément à l'article 26 de la Constitution, alléguant l'inexécution par le Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, le Conseil d'administration a décidé d'instituer une commission d'enquête. Celle-ci a conclu, dans son rapport publié en 1998, que l'obligation aux termes de l'article 1, paragraphe 1, de la convention de supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire était violée au Myanmar dans la législation nationale ainsi que dans la pratique de façon généralisée et systématique, et a formulé une série de recommandations.

17. Le gouvernement n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête, la Conférence internationale du Travail a adopté à sa 87^e session (juin 1999) une résolution concernant le recours généralisé au travail forcé aux termes de laquelle le Myanmar devait notamment cesser de bénéficier de la coopération technique ou l'assistance du BIT, à moins qu'il ne s'agisse d'une assistance directe pour appliquer immédiatement les recommandations de la commission d'enquête. L'année suivante, la Conférence a adopté une nouvelle résolution, en vertu de l'article 33 de la Constitution, invitant les mandants de l'Organisation à examiner les relations qu'ils entretiennent avec le Myanmar et à prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par le Myanmar pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire décrit par la commission d'enquête.

18. En mai 2001, un «protocole d'entente sur une évaluation objective par l'OIT» a été signé entre l'Organisation et le gouvernement du Myanmar, aux termes duquel le gouvernement a accepté de recevoir une mission de haut niveau chargée d'évaluer, en toute indépendance et liberté de mouvement, la réalité de la situation du travail forcé. Le gouvernement a par ailleurs accepté la nomination d'un chargé de liaison de l'OIT au Myanmar, dont le rôle est de couvrir toutes les activités permettant d'assurer l'éradication rapide et effective du travail forcé – chargé de liaison qui est entré en fonctions à partir d'octobre 2002.

19. En mai 2003, le gouvernement et l'OIT ont conclu un accord sur un plan d'action conjoint pour l'élimination des pratiques de travail forcé au Myanmar qui n'a pu être mis en œuvre compte tenu des événements qui se sont produits au plan national. En novembre 2004, le Conseil d'administration a demandé à ce qu'une mission de très haut niveau se rende sur place pour évaluer l'attitude des autorités au Myanmar ainsi que leur volonté de continuer à coopérer avec l'OIT. En février 2005, la mission de très haut niveau a considéré que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle mène à bien son mandat et a présenté aux autorités, avant de quitter le pays, un aide-mémoire sur les mesures qui devraient être prises pour améliorer la situation. En octobre 2005, à l'occasion de consultations entre le Bureau et le ministre du Travail, les autorités ont indiqué que le Myanmar ne souhaitait pas s'engager dans un quelconque débat sur les mesures recommandées par la mission de très haut niveau ni sur le plan d'action conjoint dans la mesure où le seul mécanisme acceptable pour traiter les plaintes de travail forcé était l'actuelle présence de l'OIT dans le pays. Au cours de la 294^e session du Conseil d'administration (novembre 2005), de nombreux membres se sont dits profondément préoccupés par la dégradation de la situation au Myanmar, et un certain nombre d'entre

eux a considéré que, compte tenu des circonstances, la seule solution possible pour l'Organisation était de confier à la Conférence elle-même le soin de revoir les mesures adoptées, en vertu de l'article 33 de la Constitution, dans la résolution de la Conférence en 2000.

20. Ainsi, le Conseil d'administration a inscrit à l'ordre du jour de la 95^e session de la Conférence (mai-juin 2006) la question suivante: «Examiner quelles nouvelles mesures l'OIT pourrait prendre en vertu de sa Constitution pour: i) assurer efficacement le respect par le Myanmar des recommandations de la commission d'enquête; et ii) veiller à ce que des poursuites ne soient pas engagées contre les plaignants ou leurs représentants». Lors de cette session, la Conférence a examiné les différentes options qu'elle pourrait envisager d'adopter pour assurer le respect de la convention, parmi lesquelles la possibilité pour l'OIT de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice. A sa 297^e session (novembre 2006), le Conseil d'administration a exprimé sa profonde frustration devant le fait que les autorités du Myanmar n'ont pas été en mesure de convenir d'un mécanisme pour traiter les plaintes contre le travail forcé.

21. Le 26 février 2007, l'OIT et le gouvernement du Myanmar ont signé un Protocole d'entente complémentaire, en vue d'établir un mécanisme de plainte dont l'objectif est de donner aux victimes du travail forcé la possibilité de recourir aux services du chargé de liaison pour adresser leurs plaintes par son intermédiaire aux autorités compétentes en vue d'obtenir réparation. Tout en se félicitant de la mise en œuvre de ce mécanisme, tant le Conseil d'administration que la Conférence, lors de sa 96^e session (mai-juin 2007), ont souligné qu'il est vital que le mécanisme fonctionne de manière efficace et que le chargé de liaison dispose des ressources en personnel nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités.

22. En novembre 2007, à sa 300^e session, le Conseil d'administration a lancé un appel au gouvernement du Myanmar pour qu'il déclare publiquement au plus haut niveau, sans ambiguïté possible, que le travail forcé, sous quelque forme que ce soit, est interdit sur tout le territoire national et que les personnes qui y recourent seront dûment punies. Le Conseil d'administration a demandé au gouvernement de veiller: à ce que le mécanisme offert par le Protocole d'entente complémentaire reste pleinement opérationnel à l'échelle nationale; à ce que les mesures soient prises pour que les victimes du travail forcé puissent accéder facilement au mécanisme de plainte; et à ce qu'il n'y ait plus d'arrestations ou d'actes de harcèlement à l'encontre des plaignants, facilitateurs ou autres.

23. En mars et novembre 2009 (304^e et 306^e sessions), le Conseil d'administration a reconnu un certain degré de coopération de la part du gouvernement en ce qui concerne le traitement des plaintes dans le cadre du mécanisme de traitement des plaintes dont la période d'essai a été régulièrement étendue. Il a cependant demandé au gouvernement de renforcer la capacité de l'OIT pour que les plaintes puissent être traitées dans toutes les régions du pays, et de libérer immédiatement toutes les personnes détenues, en raison de leur lien avec le mécanisme de traitement des plaintes. En juin 2010, la Conférence a considéré les mesures prises par le gouvernement comme étant tout à fait insuffisantes et a de nouveau souligné la nécessité pour le gouvernement du Myanmar de s'engager de manière résolue dans la mise en œuvre pleine et entière des recommandations formulées par la commission d'enquête en 1998.

24. En novembre 2010 (309^e session), le Conseil d'administration a noté les engagements pris par le représentant permanent du gouvernement et a appelé le nouveau Parlement à procéder sans plus attendre à la mise en conformité de la législation avec la convention. Tout en notant que le nombre de plaintes reçues dans le cadre du mécanisme

prévu par le Protocole d'entente complémentaire avait augmenté, le Conseil d'administration a estimé essentiel que le mouvement devant amener à un environnement exempt de harcèlement ou de crainte de représailles se poursuive, et il a demandé au gouvernement de coopérer avec le chargé de liaison sur les cas qu'il soulève. Enfin, le Conseil d'administration a salué la remise en liberté de Daw Aung San Suu Kyi et a instamment prié le gouvernement de remettre aussi rapidement que possible en liberté les personnes associées au mécanisme de plainte.

25. En novembre 2011, le Conseil d'administration s'est félicité des progrès accomplis au Myanmar depuis mars 2011, mais est demeuré préoccupé par les graves problèmes que continue de poser le recours au travail forcé. Il a notamment noté qu'une législation interdisant le recours au travail forcé sous toutes ses formes et abrogeant la loi sur les villes et la loi sur les villages de 1907 était en cours d'examen par le Parlement et a instamment demandé que cette législation soit adoptée et entre en vigueur au plus tôt. Le Conseil d'administration s'est également félicité de l'ouverture de pourparlers avec les ministères des Finances et du Plan, et a espéré obtenir confirmation que le nécessaire serait fait, aux niveaux de la planification et de la gestion financière, pour garantir le paiement des salaires dans le cadre des activités opérationnelles et de projet lancées par le gouvernement. Il a en outre rappelé l'importance d'adopter une attitude volontariste non seulement pour continuer les activités de sensibilisation et assurer le bon fonctionnement du mécanisme de traitement des plaintes, mais aussi pour engager effectivement des poursuites judiciaires, conformément au Code pénal, contre les personnes qui recourent au travail forcé – qu'il s'agisse de militaires ou de civils. Enfin, notant les appels en faveur d'un examen, par la Conférence internationale du Travail, du mandat défini dans la résolution de 1999, le Conseil d'administration a décidé d'examiner cette question à sa session de mars 2012.

B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT

26. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Les conclusions sont suivies par la commission d'experts. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la situation concernant les réclamations en 2011.

Pays	Conventions	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
Chili	Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933, et convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933	Collège des professeurs du Chili A.G.	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 308 ^e session (juin 2010) et comité tripartite établi (juin 2011)
Cuba	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957	Conseil unitaire des travailleurs cubains (CUTC)	Réclamation déclarée non recevable par le Conseil d'administration à sa 311 ^e session (juin 2011)
République dominicaine	Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925	Confédération nationale des travailleurs dominicains	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 310 ^e session (mars 2011) et comité tripartite établi (juin 2011)

Pays	Conventions	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
Espagne	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	<i>Federación Estatal de Asociaciones de Subinspectores de Empleo y Seguridad Social (F.E.S.E.SS)</i>	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 312 ^e session (novembre 2011) et comité tripartite établi
Japon	Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951	Syndicat Zensekiyu Showa-Shell	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 312 ^e session (novembre 2011). Document GB.312/INS/15/3
	Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997	Fédération des syndicats communautaires du Japon	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 306 ^e session (novembre 2009) et comité tripartite établi
Pérou	Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946	Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 310 ^e session (mars 2011) et comité tripartite établi (juin 2011)
	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 312 ^e session (novembre 2011) et comité tripartite établi
	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 307 ^e session (mars 2010) et comité tripartite établi (juin 2011)
Portugal	Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Association syndicale des professionnels de la police de la sécurité publique (ASPP/PSP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 311 ^e session (juin 2011) et comité tripartite établi

C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

27. Des plaintes peuvent être présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution en alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention ne respecte pas ses engagements. Elles peuvent être présentées par un autre Etat Membre qui a ratifié la même convention. Le Conseil d'administration peut initier la procédure de son propre chef ou sur réception d'une plainte d'un délégué à la Conférence internationale du Travail. Le Conseil d'administration peut instituer une commission d'enquête pour examiner la plainte. Les conclusions de la commission d'enquête sont suivies par la commission d'experts ou le Comité de la liberté syndicale.

Bahreïn

28. A la 100^e session de la Conférence (juin 2011), plusieurs délégués travailleurs ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT pour violation de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, ratifiée par le pays. A sa 312^e session tenue en novembre 2011, le Conseil d'administration a pris note de la proposition du gouvernement de Bahreïn selon laquelle: *a)* il instituera une commission tripartite composée d'un membre désigné par le gouvernement, d'un membre désigné par la Fédération générale des syndicats de Bahreïn et d'un membre désigné par les employeurs de Bahreïn; *b)* il veillera à ce que cette commission tripartite

ait accès à tous les documents pertinents et siège toutes les semaines pour examiner, avec l'aide d'un conseiller juridique indépendant si le gouvernement ou les représentants des travailleurs ou des employeurs en font la demande, la question des licenciements et des réintégrations signalés dans la plainte, et transmettra le procès-verbal de ses sessions au Bureau international du Travail; c) il fera parvenir au Directeur général deux rapports sur les progrès réalisés, l'un en janvier et le second en février 2012, et tout renseignement complémentaire avant l'ouverture de la session du Conseil d'administration de mars 2012. Le Conseil d'administration a, par conséquent, invité le Directeur général à apporter au gouvernement de Bahreïn ou aux représentants des travailleurs ou des employeurs toute l'aide juridique ou tout le soutien qu'ils pourraient solliciter en l'espèce, et à faire rapport sur la situation au Conseil d'administration lors de sa session de mars 2012. Sur cette base, l'examen de la plainte a été reporté à la session du Conseil d'administration, qui se tiendra en mars 2012.

Bélarus

29. On rappellera qu'à sa 288^e session (novembre 2003) le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le gouvernement du Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête en novembre 2004 et a chargé le Comité de la liberté syndicale de contrôler le suivi des recommandations de la commission et de celles que la commission d'experts formule dans son examen périodique de l'application de ces conventions.

30. Compte tenu du délai écoulé depuis son précédent examen du cas (novembre 2008) et des compléments d'information fournis par les syndicats nationaux, le Comité de la liberté syndicale a examiné les mesures prises par le gouvernement du Bélarus pour donner effet aux recommandations formulées par la commission d'enquête en mai 2011, en l'absence des observations du gouvernement (voir 361^e rapport). A cette occasion, le comité a regretté que le gouvernement n'ait pas donné suite à ses précédentes recommandations ni répondu aux nouvelles allégations de violations de la liberté syndicale et il a prié instamment le gouvernement de faire preuve de plus de coopération à l'avenir. Le comité a noté avec regret qu'aucun progrès significatif n'avait été accompli par le gouvernement en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête et l'amélioration de la situation des droits syndicaux dans le pays, et il a prié instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour veiller à ce que la liberté syndicale et le droit de la négociation collective soient pleinement et efficacement garantis, en droit et dans la pratique. Le comité a déclaré s'attendre à ce que le gouvernement renforce sa coopération avec le Bureau et noue un dialogue social avec tous les partenaires, y compris les syndicats n'appartenant pas à la Fédération des syndicats du Bélarus, afin de mettre en œuvre sans délai l'ensemble des recommandations de la commission d'enquête et de veiller à ce que toute modification de la loi soit conforme à cet objectif.

31. En juin 2011, la Commission de l'application des normes de la Conférence a noté qu'un accord général pour 2011-2013, concernant toutes les organisations d'employeurs et de travailleurs du pays, avait été signé et que, guidé par l'esprit de coopération prévalant dans cet accord, le gouvernement avait décidé de rétablir le traitement préférentiel en faveur de tous les syndicats. La commission a noté avec regret cependant qu'aucun progrès notable n'avait été fait par le gouvernement en vue de la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête, pas plus qu'en ce qui concerne les préoccupations exprimées par la commission d'experts au sujet de l'application de la

convention. En outre, la commission a noté avec regret les nouvelles allégations de violations de la liberté syndicale dans le pays, y compris des allégations d'ingérence dans les activités syndicales, de pressions et de harcèlement. En particulier, la commission a pris note des allégations selon lesquelles il serait fait recours à des contrats à durée déterminée pour inciter les travailleurs du Congrès des syndicats démocratiques à renoncer à leur affiliation au syndicat et aux organisations dépendant de cette institution. Notant que le gouvernement s'est référé à la représentativité des syndicats mais a refusé de traiter cette question, alors que l'OIT en avait fait la demande, la commission a rappelé que les préoccupations à cet égard ont trait au fait que la détermination de la représentativité des syndicats ne peut être effective tant que le gouvernement n'a pas pris les mesures nécessaires pour assurer le plein respect de la liberté syndicale de tous les travailleurs, tant en droit que dans la pratique. De telles mesures comprennent notamment l'instauration d'un cadre législatif régissant de façon adéquate l'enregistrement des syndicats auxquels les travailleurs ont adhéré librement et un environnement assurant la reconnaissance et la promotion effectives de leur droit de négociation. La commission a donc prié instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour faire en sorte que la liberté syndicale soit, sans délai, assurée pleinement en droit comme dans la pratique, et elle a exprimé fermement l'espoir que le gouvernement continuerait de coopérer avec l'OIT et les partenaires sociaux à cet effet. La commission a exprimé l'espoir que le gouvernement soumette, à la suite d'une enquête indépendante et impartiale, des informations détaillées sur les allégations de discrimination antisyndicale, y compris concernant l'incidence des contrats à durée déterminée et l'ingérence des employeurs dans les activités des organisations de travailleurs, ainsi que des informations sur tout amendement proposé à la législation qui serait soumis à la commission d'experts à sa session de l'année. La Commission de la Conférence a exprimé le ferme espoir que le gouvernement fournirait des informations substantielles à cet égard, démontrant ainsi son engagement politique à appliquer les recommandations de la commission d'enquête, et que des progrès significatifs pourraient être notés lors de sa prochaine session.

Myanmar

32. Lors de la 99^e session de la Conférence (2010), un certain nombre de délégués travailleurs ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement du Myanmar pour violations persistantes et graves de la convention n^o 87. Le Conseil d'administration a déclaré la plainte recevable à sa session de novembre 2010 et a demandé au gouvernement de fournir ses observations à cet égard. En mars 2011, le Conseil d'administration a demandé au gouvernement du Myanmar de transmettre sans délai au Bureau le projet de loi sur les organisations syndicales en cours d'élaboration. Le gouvernement a invité le Bureau à fournir ses conseils au sujet du projet de loi, à la lumière de ses obligations internationales, et une mission a eu lieu en juillet 2011. En novembre 2011, le gouvernement a transmis au Bureau copie de la loi sur les organisations syndicales signée et promulguée par le Président de la République le 11 octobre 2011. À sa session de novembre 2011, le Conseil d'administration a exhorté le gouvernement à tirer parti des conseils et de l'assistance du BIT, notamment grâce à un renforcement et à un développement des capacités du chargé de liaison de l'OIT afin de réunir les conditions propices nécessaires à la mise en œuvre pratique de la nouvelle loi et de tout règlement d'application, d'une manière conforme aux principes de la liberté syndicale, et il a décidé de reporter à sa session de mars 2012 l'adoption d'une décision sur la nomination d'une commission d'enquête.

Zimbabwe

33. On rappellera qu'à sa 303^e session (novembre 2008) le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le gouvernement de Zimbabwe des conventions n^{os} 87 et 98. En mars 2010, le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête. A cette même session, il a soutenu la proposition de la commission selon laquelle l'OIT devrait continuer d'aider le gouvernement et les partenaires sociaux à mettre en œuvre les recommandations de la commission.

34. En juin 2011, la Commission de l'application des normes, qui examinait l'application de la convention n^o 87 par le Zimbabwe pour la première fois depuis le rapport de la commission d'enquête, a pris note de la déclaration du gouvernement réaffirmant sa volonté et son engagement d'assurer la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête et exprimant sa profonde gratitude au BIT pour l'assistance qu'il lui avait fournie à cet égard. La commission a pris note en outre que, selon le gouvernement, un projet de principes pour l'harmonisation et la révision de la législation du travail avait été établi avec les partenaires sociaux sur la base des observations de la commission d'enquête et de la commission d'experts; que les partenaires tripartites finalisaient un projet de principes du Forum de négociation tripartite prévu par la loi; que les questions relatives à la loi sur la sécurité et l'ordre public (POSA) figuraient en bonne place dans l'ordre du jour des consultations avec des hauts fonctionnaires des ministères et départements concernés; et que le ministère du Travail et des Services sociaux s'efforçait d'obtenir que les droits du travail figurent aux programmes de l'Organe pour l'apaisement, l'intégration et la réconciliation nationales, de la Commission des droits de l'homme et du Bureau du médiateur. La commission a pris note avec préoccupation de nouvelles allégations de violations de la liberté syndicale dans la pratique et, en particulier, de celles ayant trait à l'exil forcé de la secrétaire générale du Syndicat général des travailleurs de l'agriculture et des plantations du Zimbabwe (GAPWUZ) et à plusieurs cas d'interdiction de poursuivre des activités syndicales. A cet égard, la commission a rappelé l'importance qu'elle attache au respect des libertés publiques fondamentales, y compris la liberté et la sécurité de la personne et la liberté de réunion, et elle a prié le gouvernement de s'assurer que la POSA ne soit pas appliquée dans la pratique d'une manière qui porte atteinte à la liberté syndicale et de procéder à un réexamen complet de son application dans la pratique avec les partenaires sociaux. Elle a prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que la dirigeante du GAPWUZ puisse rentrer dans le pays et que sa sécurité soit assurée. La commission a pris note du lancement du programme d'assistance technique du BIT et des informations sur les activités qui avaient déjà eu lieu et sur celles qui devaient se dérouler avant la fin 2011. La commission a noté, en particulier, que les cas en suspens de syndicalistes arrêtés en vertu de la POSA avaient été identifiés et elle a prié instamment le gouvernement de faire en sorte que ces procédures soient abandonnées sans plus attendre. La commission a pris note du processus d'harmonisation et de révision de la législation du travail lancé dans le pays et elle a apprécié que les partenaires sociaux y aient été associés. La commission a prié instamment le gouvernement de poursuivre ce processus et toutes les autres mesures visant à mettre en œuvre de toute urgence les recommandations de la commission d'enquête, et elle a recommandé au gouvernement d'élaborer à cet effet une feuille de route assortie d'échéances clairement définies, qui devraient être strictement respectées. L'action visant à remédier aux différents problèmes relatifs aux libertés publiques fondamentales et à toutes les violations des droits de l'homme, y compris celles se rapportant aux droits syndicaux, doit revêtir un caractère prioritaire, et des mesures

concrètes doivent être prises pour la préparation de sessions de formation à l'intention des forces de police et de sécurité en vue d'un respect absolu des droits humains et syndicaux et de l'élaboration et la promulgation de lignes de conduite claires à cet égard. La commission a exprimé le ferme espoir que la loi et la pratique seraient mises en totale conformité avec la convention dans un très proche avenir. En outre, elle a encouragé le gouvernement à poursuivre sa coopération avec l'OIT et les partenaires sociaux à cet égard et l'a prié de fournir un rapport détaillé à la commission d'experts à sa prochaine session.

35. En juillet 2011, les activités suivantes ont été réalisées au Zimbabwe avec l'appui et l'assistance du BIT: une table ronde de haut niveau sur les normes internationales du travail et la législation et la pratique nationales; un atelier sur la liberté syndicale et la négociation collective dans la fonction publique; un séminaire de formation sur les normes internationales du travail à l'intention des forces de police, des autres services chargés de l'application de la loi et des acteurs étatiques; et, enfin, en collaboration avec le Centre international de formation de Turin, un séminaire de formation sur les normes internationales du travail, l'indépendance du système judiciaire et l'éthique de la justice à l'intention des magistrats des tribunaux du travail et des conciliateurs, arbitres et avocats.

D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

36. Lors de ses dernières réunions (mars, mai-juin et novembre 2011), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 212 cas concernant 60 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions provisoires ou définitives ou en a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (359^e, 360^e, 361^e et 362^e rapports). Un grand nombre de ces cas ont été examinés par le Comité de la liberté syndicale à plusieurs reprises. Le comité a attiré l'attention de la commission d'experts sur les questions législatives soulevées dans les cas suivants: Ethiopie (cas n° 2516), Fidji (cas n° 2723), Pakistan (cas n° 2799), Ukraine (cas n° 2843) et République bolivarienne du Venezuela (cas n° 2727).

Assistance et coopération techniques

A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions

Bangladesh

37. En juin 2008, la Commission de l'application des normes a examiné l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, par le Bangladesh, notamment certaines violations graves en droit et dans la pratique, en particulier dans des zones franches d'exportation. Par la suite, le gouvernement a demandé l'assistance technique du BIT. Une mission composée par le directeur exécutif du Secteur des normes et des principes et droits fondamentaux au travail et par la directrice adjointe du Département des normes a été menée en décembre 2010. Dans ce cadre, les problèmes relatifs à l'exercice des droits syndicaux dans les zones franches d'exportation ont été abordés avec les mandants.

Colombie

38. A l'invitation du gouvernement, une mission tripartite de haut niveau (composée notamment du président de la Commission de l'application des normes, des vice-présidents employeur et travailleur de cette commission et du Vice-président travailleur du Conseil d'administration) s'est rendue en Colombie (14-18 février 2011) afin d'examiner l'application de l'Accord tripartite pour la liberté syndicale et la démocratie signé en 2006 en marge de la session de la Conférence internationale du Travail. La mission faisait suite à la visite tripartite de haut niveau effectuée par la directrice du Département des normes en octobre 2009 et des missions de contacts préliminaires effectuées en 2010 en relation avec plusieurs cas en instance devant le Comité de la liberté syndicale.

Costa Rica

39. A sa session de juin 2010, la Commission de l'application des normes a noté que le gouvernement avait demandé une mission d'assistance technique en vue de surmonter les problèmes relatifs à l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. La mission, qui s'est déroulée du 16 au 20 mai 2011 et qui était conduite par un membre de la commission d'experts, a été reçue par le ministre du Travail et les hauts fonctionnaires du ministère en charge du travail. Plusieurs réunions ont eu lieu avec des représentants d'autres organes de l'Etat de différents niveaux ainsi qu'avec les représentants des employeurs et des travailleurs. La commission d'experts a examiné le rapport de la mission lors de sa dernière réunion.

République tchèque

40. A sa session de juin 2010, la Commission de l'application des normes a prié le gouvernement de la République tchèque d'accepter l'envoi d'une mission d'assistance technique devant permettre au pays de mettre sans délai sa législation et sa pratique en conformité avec les dispositions de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. Le Département des normes a effectué une mission en avril 2011 et abordé avec les mandants et plusieurs autres parties intéressées certaines questions concernant la législation relative à la lutte contre la discrimination, l'accès des Roms, dans des conditions d'égalité, à l'éducation, la formation, l'emploi et la

profession et la discrimination fondée sur les opinions politiques. Des recommandations ont été soumises au gouvernement en vue des mesures de suivi nécessaires.

Grèce

41. Une mission de haut niveau a été menée en Grèce, du 19 au 23 septembre 2011, à la demande de la commission d'experts et de la Commission de l'application des normes en juin 2011, afin d'examiner l'impact des mesures prises dans le cadre du mécanisme de soutien de l'économie grecque sur l'application de 11 conventions ratifiées par la Grèce dans le domaine de la liberté syndicale et de la négociation collective, les salaires, les politiques de l'emploi, la sécurité sociale ainsi que de l'inspection du travail et l'administration du travail. Le rapport de la mission de haut niveau souligne le rôle important que peut jouer l'OIT pour soutenir le gouvernement et les partenaires sociaux dans le développement et la mise en œuvre de réformes pertinentes et appropriées du marché du travail et de ses institutions, en conformité avec les normes internationales du travail qui ont été ratifiées. Le rapport souligne en outre le besoin de soutien rapide pour stimuler le système de relations professionnelles, pour promouvoir la négociation collective et pour créer un réel espace de dialogue social qui s'appuie sur les traditions des partenaires sociaux et qui a pour but de trouver des solutions mutuellement satisfaisantes face aux nouveaux défis auxquels tous font face. Les informations contenues dans le rapport de la mission de haut niveau sont reflétées dans les commentaires formulés par la commission d'experts sur l'application des conventions n^{os} 87, 98 et 111, ainsi que de la convention (n^o 81) sur l'inspection du travail, 1947, de la convention (n^o 95) sur la protection du salaire, 1949, de la convention (n^o 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, de la convention (n^o 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, de la convention (n^o 122) sur la politique de l'emploi, 1964, de la convention (n^o 150) sur l'administration du travail, 1978, de la convention (n^o 154) sur la négociation collective, 1981, et de la convention (n^o 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981.

Guatemala

42. Une mission de haut niveau a eu lieu du 9 au 13 mai 2011 au Guatemala. Cette mission avait été demandée par la Commission de l'application des normes en juin 2010 à l'issue de l'examen de l'application de la convention no 87 par le Guatemala. La Commission de l'application des normes a de nouveau discuté de l'application de cette convention par le Guatemala à sa session de 2011 et a demandé au gouvernement de communiquer cette année un rapport détaillé. Le rapport de la mission de haut niveau ainsi que les nouvelles informations communiquées par le gouvernement et les partenaires sociaux sont reflétés dans le commentaire formulé par la commission d'experts à sa dernière session sur l'application de cette convention.

Ukraine

43. En juin 2009, à l'occasion de la discussion sur l'application de la convention (n^o 95) sur la protection du salaire, 1949, par l'Ukraine, la Commission de l'application des normes a accueilli favorablement la demande du gouvernement en vue d'une mission d'assistance technique destinée à mieux comprendre la situation prévalant dans le pays en matière d'arriérés de salaires. Cette mission, qui était conduite par un membre de la commission d'experts, s'est déroulée du 16 au 19 mai 2011. Le rapport et les recommandations de la mission d'assistance technique ont été soumis à la commission d'experts.

Uruguay

44. Une mission a été réalisée en Uruguay du 29 au 31 août 2011 en vue d'assurer le suivi des conclusions et recommandations formulées par le Comité de la liberté syndicale à sa session de mars 2010 au sujet d'une plainte contre le gouvernement de l'Uruguay présentée par l'Organisation internationale des employeurs, la Chambre des industries de l'Uruguay et la Chambre nationale de commerce et de services de l'Uruguay (cas n° 2699) ainsi que de l'examen de l'application de la convention n° 98 par la commission d'experts et par la Commission de l'application des normes en juin 2011. Lors de sa dernière session, la commission d'experts a pris note de cette mission, et en particulier du fait que dans le cadre de cette dernière un accord tripartite a été conclu entre le ministère du Travail et de la Sécurité sociale et les représentants des travailleurs (Assemblée intersyndicale des travailleurs - Convention nationale des travailleurs (PIT-CNT)) et des employeurs (Chambre nationale de commerce et de services et Chambre des industries de l'Uruguay).

B. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives

45. Il convient de rappeler que, depuis juin 2005, la Commission de l'application des normes de la Conférence et la commission d'experts ont renforcé, avec l'aide du Bureau, le suivi des cas de manquements graves par les Etats Membres à leurs obligations liées à l'envoi des rapports et autres obligations normatives. Ainsi, le Département des normes, en collaboration étroite avec les bureaux extérieurs, organise des activités d'assistance technique à la lumière des examens effectués par ces deux commissions à chacune de leurs sessions¹⁰. Apparaissent ci-après les activités qui ont eu lieu au cours de l'année 2011 pour s'assurer que les Etats Membres remplissent leurs obligations dans ce domaine, y compris celles menées dans le cadre de ce suivi personnalisé.

Afrique

46. A l'automne 2011, le Département des normes, associé au Programme sur la sécurité et la santé au travail et sur l'environnement (SafeWork), a prêté son concours au gouvernement du **Ghana** pour l'aider à appliquer plus pleinement la convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960, et la convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963, par le biais d'une analyse des lacunes de la législation par rapport à ces conventions.

47. Faisant suite à la préoccupation exprimée tant par la commission d'experts que par la Commission de l'application des normes sur l'absence de rapports sur l'application des conventions ratifiées par la **Guinée-Bissau** depuis plus de quatre ans, la spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique au travail décent et bureau de pays (ETD/BP) de Dakar s'est rendue à Bissau en août 2011 pour dispenser une formation destinée aux fonctionnaires en charge de la rédaction des rapports et aux partenaires sociaux. Les participants ont recommandé que les premiers rapports dus sur les conventions n°s 138 et 182 sur le travail des enfants soient rédigés lors d'un atelier national tripartite. On notera que, suite à cette activité, le gouvernement de la Guinée-Bissau a envoyé 27 rapports sur les 29 rapports dus pour la session de la commission d'experts de 2011. La **Guinée** a également bénéficié d'une telle formation en octobre 2011.

¹⁰ La commission d'experts dresse un état des lieux de ce suivi dans son rapport général, en mettant l'accent sur les principales difficultés rencontrées par les pays (voir les paragraphes 18 à 22 du rapport général de la commission d'experts).

48. Pour assurer une meilleure application dans les pays d'Afrique de l'Ouest des conventions n^{os} 100 et 111 concernant l'égalité, le Projet d'appui à la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT de 1998 (PAMODEC) a poursuivi son assistance au **Sénégal**, en organisant un atelier national tripartite de partage des avant-projets de législations sur la discrimination au travail en vue de leur adoption par les mandants tripartites (mars 2011). Par ailleurs, le projet du BIT «Promouvoir la liberté syndicale et le droit de négociation collective» a apporté une assistance technique et financière au **Cap-Vert** (mai 2011) qui a abouti à l'adoption d'un plan de promotion de la négociation collective. Ce dernier a déjà commencé à être mis en œuvre avec la création d'une sous-commission du Conseil de concertation sociale qui a tenu sa première séance le 17 juin 2011. En outre, au **Togo** s'est déroulé en novembre 2010 un atelier de restitution et validation de l'étude sur la conformité de la législation aux conventions fondamentales. Enfin, à la demande du gouvernement du Bénin, une activité de renforcement des capacités des mandants en matière de liberté syndicale et de négociation collective, avec un accent particulier sur le droit de grève, a été organisée en septembre 2011 – activité qui a compté avec la participation d'un membre de la commission d'experts.

49. Plusieurs gouvernements ayant demandé à l'ETD/BP-Pretoria d'obtenir une assistance technique soit pour la soumission de rapports au titre de l'article 22, après plusieurs années d'interruption, soit pour améliorer la qualité de ces rapports, la spécialiste des normes a organisé des ateliers sur l'établissement de rapports en **Afrique du Sud**, au **Mozambique**, en **Namibie**, au **Swaziland** ainsi qu'en **Zambie**. Programmés sur une période allant de trois jours à une semaine, ces ateliers étaient destinés aux mandants tripartites de l'OIT, notamment à des ministères techniques autres que celui du travail, dans le but à la fois de sensibiliser ces ministères aux normes internationales du travail et de faciliter une collaboration interministérielle au sujet des rapports à soumettre au titre de l'article 22. Il convient de noter que, dans la plupart des pays, des recommandations ont été formulées lors des ateliers afin qu'un suivi puisse être assuré à l'avenir, notamment par la mise en place d'une unité interministérielle, officielle ou non.

50. Le Directeur général du BIT s'est rendu en Egypte juste après la révolution (11-13 mars 2011) et a salué, à cette occasion, la déclaration sur la liberté syndicale prononcée par le ministre des Migrations et de la Main-d'œuvre. Par la suite, le ministère a créé une commission chargée de la révision de la loi sur les syndicats et du Code du travail. Des fonctionnaires du Département des normes ont participé aux travaux correspondants le 12 juillet 2011 et répondu à un certain nombre de questions. A ce stade, le projet de texte est examiné par le cabinet des ministres. La spécialiste des normes de l'ETD/BP-Le Caire continue d'apporter son concours à la commission chargée de la révision de la législation en lui fournissant de la documentation et des explications sur les commentaires de la commission d'experts et le cycle de présentation des rapports.

51. En mars 2011, ONU-Femmes a indiqué travailler à l'élaboration d'un projet de loi sur l'égalité des sexes avec les autorités en **Egypte**. La spécialiste des normes de l'ETD/BP-Le Caire et le Département des normes ont fait une présentation générale sur la question et attiré l'attention sur les lois déjà existantes sur le sujet ainsi que sur une étude de faisabilité sur la mise en œuvre d'un système de prestations de maternité.

Amériques

52. Une mission en **Equateur** conduite par un membre de la commission d'experts a été effectuée du 14 au 18 février 2011 suite à une recommandation du Comité de la liberté syndicale (cas n^o 2684) afin d'examiner les questions en suspens ainsi que certains points soulevés par la commission d'experts.

53. En mars 2011 (**République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua**) et juillet 2011 (**Panama**), la spécialiste des normes de l'ETD/BP-San José, en collaboration avec le projet «Vérification de la mise en œuvre des recommandations du livre blanc», et la spécialiste sur la question de genre ont participé à des ateliers tripartites destinés à améliorer la connaissance des conventions n^{os} 100 et 111 ainsi que leur application. En avril 2011, la spécialiste des normes, en collaboration avec le projet «Vérification de la mise en œuvre des recommandations du livre blanc», a organisé, à la demande du gouvernement, un atelier sur l'élaboration des rapports dus en vertu de l'article 22 de la Constitution. L'objectif de l'atelier était d'aider ce pays à s'acquitter de ses obligations constitutionnelles et répondre aux commentaires des organes de contrôle sur les conventions ratifiées.

54. En octobre 2011, le spécialiste des normes de l'ETD/BP-Port of Spain a organisé à la **Grenade**, avec l'appui de plusieurs unités du siège, et notamment du Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC), un atelier tripartite sur l'élimination des travaux dangereux effectués par des enfants pour un certain nombre de pays des Caraïbes. Cet atelier avait les objectifs suivants: i) mieux faire connaître le problème et diffuser les connaissances en vue de l'établissement de listes des travaux dangereux; ii) répondre aux commentaires récurrents de la commission d'experts; iii) appeler l'attention sur les liens entre la sécurité et la santé au travail et l'inspection du travail. Trente participants venant de dix pays des Caraïbes ont assisté à cet atelier et ont élaboré des projets de plans nationaux d'action en vue de l'adoption et de la mise en œuvre d'une liste des travaux dangereux pour les enfants.

55. A la demande du gouvernement des *îles Vierges britanniques* (territoire non métropolitain du **Royaume-Uni**) et eu égard à l'incapacité de soumettre, ces dernières années, des rapports au titre des conventions déclarées applicables à ce territoire, le spécialiste des normes de l'ETD/BP-Port of Spain a organisé et animé une formation sur la rédaction de rapports (novembre 2011). Dans un esprit de coopération Sud-Sud et entre pays des Caraïbes et afin d'optimiser les retombées positives de cette activité, le gouvernement des îles Vierges britanniques a salué la proposition du BIT de parrainer la mission conjointe de l'administrateur de projets du BIT d'Antigua-et-Barbuda, lequel fera part de son expérience et de son savoir en matière de planification et de préparation de rapports et fournira des conseils pratiques à ce sujet.

56. La Commission tripartite consultative sur les droits fondamentaux au travail et la prévention du travail forcé, créée en 2009 pour donner suite aux commentaires de la commission d'experts, a été relancée au **Paraguay** en 2011, avec l'appui de la spécialiste des normes de l'ETD/BP-Santiago. Cette commission travaille à l'établissement d'une feuille de route et d'un plan d'action pour l'abolition du travail forcé et le respect des droits des peuples indigènes, toujours avec l'assistance technique du BIT. Toujours au Paraguay, et afin de faciliter le suivi des commentaires formulés par la commission d'experts, la spécialiste des normes a organisé en novembre 2011 un atelier de sensibilisation destiné à informer les membres du Parlement des obligations découlant de la ratification des conventions et du rôle du Parlement à cet égard. En outre, la spécialiste des normes a continué de fournir un appui au gouvernement pour l'aider à renforcer ses capacités dans le domaine de la présentation des rapports dus en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'OIT. En juillet 2011, un atelier visant à guider les fonctionnaires concernés à cet égard a été organisé. Une assistance technique a également été fournie au gouvernement du Paraguay afin d'établir le document devant accompagner la soumission au congrès de la convention (n^o 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. Le gouvernement a exprimé l'intention de ratifier cette convention dans un avenir proche.

57. Le BIT a fourni une assistance technique dans le cadre d'un projet conjoint des Nations Unies pour l'**Uruguay**, lancé sous le titre «Appui à la réforme des institutions accueillant des personnes privées de liberté». Une étude a ainsi été réalisée sur le cadre législatif et réglementaire applicable au travail dans les établissements pénitentiaires à la lumière des dispositions des conventions n^{os} 29 et 105 sur le travail forcé. Le projet de loi élaboré sur ce sujet tient compte des recommandations formulées.

58. Au **Chili**, l'OIT met en œuvre un programme d'assistance technique dans le cadre du Programme conjoint des Nations Unies en vue du renforcement des capacités nationales pour la prévention et la gestion des conflits interculturels (2010-2012). Un séminaire sur le rôle des acteurs étatiques dans la mise en œuvre des droits des peuples indigènes a été organisé. Ce séminaire a débouché sur la création d'une commission spéciale des peuples premiers au sein de la Chambre des députés.

Asie

59. En janvier 2011, l'ETD-Bangkok a dressé un état des lieux de la situation de l'emploi aux **Philippines**, qui doit contribuer à l'établissement du prochain programme par pays de promotion du travail décent (PPTD), et a participé à plusieurs activités de planification ayant eu lieu en 2011. Les spécialistes des normes ont notamment contribué à l'établissement du PPTD en préparant un chapitre sur les normes internationales du travail et sur la réforme de la législation du travail, qui doit aider les mandants à établir clairement leurs priorités en ce qui concerne les ratifications futures et les amendements à la législation du travail.

60. En 2010, un projet intitulé «Pacte mondial pour l'emploi: Cadre sur la gouvernance du marché du travail et les migrations dans le Pacifique» a été lancé. Ce projet a pour objectif principal de promouvoir le respect de l'Etat de droit, une gouvernance efficace du marché du travail et une meilleure application des conventions ratifiées dans les pays cibles – **Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tuvalu et Vanuatu** – en aidant les mandants à formuler et adopter les réformes qui s'imposent en matière de législation du travail. Ce projet doit aussi promouvoir la ratification des conventions fondamentales et de celles qui portent sur les questions de gouvernance tout en aidant les pays bénéficiaires à remplir leurs obligations en matière de présentation de rapports. Les travaux préliminaires à la révision de la législation du travail ont débuté dans chacun des pays concernés, et un atelier sous-régional sur la réforme de la législation du travail a eu lieu en octobre 2011.

61. Compte tenu des commentaires que la commission d'experts formule depuis plusieurs années au sujet du manquement du gouvernement à son obligation de soumettre des rapports sur l'application des conventions ratifiées, le spécialiste des normes de l'ETD-Bangkok a organisé une session de formation pour les **Iles Salomon** (avril 2011). Cette session était destinée aux fonctionnaires intéressés du ministère du Travail et devait faciliter la présentation des rapports dus au titre de l'article 22 de la Constitution. Pour trois conventions, la rédaction du rapport a commencé.

62. Le spécialiste des normes de l'ETD/BP-New Delhi a participé aux activités suivantes: i) mission visant à appuyer les gouvernements de l'**Afghanistan** et de **Sri Lanka** pour les aider à se doter des moyens nécessaires à l'élaboration des rapports relatifs à l'application des normes internationales du travail; ii) mission au **Népal** concernant la révision de la législation relative à la liberté syndicale; iii) mission en **Afghanistan** en vue de contribuer à la révision de la législation du travail; iv) mission en **Inde** en vue du suivi des commentaires de la commission d'experts sur l'application de la convention (n^o 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957, et du

lancement d'un manuel sur les peuples indigènes; et v) activités d'assistance technique, faisant suite aux conclusions de 2007 et de 2010 de la Commission de l'application des normes de la Conférence concernant l'application des conventions sur l'égalité (conventions n^{os} 111 et 100, respectivement), menées en **Inde** conjointement par le Département des normes et le Programme pour la promotion de la Déclaration (DECLARATION), activités visant à améliorer le cadre législatif et les politiques concernant la vidange manuelle des latrines et à renforcer les capacités des mandants à mettre en œuvre le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale.

C. Activités de formation

a) Activités développées en collaboration avec le Centre international de formation de Turin

63. En 2011, une trentaine d'activités de formation ont été réalisées aux niveaux interrégional, régional, sous-régional ou national. Ces cours, dont la majorité revêt un caractère tripartite, sont proposés en plusieurs langues et traitent des procédures liées à l'adoption et au contrôle de l'application des normes ainsi que des thèmes spécifiques comme, par exemple, l'égalité dans l'emploi, la liberté syndicale, la lutte contre le travail des enfants et le travail forcé ou encore l'utilisation des normes internationales du travail par les juridictions nationales. Le travail des organes de contrôle constitue l'un des éléments pris en considération en priorité pour sélectionner les participants à ces cours.

64. Le programme de formation de formateurs et d'inspecteurs du travail maritime sur l'application de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), s'est poursuivi, et quatre sessions ont eu lieu respectivement en décembre 2010, février, juin et septembre 2011. Le nombre élevé des candidatures reçues démontre la pertinence et la qualité de cette formation. A ce jour, 227 formateurs et inspecteurs du travail maritime ont été formés et certifiés à travers ces activités. Ces formations ont eu un effet multiplicateur car 209 des 227 anciens participants ont indiqué qu'ils avaient mené des activités de formation aux niveaux national ou régional. Il en résulte que 7 740 personnes ont été formées par les formateurs certifiés par l'OIT. Cette formation de formateurs fait désormais partie des programmes de l'Académie du travail maritime du BIT, lancée en 2011, qui propose, en complément, trois nouveaux cours pour les juristes des administrations chargées d'examiner la ratification de cette convention et sa transposition en droit national, pour les capitaines et officiers de navire ainsi que pour les représentants des gens de mer.

65. Le cours interrégional sur les normes internationales du travail organisé juste avant la Conférence constitue toujours un outil précieux pour renforcer les capacités nationales dans le domaine des procédures liées aux normes internationales du travail, y compris l'obligation de présenter des rapports conformément à la Constitution de l'OIT. Le programme de formation à distance sur les bonnes pratiques en matière de préparation des rapports sur l'application des normes internationales du travail s'est également poursuivi avec la participation des représentants des ministères du travail qui rencontrent des difficultés particulières dans la rédaction et l'envoi de ces rapports. Cette formation constitue un bon exemple d'intégration des activités du Centre de formation dans la stratégie normative de l'OIT, en particulier de la composante «Amélioration de la cohérence, de l'intégration et de l'efficacité du système de contrôle».

66. Dans le domaine du travail des enfants, en plus des activités de formation régulières qui sont offertes chaque année, des cours «sur mesure» ont été dispensés directement aux pays bénéficiaires suivants: **Guinée, Malawi et Namibie**. En outre, un

atelier de partage des connaissances a été organisé portant sur les bonnes pratiques et leçons apprises dans le domaine du travail forcé.

67. En matière de liberté syndicale, il convient de signaler l'existence d'un nouvel atelier tripartite portant sur la liberté syndicale et le développement durable qui a eu lieu à Johannesburg, en janvier 2011. Ce cours, auquel ont participé les délégations de l'**Afrique du Sud**, du **Kenya**, de la **Namibie**, du **Swaziland** et du **Zimbabwe**, visait à renforcer la capacité des institutions et des organisations à promouvoir le respect et l'exercice de la liberté syndicale et du droit de négociation collective et, ainsi, contribuer au développement économique et social et à la protection de l'environnement, avec pour objectif le développement durable. Par ailleurs, une version actualisée de la bibliothèque électronique, incluant, *inter alia*, les cas récents examinés par le Comité de la liberté syndicale, a été publiée.

68. De nombreuses activités de formation ont été réalisées à l'attention des juges, avocats, professeurs et autres professionnels du droit concernant l'utilisation par les juridictions nationales du droit international du travail, notamment le cours interrégional réalisé à Turin et le cours régional pour l'**Amérique latine** réalisé en avril 2011 à Montevideo (Uruguay), avec la participation d'un membre de la commission d'experts. Ces cours continuent à recevoir beaucoup d'intérêt et ont un impact, si l'on en juge par les initiatives prises par les anciens participants telles que l'adoption de décisions de justice se référant au droit international du travail ou l'organisation de cours sur l'utilisation par les juridictions nationales des normes internationales du travail. Etant donné le profil des participants à ces cours et l'importance des travaux de la commission d'experts pour la résolution des litiges en matière de travail, l'expertise des membres de la commission d'experts est régulièrement sollicitée. Le manuel de formation sur les normes internationales du travail pour juges et juristes a été traduit en portugais; et le recueil des décisions judiciaires faisant référence aux normes internationales du travail a été mis à jour dans les trois langues. Par ailleurs, un projet de formation sur le droit international et européen du travail, destinée aux juristes d'entreprise et aux avocats italiens, a été lancé avec le soutien financier du gouvernement de l'Italie et en collaboration avec l'Union des avocats européens.

69. Enfin, un cours sur les droits au travail à l'intention des journalistes et professionnels des médias a été organisé au niveau régional pour les pays de l'**Afrique**, et un autre pour la région des **Caraïbes** a été réalisé en septembre 2011.

b) Formation sur les questions liées aux peuples indigènes *

70. En juillet 2011, le Programme pour la promotion de la convention n° 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux (PRO 169), qui relève du Département des normes, a organisé au siège de l'OIT une session de formation pour boursiers autochtones, en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), dans le cadre du programme de bourses annuelles en faveur des peuples autochtones de l'ONU.

71. Les activités suivantes ont été menées à bien à l'échelon sous-régional:

- Un important séminaire sur la protection et la promotion des droits des peuples indigènes et de la convention n° 169 a été organisé pour l'Asie du Sud (Jharkhand,

* La convention n° 169 utilise l'expression «peuples indigènes et tribaux» sans établir de distinction entre les droits de ces deux groupes. Dans le présent rapport, les expressions «peuples indigènes» ou «peuples autochtones», qui sont les plus communément utilisées et reprises dans les instruments internationaux, sont utilisées indifféremment.

Inde), en septembre 2010, en collaboration avec le Pacte des peuples indigènes d'Asie (AIPP) et avec la participation de représentants d'organisations nationales, régionales et internationales, notamment du **Bangladesh**, de l'**Inde** et du **Népal**.

- En octobre 2010, un séminaire sur la convention n° 169, les droits des peuples indigènes et la situation des San a été organisé pour l'Afrique australe (Windhoek, Namibie). Cette manifestation, tenue à l'invitation du cabinet du Premier ministre de la Namibie, a aussi marqué le lancement du rapport intitulé «Rapport général sur le projet de recherche relatif à la protection constitutionnelle et législative des droits des peuples indigènes dans 24 pays d'Afrique». Parmi les participants figuraient des représentants des pouvoirs publics, d'institutions des Nations Unies et d'organisations de peuples indigènes de l'**Angola**, du **Botswana** et de la **Namibie**.
- En outre, en novembre 2010, un séminaire a été organisé pour l'Afrique centrale (Bangui, République centrafricaine). Il s'agissait de la première activité réalisée en République centrafricaine depuis la ratification de la convention n° 169 pour sensibiliser l'opinion et promouvoir l'application de la convention. Ce séminaire a été suivi par des représentants des pouvoirs publics et des organisations indigènes des pays suivants: **Burundi**, **Cameroun**, **République centrafricaine**, **Gabon**, **République démocratique du Congo** et **Rwanda**.
- En Amérique latine, des ateliers régionaux sur la convention n° 169 ont été organisés dans l'**Etat plurinational de Bolivie**, en **Colombie** et au **Paraguay** à l'intention des organisations d'employeurs et de travailleurs ainsi que de médiateurs, respectivement en novembre, septembre et octobre 2011. Un atelier régional pour les fonctionnaires publics a été programmé pour janvier 2012.

72. A l'échelon national, le programme a suivi ou organisé des activités sur les droits des peuples indigènes, notamment sur la promotion et l'application des conventions n°s 169 et 111 dans plusieurs pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, dont les suivants: **Bangladesh**, **Etat plurinational de Bolivie**, **Cameroun**, **Equateur**, **Guatemala**, **Namibie**, **Népal**, **Nicaragua** et **Pérou**. Il s'agissait notamment d'activités visant à renforcer les capacités de certains groupes cibles tels que les institutions pour la défense des droits de l'homme, les parlementaires, les organisations d'employeurs et de travailleurs et les jeunes. Du matériel pédagogique, des manuels et des publications ont été fournis dans ce cadre.

73. Au **Chili**, l'OIT a appuyé les universités de Concepción, Osorno et Santiago afin d'organiser des séminaires sur la convention n° 169 à l'intention de fonctionnaires, salariés du secteur privé, étudiants, universitaires, etc. La spécialiste des normes de l'ETD/BP-Santiago a assuré un cours sur les droits des peuples indigènes et le processus de consultation et de participation. Elle a aussi présenté des exposés sur ces questions lors de deux sessions du Parlement. En outre, toujours au Chili, un cycle de six ateliers visant à diffuser la convention n° 169 auprès de certaines communautés locales de peuples indigènes a eu lieu dans la région de l'Araucanía. Enfin, sur la base d'un protocole d'entente entre l'OIT et la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), un séminaire destiné aux peuples indigènes a été organisé en juin 2011 à Temuco.

74. Le site Internet de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux a été mis à jour et contient désormais les dernières publications et informations sur les activités du programme, auxquelles les représentants des pouvoirs publics, des organisations indigènes et autres parties prenantes pourront ainsi accéder plus facilement (<http://ilo.org/indigenous>). La page Internet consacrée plus spécifiquement aux questions

indigènes, qui avait été créée à des fins de formation (<http://pro169.org/>), a aussi été mise à jour par l'ajout de nouveaux matériels pédagogiques.

c) Autres activités de formation

Afrique

75. Avec l'appui du PAMODEC, un séminaire de formation sur les principes et droits fondamentaux au travail a été organisé en mars 2011 par le spécialiste des normes de l'ETD/BP-Yaoundé à l'intention de parlementaires du **Cameroun**. A ce séminaire ont été associés des universitaires spécialistes de droit social et des représentants du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie. En juillet 2011, à la demande de la Confédération des syndicats autonomes, une centaine de dirigeants syndicaux ont été sensibilisés sur les instruments relatifs à la sécurité et à la santé au travail, avec l'appui du spécialiste des normes.

76. En décembre 2010, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-Dakar, avec l'appui du PAMODEC, a animé une activité de formation des professeurs de droit en **Guinée-Bissau**, étant donné que, dans la pratique, les cadres de l'administration du travail sont issus de la Faculté de droit. L'objectif consistait à sensibiliser et former un vivier de formateurs en vue de l'institutionnalisation à terme d'un module de formation sur les normes internationales du travail. En outre, un atelier de sensibilisation et de renforcement des capacités des médecins du travail en formation à la Faculté de médecine du **Bénin** a été organisé en décembre 2010. Cette formation portait sur les conventions fondamentales et la pertinence des principes et droits qu'elles énoncent pour le travail des médecins du travail. Toujours dans le cadre du PAMODEC, un séminaire a été organisé à **Madagascar** en février 2011, ayant pour objectif de permettre à un plus grand nombre de juges de ce pays de s'inspirer des normes internationales du travail dans leurs décisions. Les magistrats ont fait état dans leurs recommandations de la nécessité pour eux d'avoir une formation sur le droit du travail maritime, le secteur étant vital pour l'économie nationale et source de nombreux conflits du travail. Enfin, le **Togo** a bénéficié en novembre 2010 d'une formation des acteurs du processus de détermination de la représentativité des organisations syndicales.

77. Dans le cadre du Programme sur les modes alternatifs de règlement des différends au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la Société financière internationale (SFI) a déclaré avoir formé à la médiation et agréé 27 personnes provenant de différents horizons professionnels. Cependant, cette formation ne portait que sur la médiation lors de différends commerciaux. Compte tenu de la multiplication des conflits du travail en **Egypte**, la SFI a demandé à l'ETD/BP-Le Caire de réfléchir aux moyens de promouvoir la prestation de services de médiation lors de conflits relatifs au travail ou à l'emploi. Les spécialistes des normes et du dialogue social ont communiqué à la SFI une proposition de formation, établie par le Centre international de formation de Turin.

Amériques

78. Sur la base d'un protocole d'entente signé avec le Département des normes et le Centre international de formation de Turin, le ministère du Travail du Brésil a organisé un séminaire sur la liberté syndicale et la discrimination à l'intention des procureurs des tribunaux du travail, qui s'est tenu au **Brésil** en juin 2011.

79. En septembre 2010, janvier et juillet 2011, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-San José, en collaboration avec le projet «Vérification de la mise en œuvre des recommandations du livre blanc», le projet dialogue social, et le spécialiste ACTRAV ont mené en **République dominicaine**, en **El Salvador** et au **Honduras** trois ateliers sur

le système de contrôle de l'OIT et les normes internationales du travail, avec une emphase sur la liberté syndicale et la négociation collective, destinés aux organisations syndicales de ces pays. La spécialiste des normes a participé en mars 2011 en **République dominicaine** à un atelier destiné à la promotion des droits et principes fondamentaux au travail auprès des inspecteurs du travail.

80. Le spécialiste des normes de l'ETD/BP-Port of Spain a organisé les activités de formation suivantes ou y a participé:

- colloque sur la construction, organisé à **Trinité-et-Tobago** en janvier 2011, en collaboration avec le Département des activités sectorielles (SECTOR), par l'institution chargée de la sécurité et la santé au travail, au cours duquel le spécialiste des normes a présenté les normes internationales du travail intéressant le secteur de la construction;
- dans le cadre du Programme sur la santé et la sécurité au travail et l'environnement pour les Caraïbes lancé en février 2011: i) session de formation sur la sécurité et la santé au travail à l'intention des travailleurs au **Guyana** (avril 2011); ii) conférences sur les normes internationales du travail relatives à la sécurité et la santé au travail à l'Université des Antilles en **Jamaïque** (avril 2011) et à **Trinité-et-Tobago** (mai 2011) dans le contexte du programme de maîtrise sur la santé et la sécurité au travail et la salubrité et la sécurité de l'environnement; et iii) session de formation sur la sécurité et la santé au travail à l'intention des inspecteurs du travail de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO) à **Antigua-et-Barbuda** (juin 2011) ainsi qu'à l'attention de quatre inspecteurs du travail venant d'Etats non membres de l'OECO à **Trinité-et-Tobago** (octobre 2011).
- séance d'information sur les normes internationales du travail devant la commission relative à la convention n° 144 (commission tripartite nationale) à **Trinité-et-Tobago** (mars 2011);
- séminaire sur la négociation collective à **Trinité-et-Tobago** (mai 2011);
- Atelier national de formation sur l'administration du travail au **Suriname** en collaboration avec le spécialiste des marchés du travail et des politiques de l'emploi et du spécialiste du dialogue social et de l'administration du travail (novembre 2011).

81. Au **Chili**, dans le cadre de l'atelier sous-régional visant à «renforcer les moyens des organisations d'employeurs en ce qui concerne la sécurité et la santé au travail», la spécialiste de l'ETD/BP-Santiago a présenté des exposés sur les normes internationales du travail pertinentes. En outre, en collaboration avec le spécialiste ACTRAV, la spécialiste des normes a participé à un séminaire de mise à jour sur les thèmes liés aux questions du travail, et en particulier la liberté syndicale et la discrimination (et notamment le harcèlement sexuel). Ce séminaire, organisé par le ministère régional du Travail et de la Prévoyance sociale de Iquique, était destiné aux dirigeants des organisations syndicales de la région nord du Chili. La spécialiste a également participé à des séminaires organisés par la Faculté de droit de l'Université de Santiago sur les questions relatives à la sécurité et la santé (conventions n^{os} 155 et 187). Au **Paraguay**, un atelier sur la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, et la recommandation (n° 200) sur le VIH et le sida, 2010, destiné aux membres de la Commission tripartite interinstitutionnelle pour le contrôle de l'application des normes relatives au travail dans le secteur des transports publics et de marchandises, a été organisé en collaboration avec le Programme sur le VIH/sida et le monde du travail. Cet

atelier visait à démontrer que l'élaboration d'une politique publique sur le VIH pouvait contribuer à l'application de la convention.

82. Le spécialiste des normes de l'ETD/BP-Lima a pris part à un séminaire sous-régional organisé par ACTRAV concernant la participation des organisations syndicales au système normatif de l'OIT (février-mars 2011). Par ailleurs, dans le cadre du projet *Promotion du dialogue et de la cohésion sociale pour l'Amérique latine*, une série de séminaires en matière de liberté syndicale ont été réalisés en mars 2011 par le spécialiste des normes avec les services régionaux décentralisés de l'inspection du travail du **Pérou**. En outre, dans le contexte de la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la procédure en matière de droit du travail du Pérou, qui prévoit que son application s'effectuera en conformité avec les conventions de l'OIT ratifiées et que les tribunaux prendront en considération les décisions pertinentes des organes de contrôle de l'OIT, plusieurs activités de diffusion et de formation sur les normes internationales du travail, destinées aux juges et magistrats, ont été réalisées au Pérou à partir de novembre 2010.

Etats arabes

83. Au Liban, le Département des normes a organisé à l'intention des Etats Membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), en coopération avec le Bureau régional pour les Etats arabes de l'OIT et le bureau exécutif du CCG, un séminaire de formation sur le thème «Le Conseil de coopération du Golfe et l'OIT: La Déclaration sur la justice sociale, les normes et la présentation de rapports». Ont participé à ce séminaire des représentants des pays suivants: **Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar et Yémen**. Les participants issus des organisations d'employeurs et de travailleurs récemment formés ont manifesté un intérêt particulier pour les mécanismes de contrôle de l'OIT et pour les possibilités que ces derniers leur offrent pour renforcer et protéger leurs intérêts.

Asie

84. En octobre 2010, les spécialistes des normes de l'ETD-Bangkok ont organisé une formation de trois jours en **Indonésie** destinée à promouvoir la prise en compte des normes internationales du travail dans la législation nationale. Ce séminaire destiné aux magistrats du tribunal du travail a notamment porté sur la protection du salaire, le licenciement et l'égalité dans l'emploi. En juillet 2011, les spécialistes des normes et des questions de genre de l'ETD-Bangkok ont organisé conjointement en Indonésie un séminaire d'une semaine sur la discrimination en matière d'emploi. Ce séminaire a réuni des fonctionnaires du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Emigration et d'autres ministères intéressés ainsi que des représentants de la principale organisation d'employeurs (APINDO) et de plusieurs syndicats.

85. Suite à l'engagement pris lors de la mission de haut niveau de 2009 d'octroyer une assistance technique liée aux violations graves des conventions n^{os} 87 et 98, trois séminaires de formation sur la liberté syndicale, les libertés publiques et l'impunité ont été organisés dans différentes régions des **Philippines** en décembre 2010 et en mars et mai 2011. Ces séminaires ont notamment été suivis par des représentants de la Direction régionale du travail et de l'emploi, de l'Autorité des zones franches d'exportation des Philippines et de la police et des forces armées philippines. Le spécialiste des normes de l'ETD-Bangkok a également présenté la liberté syndicale et les libertés publiques lors d'une activité organisée en août 2011. L'activité avait également pour but d'élaborer des directives pour le comportement des forces de sécurité dans les domaines de la liberté syndicale et des libertés publiques.

86. Le spécialiste des normes de l'ETD/BP-New Delhi a participé aux activités de formation suivantes: i) à **Sri Lanka**, formation sur les normes internationales en général à l'intention des magistrats; ii) en **Inde**, formation sur le VIH et le sida et le monde du travail à l'intention des magistrats; et iii) en **Inde** et au **Bangladesh**, formation sur la liberté syndicale à l'intention des organisations de travailleurs.

Europe

87. En juin 2011, une session de formation sur les normes internationales du travail a été organisée en **France** à l'intention des magistrats, inspecteurs du travail, spécialistes des questions de discrimination et juristes, l'accent étant mis sur les conventions relatives à l'égalité, à la politique de l'emploi et au licenciement.

88. En août 2011, des exposés sur les normes internationales du travail, axés notamment sur le thème de la liberté syndicale, ont été réalisés pour les étudiants de l'Institut universitaire d'Ono (**Israël**) dans le cadre de la coopération en cours entre cette institution et le Département des normes

D. Activités de promotion

a) Plan d'action pour une ratification rapide et étendue et une mise en œuvre effective de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

89. Le plan d'action quinquennal que le Conseil d'administration a adopté en mars 2007 avait pour objectif principal d'atteindre, à la fin de 2011, le nombre de ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur de la MLC, 2006, et d'assurer la mise en œuvre effective de ses dispositions. Ce plan d'action comporte des activités promotionnelles aux échelons international, régional et national et exige une coopération avec les spécialistes du secteur et les bureaux régionaux.

90. L'entrée en vigueur de la MLC, 2006, est subordonnée à deux conditions. D'une part, la convention doit être ratifiée par 30 Etats Membres et, d'autre part, ces Etats doivent représenter au moins 33 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale. Onze nouvelles ratifications de la convention ont été enregistrées depuis le début de l'année 2011 (Antigua-et-Barbuda le 11 août, l'Australie le 14 décembre, le Bénin le 13 juin, le Danemark le 23 juin, le Gabon le 12 mai, Kiribati le 24 octobre, la Lettonie le 12 août, le Luxembourg le 19 septembre, les Pays-Bas le 13 décembre, Singapour le 15 juin et la Suisse le 21 février), si bien que 22 pays sont désormais parties à la convention. Ces pays représentant plus de 56 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale, la seconde condition posée pour l'entrée en vigueur de la convention est largement remplie. Il ressort en outre des informations disponibles à ce stade que, dans différentes régions, un certain nombre de pays ont déjà effectué les démarches préalables à une ratification de la MLC, 2006. La convention devrait en principe entrer en vigueur en 2013.

91. Parmi les activités de promotion de la MLC, 2006, il convient de mentionner plusieurs activités organisées par le Bureau ou auxquelles il a participé:

- Une conférence régionale Asie-Pacifique sur la MLC, 2006, a eu lieu à Cairns, en **Australie** (mai 2011). Cette réunion, qui était organisée par l'Autorité australienne de la sécurité maritime (AMSA), visait à favoriser les échanges d'informations sur les mesures prises à l'échelon national en vue de l'application de la MLC, 2006. La conférence a été suivie par 100 participants représentant 19 pays de la région. A

l'issue de la réunion, le gouvernement de l'Australie (représenté par l'AMSA), l'OIT et l'Organisation maritime internationale (OMI) ont signé un accord dans lequel ils soulignent leur volonté de parvenir à une approche commune en ce qui concerne l'application, la mise en œuvre et le contrôle de l'application de la convention, par le biais d'une coopération à long terme.

- Aux **Philippines**, le ministère du Travail et de l'Emploi a organisé une session de formation de quatre jours sur l'inspection du travail en consultation avec le bureau de pays de Manille (juillet 2011). Cette session a été suivie par 40 participants environ, qui ont notamment assisté à une simulation d'inspection effectuée sur un navire, basée sur les critères définis par la MLC, 2006.
- Un séminaire et un atelier tripartites nationaux sur la rédaction des textes de loi ont été organisés en **Malaisie** (octobre 2011).
- Un atelier national sur la MLC, 2006, a été organisé en **Inde** (octobre 2011).
- Un séminaire de formation à l'intention des inspecteurs des pays anglophones et néerlandophones des Caraïbes a eu lieu en **Jamaïque** (novembre 2010). Cette formation était organisée conjointement par l'ETD/BP-Port of Spain, l'Autorité maritime de la Jamaïque et le Memorandum d'entente sur le contrôle des navires par l'Etat du port dans la région des Caraïbes.

92. Le Bureau a aussi réalisé cinq nouvelles analyses des lacunes de la législation du **Bangladesh**, de la **Barbade**, de l'**Egypte**, de **Saint-Kitts-et-Nevis** et des **Seychelles**. Ces études doivent encourager le dialogue tripartite en fournissant des conseils techniques réguliers, en identifiant les obstacles à la ratification de la MLC, 2006, et en contribuant à l'élaboration de stratégies tripartites visant à combler les lacunes de la législation dans la perspective d'une ratification rapide et d'une mise en œuvre effective de la convention. Par ailleurs, suite à la réalisation des études comparatives de la législation du **Bénin** et du **Togo**, des projets d'amendements à la législation pertinente ont été élaborés, en vue de la ratification de la MLC, 2006.

93. En outre, en novembre 2009, le Conseil d'administration a décidé de créer une commission préparatoire tripartite sur la MLC, 2006, sur le modèle de la future «commission tripartite spéciale» devant être instituée lors de l'entrée en vigueur de la convention, en vertu de son article XIII. La commission préparatoire a tenu sa deuxième réunion du 12 au 14 décembre 2011 et a discuté du projet de règlement de la Commission tripartite spéciale qui sera établie en vertu de l'article XIII de la MLC, 2006, présenté par le Bureau.

94. Par ailleurs, en réponse à l'appel contenu dans la Résolution concernant la sécurité et la santé au travail et la Résolution concernant la sécurité sociale adoptées par la Conférence à sa 94^e session (maritime) en février 2006, le Bureau a publié un manuel sur la protection en matière de sécurité sociale dans le cadre de la MLC, 2006, et finalise un manuel du même type sur la sécurité et la santé au travail dans le secteur maritime. Ces deux documents devront aider les Membres de l'OIT à respecter leurs obligations dans ces domaines. En réponse aux demandes formulées par de nombreux pays qui souhaitaient disposer de «modèles de lois» pour faciliter une mise en œuvre large et effective de la MLC, 2006, le Bureau a publié un manuel contenant des dispositions législatives types et offrant des orientations pour l'application de cette convention. Une version préliminaire de ces dispositions a été utilisée dans le cadre d'un séminaire juridique pilote d'une durée d'une semaine, qui s'est tenu au Centre international de formation de Turin en septembre 2011, avec la participation de juristes et responsables politiques représentant des systèmes juridiques différents.

95. Enfin, en ce qui concerne le programme de formation destiné aux formateurs d'inspecteurs du travail maritime et la nouvelle Académie du travail maritime du BIT (*Maritime Labour Academy*), on se reportera à la partie relative aux activités menées à bien en collaboration avec le Centre international de formation de Turin ci-dessus.

b) **Plan d'action visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs à travers une large ratification et une mise en œuvre effective de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007**

96. Le plan d'action visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs, qui a été adopté en novembre 2010, définit les activités que le Bureau entend réaliser pour la période 2011-2016 (sous réserve des ressources disponibles). Le plan d'action a été élaboré en réponse à la décision prise par le Conseil d'administration en 2007, qui invitait le Directeur général à prendre toutes les mesures nécessaires aux fins de la promotion de la convention n° 188 et de la recommandation n° 199 et à présenter des propositions concrètes concernant la mise en œuvre des quatre résolutions adoptées parallèlement à la convention. Le Bureau a aussi élaboré un manuel et du matériel didactique axés plus particulièrement sur l'inspection du travail, ainsi que des orientations en vue de la réalisation d'analyses comparatives des législations nationales avec la convention n° 188. Cette convention a été présentée lors d'un forum destiné aux acteurs du secteur de la pêche, organisé à Bangkok (**Thaïlande**) en septembre 2011, qui portait sur les mesures pour renforcer la protection de ces travailleurs. En outre, en **Europe**, les partenaires sociaux devraient signer un accord d'ici la fin de 2012 pour la promotion de la ratification de la convention n° 188 par les Etats membres de l'Union européenne.

c) **Plan d'action pour parvenir à une large ratification et à une mise en œuvre effective des instruments relatifs à la sécurité et la santé au travail (convention n° 155, son protocole de 2002, et convention n° 187)**

97. Suite à la discussion de 2009 relative à l'étude d'ensemble sur la sécurité et la santé au travail préparée par la commission d'experts, la Commission de l'application des normes de la Conférence a approuvé une série de conclusions invitant l'OIT à adopter un plan d'action en vue d'une large ratification et d'une mise en œuvre effective des trois instruments clés sur la sécurité et la santé au travail (la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, son protocole de 2002, et la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006). Ce plan d'action, qui couvre la période 2010-2016, a été adopté par le Conseil d'administration en mars 2010.

98. La première étape du plan d'action a été menée à bien avec SafeWork et le Département des normes en tant qu'unités responsables, et en étroite collaboration avec ACT/EMP, ACTRAV et les bureaux extérieurs, principalement au moyen des allocations du budget ordinaire. Le plan d'action lui-même a été publié sous la forme d'une brochure. Un rapport sur l'exécution du plan d'action a été soumis au Conseil d'administration à sa session de novembre 2011. Les activités suivantes ont été réalisées dans le cadre du plan d'action:

- **Chili:** A la suite de l'accident au cours duquel 33 mineurs de la mine de San José, au nord du pays, sont restés bloqués sous terre pendant soixante-dix jours (2010), le BIT a fourni une assistance technique au gouvernement et aux partenaires sociaux en vue de la révision de la législation nationale sur la sécurité et la santé au

travail. L'assistance technique fournie en collaboration avec le Département des normes et SECTOR a débouché sur la ratification de la convention n° 187 le 28 avril 2011. Le Département des normes continue de fournir un appui en vue de la promotion de la ratification de la convention n° 155 et de la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995. Ainsi, à la demande du gouvernement, le BIT a réalisé en 2011 une analyse de la législation et de la pratique nationales en matière de sécurité et santé au travail, à la lumière des dispositions de la convention n° 176, dans la perspective d'une éventuelle ratification.

- **République dominicaine:** A la demande du gouvernement, le Département des normes a mené en juillet 2011, en collaboration avec SECTOR, SafeWork et la spécialiste des normes de l'ETD/BP-San José, une mission pour la promotion des conventions visées par le plan d'action et de la convention n° 176. Les membres de la mission ont travaillé en étroite collaboration avec le ministère du Travail et des représentants des différentes institutions gouvernementales intéressées, ils ont dispensé une formation à l'intention des travailleurs et se sont entretenus avec des employeurs du secteur des mines. Les différentes parties ont fait part de leur volonté de progresser vers la ratification de la convention n° 176. Comme la demande d'assistance technique concernait aussi la révision tripartite du règlement relatif à la sécurité et la santé au travail à la lumière des directives ILO-OSH 2001, des activités allant dans ce sens seront également prévues. La convention n° 187 pourrait être ratifiée rapidement et les activités de promotion de la ratification de la convention n° 176 se poursuivront.
- **Amérique latine et Caraïbes:** ACTRAV a lancé une série d'activités relatives à la sécurité et la santé au travail en vue de renforcer les capacités des organisations syndicales et promouvoir une culture de la prévention sur le continent. Ces activités ont été réalisées avec l'appui du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes et s'inscrivent dans le cadre du projet sur la sécurité sociale pour les organisations syndicales, qui bénéficie du financement du gouvernement de l'Espagne et de la participation active de la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques. Il convient de citer à cet égard l'organisation, en collaboration avec le Département des normes, d'une formation à distance de six mois suivie par 40 syndicalistes, qui s'est terminée par un cours réunissant tous les participants à Montevideo en juillet 2011. Les conclusions soulignent l'importance de la convention n° 155 et de son protocole, ainsi que des conventions n° 187 et convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985. En outre, dans le cadre du deuxième atelier pour le renforcement des organisations d'employeurs d'Amérique latine en matière de sécurité et de santé au travail (Montevideo, juillet 2011) – atelier convoqué par ACT/EMP et organisé avec l'appui du Centre international de formation de Turin et du gouvernement de l'Espagne –, une journée bipartite a été organisée à laquelle le Département des normes a participé. Les employeurs ont demandé à être informés des bonnes pratiques dans les petites et moyennes entreprises.
- **Ghana:** Un programme d'assistance technique a été initié à l'automne 2011 qui vise à appuyer le Ghana dans les efforts qu'il entreprend pour améliorer le système de sécurité et de santé au travail et s'acheminer vers la ratification de la convention n° 155, de son protocole de 2002, et de la convention n° 187. Dans un premier temps, le Département des normes aidera le gouvernement à mettre au point un profil national en matière de sécurité et de santé au travail, notamment sur la base d'un inventaire des principales données sur le sujet et de tous les outils et

ressources disponibles au Ghana pour la mise en place et l'administration de la sécurité et la santé au travail.

d) **Plan d'action pour une large ratification et une application effective des conventions de gouvernance**

99. Le Conseil d'administration a approuvé à sa session de novembre 2009, au titre du suivi de la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, un plan d'action pour la promotion d'une large ratification et d'une application effective des conventions de gouvernance. Ce plan d'action, dont la mise en œuvre a maintenant débuté, a été publié sous forme de brochure en mai 2011 à des fins de promotion et de mobilisation de ressources. En outre, un outil électronique donnant accès aux profils nationaux et permettant de connaître les pays cibles est en cours d'élaboration. Comme indiqué dans le calendrier du plan d'action, l'accent devrait être mis pendant les douze premiers mois sur l'établissement de profils nationaux en tant que préalable à la sélection de 25 pays prioritaires et à l'élaboration de plans d'action nationaux.

100. Dans l'intervalle, les cibles fixées dans le programme et budget pour 2010-11, en ce qui concerne la ratification des conventions de gouvernance, ont été atteintes, et ce grâce à l'action conjuguée du Département des normes et des bureaux extérieurs de l'OIT et unités techniques concernées et, en particulier, le Programme d'administration et d'inspection du travail (LAB/ADMIN). Quatre ratifications ont ainsi été enregistrées pour la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947¹¹, et quatre autres pour la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969¹²; la ratification est à l'examen dans cinq pays¹³. Le BIT a fourni une assistance technique à 42 pays¹⁴ sur la base d'évaluations des besoins et de plans d'action nationaux convenus par les partenaires sociaux dans le contexte de projets de coopération technique. Sept pays¹⁵ ont reçu des conseils sur la conception des stratégies nationales de formation pour l'inspection du travail. Enfin, à ce jour, des sessions de formation ont été organisées dans 22 pays¹⁶ sur la base d'un programme pédagogique sur l'inspection du travail composé de 15 modules et établi en collaboration avec le Centre de formation de Turin. Plus de 1 700 inspecteurs du travail ont été formés dans ce cadre. Deux guides distincts, visant les employeurs pour l'un et les travailleurs pour l'autre, ont été établis, et cinq ateliers pour travailleurs et employeurs ont été organisés sur cette base¹⁷. Pendant la même période, six ratifications de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, ont

¹¹ Islande (2009), Slovaquie (2009), Tadjikistan (2009) et République tchèque (2011).

¹² Estonie (2010), Islande (2009), Saint-Vincent-et-les Grenadines (2010) et Slovaquie (2009).

¹³ Afrique du Sud, Canada, Chine, Etats-Unis et Togo.

¹⁴ Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Arménie, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Chine, Gabon, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Jordanie, Kenya, Lesotho, Liban, Mali, République de Moldova, Namibie, Népal, Oman, Paraguay, Pérou, Philippines, Samoa, Sénégal, Serbie, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Togo, Uruguay et Yémen.

¹⁵ Cambodge, Inde, Indonésie, Liban, Oman, République arabe syrienne et Yémen.

¹⁶ Afrique du Sud, Albanie, Angola, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Chine, ex-République yougoslave de Macédoine, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Liban, Malaisie, Mexique (les participants provenant de 14 pays d'Amérique latine), République de Moldova, Monténégro, Oman, Serbie, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Ukraine et Yémen.

¹⁷ Liban, République de Moldova, Oman, République arabe syrienne et Yémen. Les guides pour les employeurs et pour les travailleurs «Labour inspection: What it is and what it does» (seulement disponibles en anglais) sont distribués systématiquement lors des activités de formation organisées au niveau national pour les inspecteurs du travail, auxquelles sont également invités les partenaires sociaux.

été enregistrées, et six gouvernements¹⁸ ont adopté des mesures concrètes en vue de la ratification et l'application du texte. Le Bureau a fourni une assistance technique à 53 pays (dont 21 n'ayant pas ratifié la convention¹⁹) afin de les aider à formuler et mettre en œuvre des politiques nationales de l'emploi, élément qui constitue l'un des résultats prioritaires du programme par pays de promotion du travail décent. Un module de formation sur les politiques de l'emploi et les normes internationales du travail est en cours d'élaboration. Ce module doit permettre de promouvoir les politiques de l'emploi sur la base d'une approche axée sur les droits et sensibiliser les mandants de l'OIT sur la nécessité d'appliquer les instruments connexes, tout en renforçant leurs capacités à cet égard. Enfin, trois ratifications de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, ont été enregistrées lors de la 100^e session de la Conférence (juin 2011)²⁰. Le Bureau a publié une version actualisée d'un fascicule pour la promotion des consultations tripartites qui servira aussi à des fins de formation.

e) Politique de l'OIT pour les peuples indigènes

101. Les responsables du projet PRO 169 ont continué de mener un large éventail d'activités à différents niveaux pour promouvoir l'application des principes de la convention n° 169 et d'autres conventions pertinentes de l'OIT.

102. A l'échelon international, le projet PRO 169 a apporté une contribution technique à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et au Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones. Plus récemment, PRO 169 a constitué, en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Partenariat des Nations Unies pour les peuples autochtones, institution chargée de promouvoir le dialogue et les partenariats sur les questions autochtones, sur la base de la convention n° 169 et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. En juillet 2011, l'OIT a été désignée comme organisation hôte pour le secrétariat de ce partenariat.

103. A l'échelon régional, plusieurs activités ont été menées à bien dans le cadre du programme régional pour l'Amérique latine. Ces activités visaient à renforcer les capacités des gouvernements, des organisations indigènes et des partenaires sociaux aux fins de l'application de la convention n° 169, notamment par l'adoption des mesures identifiées par la commission d'experts dans ses commentaires. Certaines de ces activités ont bénéficié de la participation du membre de la commission d'experts en charge de cette convention.

104. A la suite de plusieurs activités de formation, de renforcement des capacités et de conseils juridiques, réalisées à l'échelon national, deux avancées majeures ont été enregistrées, à savoir la ratification de la convention n° 169 par la **République centrafricaine** (premier Etat africain à ratifier cet instrument) et par le **Nicaragua**. Des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation ont été menées suite à cette ratification.

¹⁸ Indonésie, Luxembourg, Maurice, Sri Lanka, Suisse et Viet Nam.

¹⁹ Bénin, Botswana, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Malawi, Maurice, Mexique, Népal, Nigéria, Oman, Sri Lanka, Swaziland, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Tchad et Viet Nam.

²⁰ Canada, Ethiopie et Ghana.

105. En outre, des activités visant à promouvoir les droits des peuples indigènes – notamment par la réalisation d'études juridiques – et à améliorer la situation socio-économique des intéressés sont en cours dans les pays suivants: **Bangladesh, Etat plurinational de Bolivie, Cambodge, Cameroun, Equateur, Namibie, Népal, Nicaragua, Pérou**. En particulier, en juillet et août 2011, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-San José a participé à deux ateliers promotionnels au **Panama** sur le système de contrôle de l'OIT et la convention n° 169. Des représentants de certains peuples indigènes et la Coordination nationale des peuples indigènes du Panama (CONAPIP) ont participé au premier, et des représentants des travailleurs et des peuples indigènes ont assisté au deuxième atelier. En outre, en juin et juillet 2011, la spécialiste des normes a participé à trois ateliers au **Guatemala** sur le système de contrôle de l'OIT et la convention n° 169.

106. Le projet PRO 169 a aussi élaboré une brochure reprenant l'observation générale que la commission d'experts a formulée en 2010 au sujet de la convention n° 169, qui sera utilisée à des fins de renforcement des capacités et de sensibilisation. Le projet PRO 169 continue de collaborer avec l'IPEC en vue de l'élaboration de nouvelles stratégies de lutte contre le travail des enfants au sein des peuples indigènes ainsi qu'avec le Bureau de l'égalité entre hommes et femmes en vue de réunir des informations sur la discrimination subie par des femmes indigènes dans l'emploi et la profession. Un document de travail sur la situation des travailleuses indigènes vient d'être finalisé et devrait être publié début 2012.

107. Enfin, la bande dessinée sur les droits des peuples indigènes et tribaux, réalisée dans le cadre de PRO 169 au **Cameroun**, a été réimprimée et distribuée à l'occasion de la Journée internationale des populations autochtones (9 août) afin de continuer à sensibiliser un large public sur cette question.

f) Autres activités de promotion

108. Plusieurs activités de promotion de la ratification des conventions à jour ont été menées par les spécialistes des normes des différents bureaux extérieurs en 2011.

Afrique

109. Dans le cadre du Programme *Understanding Children's Work* (commun à la Banque mondiale, à l'OIT et à l'UNICEF), des activités de recherche et d'analyse sur le travail et la vulnérabilité des enfants et l'emploi des jeunes ont été menées au **Cameroun** dès la fin de 2010, avec la collaboration du spécialiste des normes de l'ETD/BP-Yaoundé et sous la supervision d'un comité national de pilotage. Le rapport du pays débouchera sur un plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants. Par ailleurs, à l'initiative du spécialiste des normes, une étude préliminaire a été réalisée au **Cameroun** fin 2010 afin d'appuyer le processus de ratification de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976. Enfin, les gouvernements du **Cameroun** et du **Gabon** ont demandé au BIT de faire un diagnostic *in situ* des systèmes d'administration et d'inspection du travail à la lumière de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et de la convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978. Une équipe a été mandatée à cette fin (avril-mai 2011), composée d'un spécialiste de LAB/ADMIN et des spécialistes des normes et de l'administration du travail de l'ETD/BP-Yaoundé. Les rapports ont été transmis aux ministres concernés.

110. Dans le cadre de la nouvelle phase du projet d'appui à la promotion de l'emploi et la réduction de la pauvreté (APERP), financé par la France, le BIT a organisé au Cameroun, en décembre 2011 un atelier régional tripartite de promotion des conventions

sur l'emploi et la formation professionnelle dans les pays francophones d'Afrique centrale et de l'Ouest: **Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Mali, Niger, République démocratique du Congo et Tchad**. L'atelier visait à accompagner le processus de ratification et/ou de mise en œuvre des conventions pertinentes, à savoir la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964; la convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975; la convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948; et la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997.

111. Le **Ghana** ayant manifesté sa volonté de ratifier les conventions n°s 122 et 181, le Département des normes et l'ETD/BP-Dakar ont proposé de mener des activités promotionnelles au cours de l'année 2011. De même, le **Bénin** souhaitant ratifier la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et la convention n° 181, des analyses comparatives sont en cours, et les conclusions seront restituées et validées lors d'ateliers qui se tiendront vraisemblablement en 2012. La **Guinée-Bissau** n'ayant pas encore ratifié la convention n° 87, un atelier promotionnel a été organisé en mai 2011. Les participants ont adopté un plan d'action pour sa ratification et sa mise en œuvre effective; quelques activités y figurant ont été financées par le projet du BIT «Promouvoir la liberté syndicale et le droit de négociation collective» qui a pris fin en 2011. Enfin, à la demande des employeurs du **Burkina Faso**, une étude portant sur la politique salariale dans le secteur privé à la lumière des dispositions de la convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970, a été élaborée, et un atelier de restitution a été organisé en mars 2011.

112. En juin 2011, le spécialiste du dialogue social et la spécialiste des normes de l'ETD/BP-Pretoria ont organisé un atelier de deux jours au **Swaziland** pour sensibiliser les services de police aux normes internationales du travail, en général, et à la liberté syndicale et à la négociation collective, en particulier, à d'autres droits de l'homme reconnus au niveau international ainsi qu'à un code de conduite concernant la police. Des dirigeants et des membres syndicaux ont participé à la deuxième journée de l'atelier dans le but de promouvoir le dialogue entre eux-mêmes et les forces de police. Pour renforcer ce début de dialogue, plusieurs activités de suivi ont été prévues.

113. La spécialiste des normes de l'ETD/BP-Pretoria a également participé à un atelier organisé en **Ethiopie**, dans le cadre d'un projet de lutte contre la traite des personnes financé par le Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND), visant à examiner le rôle des agences d'emploi privées qui recrutent du personnel domestique qu'elles placent à l'étranger, ainsi que la législation adoptée à la suite de la ratification par le pays, en mars 2011, de la convention n° 181. Un atelier semblable a été organisé en **Zambie**, dans le cadre d'un projet technique de lutte contre la traite des personnes, qui a réuni des agences d'emploi privées et des mandants de l'OIT. Les participants à l'atelier ont examiné la législation et présenté la convention n° 181, que le pays envisage de ratifier prochainement.

114. Les mandants tripartites de l'**Erythrée** ont demandé à bénéficier de l'assistance technique du BIT en vue du lancement d'un projet destiné à limiter l'incidence du VIH et du sida sur la mise en œuvre des droits au travail. La spécialiste des normes de l'ETD/BP-Le Caire a coopéré avec le Programme sur le VIH/sida et le monde du travail (ILO/AIDS) et DECLARATION sur une proposition de financement émanant de l'Union européenne et visant à appuyer la lutte contre la discrimination sur le lieu de travail et la promotion des instruments de l'OIT relatifs à la question (notamment la recommandation n° 200).

115. L'ETD/BP-Le Caire travaille actuellement, notamment par l'intermédiaire de sa spécialiste des normes, à la définition d'un cadre de coopération OIT/PNUD. Il s'agit

notamment d'aider la Commission de haut niveau pour l'emploi du Président à organiser une table ronde sur le thème «Une feuille de route pour la réforme des politiques de l'emploi au **Soudan**».

116. En outre, suite au référendum d'avril 2011, le gouvernement du **Sud-Soudan** a demandé à bénéficier de l'assistance technique de l'ETD/BP-Le Caire comme suit: i) assistance en vue de l'organisation d'une conférence sur le travail et l'emploi; ii) assistance technique spéciale en vue de l'adhésion du Sud-Soudan à l'OIT; iii) appui multidisciplinaire aux fins de l'élaboration d'un programme par pays de promotion du travail décent; iv) formation initiale pour les fonctionnaires des ministères du Travail et de la Fonction publique; et v) assistance visant à renforcer les capacités des partenaires sociaux. Les spécialistes des normes et de DECLARATION de l'ETD/BP-Le Caire ont proposé de répondre aux besoins immédiats en matière de capacités opérationnelles en organisant, du 2 au 13 mai 2011, une conférence tripartite nationale post-référendum sur l'emploi et le travail. Une résolution tripartite a été adoptée dans ce cadre le 3 mai 2011. Les participants s'engagent dans ce texte à adhérer à l'ONU avant de devenir Membres de l'OIT et de ratifier l'ensemble des conventions fondamentales de l'OIT, notamment la convention n° 87, que le Soudan n'avait pas ratifiée.

117. Pour résoudre les problèmes posés par la langue et diffuser des informations sur la politique de l'emploi, une question qui revêt une importance fondamentale, le Département des normes et l'ETD/BP-Le Caire ont supervisé la traduction de l'anglais vers l'arabe de l'étude d'ensemble de 2010 sur les instruments relatifs à l'emploi en vue de diffuser cette étude auprès des partenaires sociaux et des ministères intéressés des pays de langue arabe. Compte tenu de la relance du site Internet de l'ETD/BP-Le Caire, la spécialiste des normes s'applique aussi, en collaboration avec le Département des normes, à faire figurer sur cette page les commentaires de la commission d'experts, notamment les observations générales, et d'autres documents disponibles en arabe (tels que la Constitution de l'OIT, la nouvelle version de la publication «Les règles du jeu: Une brève introduction aux normes internationales du travail», etc.).

118. En outre, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-Le Caire a participé à une consultation régionale sur l'élaboration du droit constitutionnel en **Tunisie**, organisée en novembre 2011 par le bureau du PNUD de Tunisie. Compte tenu du peu de temps à disposition pour l'élaboration d'une constitution, les participants à la consultation régionale se sont efforcés d'apporter, grâce à des données d'expérience internationales, certains des éléments nécessaires à l'engagement d'un dialogue constitutionnel formel et de comparer diverses dispositions constitutionnelles s'agissant notamment: a) du rôle de la constitution dans la protection de l'inclusion sociale et économique et de la justiciabilité de ces droits, et la manière dont les organes de contrôle de l'OIT analysent les défauts d'application des conventions fondamentales; b) des éléments principaux d'une constitution qui prend en compte l'égalité entre hommes et femmes. A cet égard, la spécialiste des normes a mis l'accent sur l'Agenda du travail décent de l'OIT, qui concilie de façon intégrée, interdépendante et inséparable les droits économiques et sociaux. Il a également été fait référence aux directives concernant le droit du travail, qui contiennent un chapitre sur les règles en matière de rédaction et d'emploi de termes neutres sur le plan de l'égalité hommes-femmes ainsi qu'un chapitre sur l'élimination de la discrimination dans l'emploi et la profession. L'accent a également été mis sur la publication de l'OIT intitulée *Protecting Labour Rights as Human Rights: Present and Future of International Supervision*. Des extraits d'observations formulées par les organes de contrôle de l'OIT montrant l'interrelation entre les constitutions nationales et les normes internationales du travail, notamment les conventions fondamentales, ont également été distribués.

Amériques

119. En avril 2011, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-San José a participé, à l'initiative du spécialiste sur la sécurité sociale, à un atelier tripartite de promotion de la ratification de la convention n° 102 au **Honduras**. En outre, la spécialiste des normes, en collaboration avec la spécialiste sur la question de genre, a participé à une série d'activités destinées à promouvoir la ratification de la convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981, et de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000, au **Costa Rica**, en **République dominicaine** et au **Panama**.

120. La spécialiste des normes de l'ETD/BP-San José a également participé au Honduras, en avril 2011, à la IX^e Réunion du forum des directeurs et directrices du travail de l'Amérique centrale et la République dominicaine et a présenté le contenu et la portée de la convention n° 181, afin de promouvoir sa ratification (pays participants: **Costa Rica**, **République dominicaine**, **El Salvador**, **Guatemala**, **Honduras** et **Nicaragua**). Enfin, la spécialiste des normes a mené en mai 2011 une activité destinée aux travailleurs en **République dominicaine** et une activité tripartite au **Costa Rica** sur le contenu et la portée des instruments sur le travail domestique.

121. En août et novembre 2011, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-Santiago a participé à deux séminaires destinés à la branche minière de la Confédération et Fédération nationale des travailleurs des industries électrométallurgiques, minières et automotrices (CONSFETEMA) en vue de promouvoir la ratification par le **Chili** de la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995. Du fait de l'accident survenu dans le nord du pays, à la mine de San José, la CONSFETEMA estime qu'il est extrêmement important d'engager la procédure de ratification de la convention n° 176, en sus de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, que le Chili a ratifiée suite à cet accident.

122. En **Argentine**, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-Santiago a participé à un séminaire international sur les «Systèmes de protection des organismes internationaux en matière de droits des travailleurs et de liberté syndicale», organisé par la Confédération syndicale des travailleurs des Amériques et du Secrétariat régional interaméricain de l'Internationale des services publics (ISP), avec la collaboration de la Coordinatrice des syndicats argentins affiliés à l'ISP (décembre 2011). Dans le cadre de ce séminaire, la campagne de ratification des conventions n^{os} 151 et 154 a été lancée, dans le but de garantir et de promouvoir le travail décent dans le secteur public et les services publics, étant donné que la reconnaissance des droits syndicaux des travailleurs de ce secteur et le plein exercice desdits droits revêtent une grande importance pour la création d'emplois décents.

Etats arabes

123. En juillet 2011, le Département des normes a participé à une mission d'évaluation du programme par pays de promotion du travail décent d'**Oman**. Les mandants tripartites ayant manifesté un vif intérêt pour la ratification des conventions n^{os} 87 et 98, le processus de ratification de ces instruments se trouve d'ores et déjà bien avancé, et un accord s'est dégagé sur un certain nombre d'activités promotionnelles de soutien, qui devront être menées par le Bureau régional pour les Etats arabes de Beyrouth, le Département des normes et le Département des relations professionnelles et des relations d'emploi (DIALOGUE).

Asie

124. En juillet 2011, le spécialiste des normes de l'ETD-Bangkok a effectué une mission en **Indonésie** à la demande du gouvernement et dans le cadre de son programme de travail pour la ratification des normes internationales du travail. Il a présenté à cette occasion la MLC, 2006, la convention n° 187 et la convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983. Un atelier de deux jours dirigé conjointement par le spécialiste des normes de l'ETD-Bangkok et le spécialiste du travail décent de BP-Suva a été organisé aux **Iles Salomon** en avril 2011 afin de promouvoir la ratification de l'ensemble des conventions fondamentales, à l'exception de la convention n° 29, déjà ratifiée.

125. Dans le cadre de la campagne régionale pour la promotion de la ratification des conventions n° 87 et 98, lancée conjointement par ACTRAV et le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, un atelier a été organisé au **Viet Nam** en mai 2011. Le spécialiste des normes de l'ETD-Bangkok a présenté à cette occasion les dispositions des conventions n° 87 et 98. Toujours dans le cadre de cette campagne, un atelier régional s'est tenu en août 2011 au **Népal**, auquel des représentants d'ACTRAV et les spécialistes des normes de l'ETD-Bangkok ont participé en tant qu'experts. Les participants étaient notamment des représentants des syndicats des pays suivants: **Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Malaisie, Népal, Thaïlande et Viet Nam**.

126. Par l'intermédiaire de son spécialiste des normes, l'ETD/BP-New Delhi a mené plusieurs activités promotionnelles dans les pays suivants:

□ **Inde:**

- promotion de l'amélioration des conditions de travail dans le secteur du vêtement en Inde en vue d'adopter en 2012 un programme «Better Work»;
- présentation d'une série d'exposés, en tant que membre du groupe d'étude sur les questions relatives au travail de l'*Apparel Export Promotion Council* (AEPC);
- promotion de la ratification des conventions (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, et (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983.

□ **Bangladesh et Népal:** appui à des projets en faveur des peuples indigènes;

□ **Bhoutan:** activités visant à amener le pays à devenir Membre de l'OIT, projet qui devrait aboutir d'ici deux ans;

□ **Afghanistan:** activités visant à sensibiliser aux droits au travail à travers la prise en compte des valeurs islamiques;

□ **Maldives:** promotion de la ratification de l'ensemble des huit conventions fondamentales.

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail

A. Système des Nations Unies

127. Les normes internationales du travail et les dispositions correspondantes des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme se complètent et se renforcent mutuellement. Par conséquent, une coopération étroite entre l'OIT et les Nations Unies en ce qui concerne ces traités est une stratégie importante pour accroître l'influence des normes de l'OIT et pour garantir la concordance et la cohérence dans le système des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme au travail.

Coopération avec les organes de surveillance de l'application des traités sur les droits de l'homme

128. Le Bureau a continué de développer des activités avec les organes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme chargés de contrôler l'application des instruments suivants:

- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- Convention relative aux droits de l'enfant;
- Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- Convention relative aux droits des personnes handicapées.

129. Le Bureau soumet régulièrement aux différents organes de surveillance de l'application des traités des rapports contenant des informations concernant les normes internationales du travail pour les pays qu'ils examinent. Ces rapports du BIT comprennent des informations sur la ratification des conventions de l'OIT ayant un lien avec les dispositions des traités respectifs des Nations Unies sur les droits de l'homme, des résumés des conclusions et recommandations des organes de contrôle de l'OIT et, le cas échéant, des renseignements sur l'assistance technique du BIT. De plus, des représentants du Bureau participent aux sessions des organes de surveillance de l'application des traités et fournissent oralement des informations et des avis sur certains pays ou sujets. Le Bureau contribue aussi à l'élaboration, par ces organes de surveillance, d'observations générales concernant des questions qui relèvent de la compétence de l'OIT. En novembre 2011, les membres de la commission d'experts ont de nouveau participé à une réunion annuelle avec les membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et ont ainsi pu échanger leurs vues sur des questions d'intérêt commun.

Coopération avec le Conseil des droits de l'homme

130. Le Bureau a poursuivi ses activités de promotion des normes internationales du travail dans le contexte du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de l'examen périodique universel, le Bureau appelle régulièrement l'attention du Secrétariat des Nations Unies sur le fait que les rapports émanant des organes de contrôle de l'OIT sont à sa disposition. La documentation préparée par le Secrétariat des Nations Unies et sur laquelle s'appuie l'examen périodique universel inclut des informations relatives à la ratification des conventions fondamentales de l'OIT par le pays concerné ainsi que des références aux commentaires de la commission d'experts. Le Bureau contribue également aux travaux d'autres mécanismes et missions de conseils, notamment à ceux du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones ainsi qu'aux travaux des rapporteurs spéciaux.

Coopération avec d'autres organes et entités des Nations Unies

131. Le spécialiste des normes de l'ETD/BP-New Delhi a participé à une consultation régionale, organisée au Népal en décembre 2011 par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), à l'intention des équipes de pays de l'ONU, sur le thème de la discrimination fondée sur la caste. Quinze personnes ont participé à cette petite réunion d'experts avec des représentants d'autres organismes des Nations Unies (UNESCO, HCDH, PNUD, ONU-Femmes, UNICEF), dont le principal objectif était de partager des données d'expérience en matière d'interventions dans le domaine de la discrimination fondée sur la caste, ainsi que de déterminer les sujets appelés à faire l'objet de travaux de recherche conjoints à l'échelle sous-régionale. Le spécialiste des normes a aussi participé en tant qu'expert invité à la Consultation internationale sur la discrimination fondée sur la caste: bonnes pratiques et stratégies visant à éliminer la discrimination fondée sur la caste, organisée au **Népal** par Dalit Solidarity Network (IDSN), organisme international ayant son siège à Copenhague (novembre-décembre 2011). Des représentants gouvernementaux du Népal, des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des fonctionnaires des organismes des Nations Unies (HCDH, PNUD/Népal, ONU-Femmes/Népal), y compris le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, ont participé à cette consultation.

B. Conseil de l'Europe

132. Le Département des normes internationales du travail poursuit sa collaboration avec les services compétents du Conseil de l'Europe dans le domaine du contrôle de l'application du Code européen de sécurité sociale et de la Charte sociale européenne. En vertu de la procédure de contrôle établie par le Code européen de sécurité sociale et des arrangements conclus entre le Conseil de l'Europe et l'OIT, la commission d'experts examine tous les ans les rapports soumis sur l'application du Code par les Etats parties ²¹. En outre, conformément à la procédure établie en vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, un représentant du Département des normes participe, à titre consultatif, aux sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte et de la charte révisée.

²¹ A ce sujet, voir les paragraphes 105 et 106 du rapport général du rapport de la commission d'experts.

Annexe I. Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application

Ratifications

Au cours de l'année 2011, 47 ratifications de conventions internationales du travail ont été enregistrées, ce qui porte le nombre des ratifications de conventions internationales du travail à 7 763 au 31 décembre 2011. En outre, la ratification d'un protocole a également été enregistrée.

Dénonciations résultant de la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine

Suite à la ratification de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, par l'**Espagne**, la convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, par le **Ghana**, la convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921, la convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936, et la convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937, ont été automatiquement dénoncées.

Suite à la ratification de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, par le **Luxembourg**, la convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, par la **Sierra Leone**, la convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919, la convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920, la convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921, la convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936, et la convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937, ont été automatiquement dénoncées.

Dénonciations

Le Directeur général a enregistré, le 18 avril 2011, la dénonciation par les **Pays-Bas** de la déclaration d'application de la convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948, à *Aruba*.

Le Directeur général a enregistré, le 2 décembre 2011, la dénonciation par la **Serbie** de la convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919.

Le Directeur général a enregistré, le 16 novembre 2011, la dénonciation par la **Slovénie** de la convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948.

Déclaration d'application

Le Directeur général a enregistré, le 22 juin 2011, la déclaration par les **Pays-Bas** d'application *sans modification* de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, à *Aruba*.

Annexe II. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 ¹

120 ratifications/acceptations

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Afghanistan	Ratification	7 avril 2010
Afrique du Sud	Ratification	1 ^{er} octobre 2007
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Algérie	Ratification	4 avril 2007
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Belgique	Ratification	13 mars 2007
Bénin	Ratification	15 février 2006
Bosnie-Herzégovine	Ratification	26 mai 2010
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Brésil	Ratification	8 février 2010
Brunéi Darussalam	Acceptation	14 juin 2007
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Burkina Faso	Ratification	28 octobre 2009
Cambodge	Ratification	27 mars 2007
Cameroun	Ratification	18 décembre 2009
Canada	Acceptation	10 février 1998
Cap-Vert	Acceptation	9 juin 2008
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998
Comores	Ratification	17 mars 2004
Congo	Ratification	23 août 2002

¹ Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié/accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 122/183), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997
Croatie	Ratification	3 juillet 2008
Cuba	Ratification	17 février 2003
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998
Erythrée	Acceptation	23 septembre 2009
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Fidji	Ratification	18 janvier 2010
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guatemala	Ratification	29 février 2008
Guinée	Ratification	23 février 2004
Guinée-Bissau	Acceptation	18 août 2006
Guyana	Ratification	11 mai 2006
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Inde	Ratification	24 mars 1999
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Israël	Ratification	1 ^{er} février 2008
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Jamaïque	Ratification	17 décembre 2008
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
République démocratique populaire lao	Acceptation	1 ^{er} juin 2007
Lettonie	Acceptation	6 février 2009
Liban	Ratification	4 juin 1999
Jamahiriya arabe libyenne	Ratification	26 mai 1999
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mauritanie	Acceptation	25 janvier 2006
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Mongolie	Ratification	16 septembre 2010
Monténégro	Acceptation	12 juin 2007
Mozambique	Acceptation	15 septembre 2008
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Oman	Ratification	22 avril 2010
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pays-Bas	Acceptation	29 mars 2007
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Philippines	Ratification	26 janvier 2006
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Kitts-et-Nevis	Ratification	2 novembre 2006
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Serbie	Ratification	16 septembre 2009
Seychelles	Ratification	28 octobre 2005
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Slovénie	Ratification	29 juin 2011
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999
Suisse	Ratification	28 juin 2000
Suriname	Acceptation	12 avril 2006
République arabe syrienne	Acceptation	1 ^{er} août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1 ^{er} juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Tunisie	Acceptation	6 juillet 2007
Turquie	Ratification	23 février 2000
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007
Viet Nam	Acceptation	15 mai 2006
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
Total: 120/183		

Partie II. Liste des ratifications par convention^{*} et protocole

^{*} N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant. Le nombre total de ratifications de chaque convention comprend l'ensemble des ratifications enregistrées depuis l'adoption de la convention concernée, indépendamment de toute dénonciation ultérieure.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

52 ratifications

Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	6.09.1926	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	1.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	4.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977
Libye	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	9.06.1988	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Pérou	8.11.1945	Portugal	3.07.1928	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	France	2.06.1927	Italie	6.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénonciation

Nouvelle-Zélande 29.03.1938
Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

57 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	République de Corée	7.11.2011
Danemark	13.10.1921	Djibouti	3.08.1978	Egypte	3.07.1954
Equateur	5.02.1962	Espagne	4.07.1923	Estonie	20.12.1922
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921
France	25.08.1925	Grèce	19.11.1920	Guyana	8.06.1966
Hongrie	1.03.1928	Irlande	4.09.1925	Islande	17.02.1958
Italie	10.04.1923	Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964
Luxembourg	16.04.1928	Malte	4.01.1965	Maroc	14.10.1960
Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	23.11.1921	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	6.02.1932	Pologne	21.06.1924
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957
Suède	27.09.1921	Suisse	9.10.1922	République arabe syrienne	26.07.1960
Turquie	14.07.1950	Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Dénonciation

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 16.04.1938		Dénoncée le 11.11.1982

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

34 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Espagne	4.07.1923
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950	Gabon	13.06.1961
Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966	Italie	22.10.1952
Lettonie	3.06.1926	Libye	27.05.1971	Luxembourg	16.04.1928
Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Panama	3.06.1958	Roumanie	13.06.1921	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Dénonciation

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Serbie	24.11.2000
Dénoncée le 14.12.2011		Dénoncée le 2.12.2011	

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 103

Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le 26.07.1961		Dénoncée le 3.10.1997		Dénoncée le 17.10.1955	

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 183

Hongrie	19.04.1928	Slovénie	29.05.1992
Dénoncée le 25.05.2010		Dénoncée le 1.03.2010	

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	République centrafricaine	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Pakistan	14.07.1921	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sénégal	4.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960

Dénonciation

Afrique du Sud	1.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
Dénoncée le 20.10.1935		Dénoncée le 11.08.1964		Dénoncée le 3.03.1992	
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 13.08.1937		Dénoncée le 12.05.1937	
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	7.06.1960	Chili	8.10.1931
Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 27.08.1976	
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 8.11.1955		Dénoncée le 30.06.1936	
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	4.09.1925
Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 18.12.1936		Dénoncée le 15.03.1937	
Italie	10.04.1923	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Dénoncée le 6.08.2001		Dénoncée le 11.11.2003		Dénoncée le 19.02.1982	
Malte	9.06.1988	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Dénoncée le 11.02.1991		Dénoncée le 2.08.1965		Dénoncée le 9.11.1961	
Pays-Bas	4.09.1922	Pérou	8.11.1945	Portugal	10.05.1932
Dénoncée le 12.06.1937		Dénoncée le 5.02.1997		Dénoncée le 8.12.1993	

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

				Dénonciation	
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Sri Lanka	8.10.1951
	Dénoncée le 28.05.1957		Dénoncée le 25.01.1937		Dénoncée le 16.02.1954
Suisse	9.10.1922	Tunisie	15.05.1957	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 4.06.1936		Dénoncée le 24.05.1974		Dénoncée le 17.10.1955
République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933				
	Dénoncée le 20.11.1944				

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

Inde	9.09.1955	Sainte-Lucie	14.05.1980		
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933	Autriche	26.02.1936
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	12.07.1924
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.06.1997
Brésil	26.04.1934	Burkina Faso	21.11.1960	Cameroun	7.06.1960
	Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 13.08.2001
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
	Dénoncée le 28.06.2000		Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 14.06.2005
République dominicaine	4.02.1933	Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922
	Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007
Fidji	19.04.1974	France	29.04.1939	Gabon	14.10.1960
	Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 25.10.2010
Grèce	19.11.1920	Grenade	9.07.1979	Guinée	21.01.1959
	Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 6.06.2003
Guyana	8.06.1966	Haïti	12.04.1957	Irlande	4.09.1925
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 3.06.2009		Dénoncée le 22.06.1978
Israël	23.12.1953	Japon	7.08.1926	Kenya	13.01.1964
	Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	3.06.1926	Luxembourg	16.04.1928
	Dénoncée le 14.06.2001		Dénoncée le 2.06.2006		Dénoncée le 24.03.1977
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002		Dénoncée le 9.06.1988
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Nicaragua	12.04.1934
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 3.12.2001		Dénoncée le 2.11.1981
Niger	27.02.1961	Norvège	7.07.1937	Ouganda	4.06.1963
	Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 25.03.2003
Pays-Bas	21.07.1928	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 25.07.2006		Dénoncée le 15.12.1999
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 10.06.2011		Dénoncée le 7.11.2005
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	27.09.1951	Suisse	9.10.1922
	Dénoncée le 29.09.1997		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 17.08.1999
Swaziland	26.04.1978	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Tchad	10.11.1960
	Dénoncée le 23.10.2002		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 21.03.2005
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
	Dénoncée le 26.04.2007		Dénoncée le 16.03.1984		Dénoncée le 15.07.1987

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Viet Nam	3.10.1994 Dénoncée le 24.06.2003	Zambie	2.12.1964 Dénoncée le 19.06.1976
-----------------	-------------------------------------	---------------	-------------------------------------

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 59

Bulgarie	14.02.1922 Dénoncée le 20.07.1960	Uruguay	6.06.1933 Dénoncée le 17.10.1955
-----------------	--------------------------------------	----------------	-------------------------------------

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Bénin	12.12.1960	Brésil	26.04.1934
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
					Dénoncée le 29.05.2008
Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925
Gabon	14.10.1960	Grèce	19.11.1920	Guinée-Bissau	21.02.1977
Hongrie	19.04.1928	Inde	14.07.1921	Irlande	4.09.1925
Italie	10.04.1923	République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	3.06.1926
Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960
Mali	22.09.1960	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921
Pologne	21.06.1924	Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921
Sénégal	4.11.1960	Suisse	9.10.1922	Tchad	10.11.1960
Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933	Viet Nam	3.10.1994

Dénonciation

Royaume-Uni	14.07.1921 Dénoncée le 4.10.1947
--------------------	-------------------------------------

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 90

Cameroun	7.06.1960 Dénoncée le 11.04.1975	Guinée	21.01.1959 Dénoncée le 28.05.1968	Mexique	20.05.1937 Dénoncée le 20.06.1956
Pays-Bas	17.03.1924 Dénoncée le 22.10.1954	Sri Lanka	26.10.1950 Dénoncée le 16.02.1954	Tunisie	12.01.1959 Dénoncée le 24.05.1974
Uruguay	6.06.1933 Dénoncée le 17.10.1955				

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

53 ratifications

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980
------------------	------------	---------------	------------	---------------------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929 Dénoncée le 19.06.1976	Angola	4.06.1976 Dénoncée le 13.06.2001	Argentine	30.11.1933 Dénoncée le 11.11.1996
Bahamas	25.05.1976 Dénoncée le 31.10.2001	Barbade	8.05.1967 Dénoncée le 4.01.2000	Belgique	4.02.1925 Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983 Dénoncée le 6.03.2000	Bulgarie	16.03.1923 Dénoncée le 23.04.1980	Chili	18.10.1935 Dénoncée le 1.02.1999

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928
	Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	12.05.1924	République dominicaine	4.02.1933	Espagne	20.06.1924
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977
Estonie	3.03.1923	Finlande	10.10.1925	Grèce	16.12.1925
	Dénoncée le 15.03.2007		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 5.03.2009		Dénoncée le 15.04.1998
Hongrie	1.03.1928	Irlande	4.09.1925	Italie	14.07.1932
	Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981
Jamaïque	8.07.1963	Japon	7.06.1924	Lettonie	3.06.1926
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 2.06.2006
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988
Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	7.10.1927
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 8.07.1980
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	21.06.1924	Portugal	24.10.1960
	Dénoncée le 2.06.2000		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 20.05.1998
Roumanie	8.05.1922	Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 25.07.2006
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 10.06.2011		Dénoncée le 7.11.2005
Sri Lanka	2.09.1950	Suède	27.09.1921	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964
	Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 16.12.1998
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944				
	Dénoncée le 15.07.1987				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 58

Brésil	8.06.1936	Mexique	17.08.1948	Pays-Bas	26.03.1925
	Dénoncée le 9.01.1974		Dénoncée le 18.07.1952		Dénoncée le 8.07.1947
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufage), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

60 ratifications

Allemagne	4.03.1930	Argentine	30.11.1933	Australie	28.06.1935
Belgique	4.02.1925	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	16.03.1923	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991
Cuba	6.08.1928	Danemark	15.02.1938	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	20.01.1950	France	21.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	16.12.1925	Grenade	9.07.1979
Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	8.07.1963	Japon	22.08.1955
Lettonie	29.08.1930	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	16.06.1961
Norvège	21.07.1936	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962
Pologne	21.06.1924	Portugal	19.05.1981	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	12.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.04.1951	Suède	1.01.1935
Suisse	21.04.1960	Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

41 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933	Belgique	4.02.1925
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Cameroun	25.05.1970	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Danemark	23.08.1938
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Grèce	16.12.1925
Israël	19.06.1969	Italie	8.09.1924	Japon	23.11.1922
Lettonie	3.06.1926	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Mexique	1.09.1939	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.01.1948
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Roumanie	10.11.1930
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	27.09.1921
Uruguay	6.06.1933				

Dénonciation

Australie 3.08.1925
Dénoncée le 31.08.1998

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)

Bulgarie	16.03.1923 Dénoncée le 12.06.2003	Croatie	8.10.1991 Dénoncée le 18.11.2005	Finlande	7.10.1922 Dénoncée le 25.05.1999
France	25.01.1928 Dénoncée le 27.04.2004	Nigéria	4.03.2004 Dénoncée le 22.03.2004	Norvège	23.11.1921 Dénoncée le 11.06.1999

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

55 ratifications

Australie	24.12.1957	Cameroun	25.05.1970	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Sénégal	22.10.1962				

Dénonciation

Panama 19.06.1970
Dénoncée le 5.07.2001

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957 Dénoncée le 16.02.1998	Algérie	19.10.1962 Dénoncée le 30.04.1984	Allemagne	20.03.1957 Dénoncée le 19.06.1976
Argentine	26.05.1936 Dénoncée le 11.11.1996	Autriche	12.06.1924 Dénoncée le 18.09.2000	Bahamas	25.05.1976 Dénoncée le 31.10.2001
Barbade	2.10.1978 Dénoncée le 4.01.2000	Bélarus	6.11.1956 Dénoncée le 3.05.1979	Belgique	13.06.1928 Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983 Dénoncée le 6.03.2000	Bulgarie	6.03.1925 Dénoncée le 23.04.1980	République centrafricaine	9.06.1964 Dénoncée le 28.06.2000
Chili	18.10.1935 Dénoncée le 1.02.1999	Colombie	13.04.1983 Dénoncée le 2.02.2001	Comores	23.10.1978 Dénoncée le 17.03.2004
Cuba	22.08.1935 Dénoncée le 19.06.1976	Djibouti	3.08.1978 Dénoncée le 14.06.2005	République dominicaine	4.02.1933 Dénoncée le 15.06.1999
Espagne	29.08.1932 Dénoncée le 16.05.1977	Estonie	8.09.1922 Dénoncée le 15.03.2007	France	7.06.1951 Dénoncée le 13.07.1990
Gabon	13.06.1961 Dénoncée le 25.10.2010	Grenade	9.07.1979 Dénoncée le 14.05.2003	Guatemala	14.06.1988 Dénoncée le 27.04.1990
Guinée	12.12.1966 Dénoncée le 6.06.2003	Guyana	8.06.1966 Dénoncée le 15.04.1998	Hongrie	2.02.1927 Dénoncée le 28.05.1998
Irlande	26.05.1925 Dénoncée le 22.06.1978	Israël	23.12.1953 Dénoncée le 21.06.1979	Italie	8.09.1924 Dénoncée le 28.07.1981
Japon	19.12.1923 Dénoncée le 5.06.2000	Luxembourg	16.04.1928 Dénoncée le 24.03.1977	Malte	4.01.1965 Dénoncée le 9.06.1988

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
	Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 2.06.2000
Pays-Bas	28.11.1956	Pérou	1.02.1960	Pologne	21.06.1924
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 13.11.2002		Dénoncée le 22.03.1978
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	11.07.1963	Fédération de Russie	10.08.1956
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 3.05.1979
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	6.02.1978	Slovaquie	1.01.1993
	Dénoncée le 25.07.2006		Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 29.09.1997
Sri Lanka	29.11.1991	Suède	27.11.1923	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 26.04.2007
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933		
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

122 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	6.06.1925
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	22.08.1935	Danemark	20.06.1930
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	3.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923	Iraq	1.04.1985
Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924
Jamaïque	8.07.1963	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.01.1960
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937	République de Moldova	4.04.2003
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961
Norvège	11.06.1929	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	11.05.1923	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	20.08.1926	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	27.09.1977	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	6.08.1923	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	25.08.1952	Suède	27.11.1923	Suisse	23.05.1940
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957
Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

77 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	7.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	6.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	1.10.1931
Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	1.09.1930	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	5.06.1961	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	4.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mexique	1.11.1937	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960
République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	6.08.1923	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	15.05.1957
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

63 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	5.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	5.01.1990	Guinée	21.01.1959

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Hongrie	8.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	9.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939
Pologne	21.06.1924	Roumanie	4.12.1925	Fédération de Russie	10.10.1991
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	28.04.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

119 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Arménie	27.01.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
Belgique	19.07.1926	Belize	22.06.1999	Bénin	12.12.1960
Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	3.02.1988
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960	Canada	21.03.1935
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	25.09.1984	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	30.08.1935	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924
Estonie	29.11.1923	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	19.06.1923	France	3.09.1926	Gabon	14.10.1960
Ghana	19.06.1973	Grèce	11.05.1929	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	12.06.1985	Haïti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960	Irlande	22.07.1930
Israël	26.06.1951	Italie	8.09.1924	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924
Liban	26.07.1962	Libye	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Népal	10.12.1986	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	11.05.1923
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	3.07.1928	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	18.08.1923	Fédération de Russie	22.09.1967	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	22.12.1931
Suisse	16.01.1935	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968	Togo	7.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994
Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	6.06.1980		

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926
Inde	20.11.1922	Mauritanie	8.11.1963	Myanmar	20.11.1922
Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Sainte-Lucie	14.05.1980		

Dénonciation

Australie	28.06.1935
Dénoncée le	2.04.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Bélarus	6.11.1956
Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	11.11.1996	Dénoncée le	3.05.1979
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bulgarie	6.03.1925
Dénoncée le	19.04.1988	Dénoncée le	6.03.2000	Dénoncée le	23.04.1980
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960
Dénoncée le	1.02.1999	Dénoncée le	28.04.1999	Dénoncée le	2.10.1997
Colombie	20.06.1933	Cuba	7.07.1928	Danemark	12.05.1924
Dénoncée le	2.02.2001	Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922
Dénoncée le	14.06.2005	Dénoncée le	16.05.1977	Dénoncée le	15.03.2007
Finlande	10.10.1925	France	16.01.1928	Ghana	20.05.1957
Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.07.1990	Dénoncée le	6.06.2011
Grèce	14.06.1930	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Dénoncée le	14.03.1986	Dénoncée le	14.05.2003	Dénoncée le	27.04.1990
Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928	Iraq	19.04.1966
Dénoncée le	15.04.1998	Dénoncée le	28.05.1998	Dénoncée le	13.02.1985
Irlande	5.07.1930	Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924
Dénoncée le	22.06.1978	Dénoncée le	6.12.1999	Dénoncée le	28.07.1981
Jamaïque	26.12.1962	Japon	4.12.1930	Kenya	13.01.1964
Dénoncée le	13.10.2003	Dénoncée le	5.06.2000	Dénoncée le	9.04.1979
Lettonie	9.09.1924	Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Dénoncée le	2.06.2006	Dénoncée le	10.06.2003	Dénoncée le	24.03.1977
Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965
Dénoncée le	9.09.1997	Dénoncée le	9.09.1997	Dénoncée le	9.06.1988
Maroc	14.03.1958	Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934
Dénoncée le	6.01.2000	Dénoncée le	30.07.1990	Dénoncée le	2.11.1981
Nigéria	17.10.1960	Norvège	7.10.1927	Pakistan	20.11.1922
Dénoncée le	2.10.2002	Dénoncée le	8.07.1980	Dénoncée le	6.07.2006
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	17.06.1931	Pologne	21.06.1924
Dénoncée le	31.10.2000	Dénoncée le	14.09.1976	Dénoncée le	22.03.1978
Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	8.03.1926	Fédération de Russie	10.08.1956
Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	7.06.2000	Dénoncée le	3.05.1979
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Dénoncée le	7.03.2000	Dénoncée le	10.06.2011	Dénoncée le	7.11.2005
Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925	Suisse	21.04.1960
Dénoncée le	11.02.2000	Dénoncée le	23.04.1990	Dénoncée le	17.08.1999
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Turquie	29.09.1959
Dénoncée le	16.12.1998	Dénoncée le	3.09.2004	Dénoncée le	30.10.1998
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933	Yémen	14.04.1969
Dénoncée le	3.05.1979	Dénoncée le	2.06.1977	Dénoncée le	15.06.2000

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

82 ratifications

Albanie	3.06.1957	Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936
Australie	28.06.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	6.11.1956	Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1936	Bulgarie	6.03.1925

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Danemark	23.04.1938	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	10.10.1925	France	22.03.1928	Ghana	20.05.1957
Grèce	28.06.1930	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Hongrie	1.03.1928	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	20.11.1922	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962	Japon	7.06.1924
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	9.09.1924
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	9.03.1938
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	20.11.1922	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	5.12.1980	Nouvelle-Zélande	5.12.1961
Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.03.1928
Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	8.03.1926
Fédération de Russie	10.08.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	14.04.1970	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
Yémen	14.04.1969				

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

74 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	5.09.1929	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948
Grèce	13.06.1952	Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928	Iraq	5.07.1960
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	6.06.2005	Lettonie	29.05.1928
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	3.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	17.11.1960	Pologne	3.11.1937
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	28.06.1949
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	10.05.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Zambie	2.12.1964		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	8.10.1931	Suède	8.09.1926	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

68 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Arménie	18.05.2005	Australie	22.04.1959
Autriche	29.09.1928	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	3.10.1927
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	18.06.1934
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	30.09.1927
Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934	Japon	8.10.1928
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Mali	22.09.1960
Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929	Pakistan	30.09.1927
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	3.11.1937	Portugal	27.03.1929
République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	17.05.1952	Suisse	16.11.1927	République arabe syrienne	10.05.1960
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959	Zambie	22.02.1965

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 42

Hongrie	19.04.1928	Royaume-Uni	6.10.1926
	Dénoncée le 25.05.2010		Dénoncée le 29.04.1936

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	31.05.1933	Irlande	25.11.1927	Pays-Bas	1.11.1928
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 15.03.1937		Dénoncée le 1.09.1939
Sénégal	4.11.1960	Suède	15.10.1929	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 10.05.1971		Dénoncée le 24.02.1937		Dénoncée le 17.10.1955

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1926

121 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Belgique	3.10.1927
Belize	15.12.1983	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Botswana	3.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	18.02.1987	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	8.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	République de Corée	29.03.2001	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	31.03.1928
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Grenade	9.07.1979	Guatemala	2.08.1961
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	5.07.1930	Israël	5.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	1.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	11.06.1929	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	30.09.1927	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	13.09.1927	Pérou	8.11.1945	Philippines	26.04.1994
Pologne	28.02.1928	Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	6.10.1926	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Soudan	18.06.1957	Suède	8.09.1926	Suisse	1.02.1929
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	6.06.1980				

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

17 ratifications

Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	5.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

Dénonciation

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 11.03.1981		Dénoncée le 31.03.1983		Dénoncée le 22.12.1980
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	4.04.1962
	Dénoncée le 2.06.1998		Dénoncée le 19.09.1950		Dénoncée le 18.06.1996
Suède	5.01.1940	Uruguay	6.06.1933		
	Dénoncée le 12.06.1970		Dénoncée le 26.05.1978		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	7.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	5.04.1929
Inde	14.01.1928	Irlande	5.07.1930	Japon	8.10.1928
Luxembourg	16.04.1928	Malte	9.06.1988	Mexique	9.03.1938

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957
Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	13.09.1927
Slovaquie	1.01.1993	Suède	28.01.1957	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927
--------	------------	-------------	------------

Dénonciation

Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	Dénoncée le 30.06.1999		Dénoncée le 2.04.2002		Dénoncée le 14.08.1998
Hongrie	3.02.1931	Nouvelle-Zélande	29.03.1938		
	Dénoncée le 25.05.2010		Dénoncée le 2.06.1982		

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.04.1928

60 ratifications

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Australie	1.04.1935
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Canada	30.06.1938
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	10.05.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947
France	4.04.1928	Ghana	18.03.1965	Inde	31.10.1932
Iraq	4.10.1966	Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929
Japon	22.08.1955	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006	Myanmar	31.10.1932
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.03.1940	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pakistan	31.10.1932	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962	Pologne	8.08.1931
Portugal	23.05.1983	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	14.06.1929
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	15.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

47 ratifications

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	3.10.1927	Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.11.1929	Chine	2.12.1936	Chypre	19.09.1995
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	9.07.1928	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	4.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	6.05.1981	Iraq	23.09.1976
Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	5.05.1948	Pérou	4.04.1962
Philippines	17.11.1960	Pologne	8.08.1931	Portugal	23.05.1983

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Royaume-Uni	3.06.1985	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	6.06.1933				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 166

Mexique	12.05.1934
	Dénoncée le 15.03.2002

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Djibouti	3.08.1978
Equateur	5.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961
Pays-Bas	15.11.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Roumanie	28.06.1929	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

21 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	20.02.1931
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

104 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	2.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950	Arménie	27.01.2006
Australie	9.03.1931	Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Bélarus	15.09.1993	Belgique	11.08.1937
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	4.06.1935	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960	Canada	25.04.1935
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chine	5.05.1930

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Equateur	6.07.1954
Espagne	8.04.1930	Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930
Gabon	14.10.1960	Ghana	2.07.1959	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.05.1961	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guyana	8.06.1966	Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	10.01.1955	Iraq	26.11.1962	Irlande	3.06.1930
Italie	9.09.1930	Jamaïque	8.07.1963	Japon	29.04.1971
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Libye	27.05.1971	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960
Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maroc	14.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	Myanmar	21.05.1954	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1933
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	10.11.1936
Pérou	4.04.1962	Portugal	10.11.1959	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	9.06.1971
Suisse	7.05.1947	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	10.05.1960
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.01.1975
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 14.06.1929
Dénoncée le 25.07.1985

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.03.1932

66 ratifications

Allemagne	5.07.1933	Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	9.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.06.1934
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	4.06.1935	Burundi	11.03.1963
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1954	Danemark	1.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	8.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée-Bissau	21.02.1977	Honduras	9.06.1980	Hongrie	6.12.1937
Inde	7.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	5.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	1.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	7.09.1931	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	1.07.1932	Pakistan	7.09.1931	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	4.01.1933	Pérou	4.04.1962
Pologne	18.06.1932	Portugal	1.03.1932	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	7.12.1932	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.04.1932
Suisse	8.11.1934	Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

République tchèque	1.01.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	17.12.1932	Viet Nam	3.10.1994		

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

Dénonciation

Luxembourg 1.04.1931
Dénoncée le 9.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne 29.08.1932
Dénoncée le 28.07.1934

Irlande 5.07.1930
Dénoncée le 13.06.1972

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.05.1932

174 ratifications

Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Australie	2.01.1932	Autriche	7.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bahrein	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	8.05.1967	Bélarus	21.08.1956	Belgique	20.01.1944
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	31.05.2005
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960	Canada	13.06.2011
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933
Chypre	23.09.1960	Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	20.07.1953	Danemark	11.02.1932
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1955	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982
Equateur	6.07.1954	Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932
Estonie	7.02.1996	Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937
Gabon	14.10.1960	Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993
Ghana	20.05.1957	Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958
Honduras	21.02.1957	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	30.11.1954	Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1957
Iraq	27.11.1962	Irlande	2.03.1931	Islande	17.02.1958
Israël	7.06.1955	Italie	18.06.1934	Jamaïque	26.12.1962
Japon	21.11.1932	Jordanie	6.06.1966	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000
Koweït	23.09.1968	République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lesotho	31.10.1966
Lettonie	2.06.2006	Liban	1.06.1977	Libéria	1.05.1931
Libye	13.06.1961	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Madagascar	1.11.1960	Malaisie	11.11.1957	Malawi	19.11.1999
Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934
République de Moldova	23.03.2000	Mongolie	15.03.2005	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	16.06.2003	Myanmar	4.03.1955	Namibie	15.11.2000
Népal	3.01.2002	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	1.07.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Oman	30.10.1998	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	23.12.1957	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	31.03.1933	Pérou	1.02.1960
Philippines	15.07.2005	Pologne	30.07.1958	Portugal	26.06.1956
Qatar	12.03.1998	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957
Royaume-Uni	3.06.1931	Fédération de Russie	23.06.1956	Rwanda	23.05.2001
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957
Sri Lanka	5.04.1950	Suède	22.12.1931	Suisse	23.05.1940
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Timor-Leste	16.06.2009
Togo	7.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	30.10.1998	Ukraine	10.08.1956
Uruguay	6.09.1995	Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
Viet Nam	5.03.2007	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	4.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	4.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	6.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	République arabe syrienne	10.05.1960	Uruguay	6.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche 16.02.1933

Dénonciation

Finlande 13.01.1936 Dénoncée le 23.06.1999
Nouvelle-Zélande 29.03.1938 Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	2.07.1952
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Canada	6.04.1946

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nigéria	16.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947
Panama	4.06.1971	Royaume-Uni	10.01.1935	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	7.09.1954	Danemark	22.06.1970	Espagne	28.07.1934
Dénoncée le 15.10.1982		Dénoncée le 22.12.1989		Dénoncée le 3.03.1982	
Finlande	23.08.1949	France	27.05.1955	Italie	30.10.1933
Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 30.07.1985		Dénoncée le 7.06.2000	
Mexique	12.05.1934	Norvège	23.06.1956	Pays-Bas	25.08.1964
Dénoncée le 10.02.1982		Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 13.05.1998	
Pérou	4.04.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Suède	3.08.1938
Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 14.07.2004		Dénoncée le 5.12.1981	
Tanzanie - Tanganyika	19.11.1962				
Dénoncée le 30.05.1983					

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.06.1935

25 ratifications

Cameroun	7.06.1960	Mauritanie	20.06.1961
----------	-----------	------------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934
Dénoncée le 5.05.1971	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950	Autriche	26.02.1936	Belgique	6.06.1934
Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 19.04.1988	
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960
Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 28.06.2000	
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003	
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	France	29.04.1939
Dénoncée le 7.09.1954		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990	
Gabon	14.10.1960	Guinée	21.01.1959	Madagascar	1.11.1960
Dénoncée le 25.10.2010		Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 31.05.2000	
Mali	22.09.1960	Niger	27.02.1961	Pays-Bas	12.07.1935
Dénoncée le 11.03.2002		Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 14.09.1976	
Sénégal	4.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960
Dénoncée le 15.12.1999		Dénoncée le 21.03.2005		Dénoncée le 16.03.1984	
Uruguay	6.06.1933				
Dénoncée le 18.03.1954					

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

Chili	18.10.1935
-------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Argentine	14.03.1950	Espagne	27.04.1935	Finlande	13.01.1936
Dénoncée le 19.09.1996		Dénoncée le 5.05.1971		Dénoncée le 22.12.1951	

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Mexique	21.02.1938	Norvège	4.07.1949	Suède	1.01.1936
	Dénoncée le 1.03.1991		Dénoncée le 29.06.1950		Dénoncée le 18.07.1950
Turquie	27.12.1946				
	Dénoncée le 23.01.1952				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Bulgarie	29.12.1949	Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 24.03.2005		Dénoncée le 25.07.2007		Dénoncée le 9.10.2000

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))

Equateur	5.02.1962
	Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))

Equateur	5.02.1962
	Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.11.1946

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur	5.02.1962
Dénoncée le	5.04.1978

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993

Dénonciation

République tchèque	1.01.1993
Dénoncée le	27.09.2000

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936

38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Argentine	14.03.1950	Bénin	12.12.1960
Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	Gabon	14.10.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Dénonciation

Hongrie	18.12.1936	Myanmar	22.11.1935	Pérou	8.11.1945
Dénoncée le	15.11.1977	Dénoncée le	30.03.1967	Dénoncée le	13.01.1997
Royaume-Uni	25.01.1937				
Dénoncée le	4.10.1947				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	Belgique	4.08.1937	Brésil	8.06.1936
Dénoncée le	2.03.1950	Dénoncée le	1.04.1952	Dénoncée le	25.04.1957
Congo	10.11.1960	Egypte	11.07.1947	France	25.01.1938
Dénoncée le	4.06.1971	Dénoncée le	26.07.1960	Dénoncée le	21.09.1953
Grèce	30.05.1936	Guinée	21.01.1959	Inde	22.11.1935
Dénoncée le	27.04.1959	Dénoncée le	12.12.1966	Dénoncée le	27.02.1950
Iraq	28.03.1938	Irlande	15.03.1937	Madagascar	1.11.1960
Dénoncée le	17.11.1967	Dénoncée le	14.01.1952	Dénoncée le	10.11.2008
Mauritanie	20.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	22.11.1935
Dénoncée le	8.11.1963	Dénoncée le	10.11.1950	Dénoncée le	14.02.1951
Pays-Bas	9.12.1935	Sénégal	4.11.1960	Sri Lanka	2.09.1950
Dénoncée le	22.10.1954	Dénoncée le	22.10.1962	Dénoncée le	31.03.1966
Suisse	4.06.1936				
Dénoncée le	6.05.1950				

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

53 ratifications

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Afrique du Sud	26.02.1952	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	29.04.1959	Autriche	26.02.1936	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Brésil	8.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	Danemark	22.06.1939	Espagne	24.06.1958
France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Honduras	17.11.1964	Hongrie	17.06.1935
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	13.01.1964	Iraq	25.07.1941
Italie	22.10.1952	Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937	Myanmar	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	16.02.1959
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	29.04.1936
Rwanda	18.09.1962	Slovaquie	1.01.1993	Suriname	15.06.1976
République tchèque	1.01.1993	Turquie	27.12.1946		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	Belgique	3.08.1949	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 1.03.1972		Dénoncée le 22.04.1970		Dénoncée le 31.01.1977
Chili	14.10.1994	Finlande	20.01.1950	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 30.09.1999		Dénoncée le 23.09.1968		Dénoncée le 9.06.1969
Japon	6.06.1936	Luxembourg	3.03.1958	Pays-Bas	1.09.1939
	Dénoncée le 7.06.1974		Dénoncée le 24.07.1972		Dénoncée le 2.08.1966
République démocratique du Congo	20.09.1960	Suède	24.02.1937	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 5.09.1967		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.06.1973

Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	4.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978
France	5.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Dénonciation

Royaume-Uni	13.01.1937
	Dénoncée le 4.12.1958

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	8.10.1965
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège	20.05.1957	Suisse	14.06.1939
	Dénoncée le 19.06.1990		Dénoncée le 17.10.1990

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

98 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Angola	4.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	4.08.1961

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	22.09.1938
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	3.09.1962	Chine	2.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	14.04.1936	République dominicaine	12.08.1957
Egypte	11.07.1947	Equateur	6.07.1954	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Guatemala	7.03.1960	Guinée	12.12.1966
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haiti	5.04.1960
Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	25.03.1938
Indonésie	12.06.1950	Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	20.09.1956
Mexique	21.02.1938	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.03.1976
Nigéria	17.10.1960	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	25.03.1938
Panama	16.02.1959	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Portugal	18.10.1937
Fédération de Russie	4.05.1961	Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	20.12.1950
Suisse	23.05.1940	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	Tunisie	15.05.1957
Turquie	21.04.1938	Ukraine	4.08.1961	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
Viet Nam	3.10.1994				

Dénonciation

Allemagne	15.11.1954	Australie	7.10.1953	Autriche	3.07.1937
Dénoncée le 25.04.2008		Dénoncée le 20.05.1988		Dénoncée le 3.04.2008	
Belgique	4.08.1937	Canada	16.09.1966	Chili	16.03.1946
Dénoncée le 30.05.2008		Dénoncée le 19.05.1978		Dénoncée le 30.05.1997	
Djibouti	3.08.1978	Espagne	24.06.1958	Estonie	4.06.1937
Dénoncée le 29.05.2008		Dénoncée le 14.04.2008		Dénoncée le 6.12.2007	
Finlande	3.03.1938	France	25.01.1938	Hongrie	19.12.1938
Dénoncée le 19.09.1997		Dénoncée le 2.05.2008		Dénoncée le 30.05.2008	
Irlande	20.08.1936	Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958
Dénoncée le 27.05.1988		Dénoncée le 29.05.2008		Dénoncée le 29.04.1988	
Malte	9.06.1988	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pays-Bas	20.02.1937
Dénoncée le 29.05.2008		Dénoncée le 23.06.1987		Dénoncée le 29.04.1998	
Pérou	8.11.1945	Pologne	15.06.1957	Royaume-Uni	18.07.1936
Dénoncée le 9.06.1997		Dénoncée le 29.05.2008		Dénoncée le 26.05.1988	
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.07.1936
Dénoncée le 20.02.2008		Dénoncée le 18.03.2008		Dénoncée le 15.06.1967	
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	2.12.1964
Dénoncée le 24.04.2008		Dénoncée le 26.05.1978		Dénoncée le 3.03.1998	
Zimbabwe	6.06.1980				
Dénoncée le 30.05.2008					

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

15 ratifications

Australie	22.10.1970	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	21.08.1956
République de Corée	7.11.2011	Finlande	23.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992
Lituanie	26.09.1994	République de Moldova	9.12.1997	Norvège	13.03.1979
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouzbékistan	13.07.1992	Fédération de Russie	23.06.1956
Suède	11.08.1982	Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	10.08.1956

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

12 ratifications

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Israël	16.01.1963	Italie	22.10.1952	Monténégro	3.06.2006
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation

Hongrie	10.08.1937	Pays-Bas	6.10.1938	Pologne	21.03.1938
	Dénoncée le 27.10.1983		Dénoncée le 27.07.1999		Dénoncée le 10.08.1973

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne	8.07.1937
	Dénoncée le 11.09.1986

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978	France	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	Malte	9.06.1988	Mexique	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1939

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	7.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	22.05.1939
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	2.12.1964

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
	Dénoncée le 13.09.1999		Dénoncée le 2.03.2000		Dénoncée le 15.09.1981

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Albanie	3.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	20.07.1953	Danemark	22.06.1939
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Egypte	3.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Géorgie	22.06.1993
Grèce	13.06.1952	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Libye	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	9.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	3.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	1.02.1960	Sénégal	22.10.1962	Slovaquie	1.01.1993
République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	15.05.1957

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	Dénoncée le 23.09.1998		Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973
Espagne	5.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 30.06.1972		Dénoncée le 15.01.1990		Dénoncée le 2.06.1977
Hongrie	8.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 19.08.1998		Dénoncée le 19.02.1974		Dénoncée le 28.07.1981
Madagascar	10.08.1962	Fédération de Russie	10.08.1956	Tchad	8.06.1961
	Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 6.09.2010		Dénoncée le 15.12.2000
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 23.08.1996		Dénoncée le 25.10.2001		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

37 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Argentine	17.02.1955	Belgique	11.04.1938
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
République de Corée	11.04.2003	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Danemark	13.07.1938	Djibouti	3.08.1978	Egypte	20.05.1939
Espagne	5.05.1971	Estonie	20.06.1938	Etats-Unis	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947	France	19.06.1947
Irlande	10.06.1985	Israël	19.06.1969	Italie	22.10.1952
Libéria	9.05.1960	Libye	15.11.1974	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	1.09.1939
Monténégro	3.06.2006	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Panama	19.06.1970	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	République arabe syrienne	26.07.1960
Turquie	22.04.2005				

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

18 ratifications

Belgique	11.04.1938	Belize	15.07.2005	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971
Etats-Unis	29.10.1938	France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968
Italie	22.10.1952	Libéria	9.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
Maroc	14.03.1958	Mexique	15.09.1939	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1949

20 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	12.12.1956	Belgique	3.08.1949
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

France	9.12.1948	Luxembourg	15.02.1991	Mexique	1.02.1984
Monténégro	3.06.2006	Norvège	6.06.1966	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	30.09.1944	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 165)

Espagne	30.11.1971
Dénoncée le	2.07.1991

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

51 ratifications

Argentine	17.02.1955	Australie	11.06.1992	Belize	15.12.1983
Canada	10.09.1951	Etats-Unis	29.10.1938	Guatemala	30.10.1961
Liban	6.12.1993	Libéria	9.05.1960	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	18.07.1952	Nouvelle-Zélande	7.06.1946	Pérou	4.04.1962
Sri Lanka	18.05.1959	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Bélarus	6.11.1956
Dénoncée le	16.02.1998	Dénoncée le	30.04.1984	Dénoncée le	3.05.1979
Belgique	11.04.1938	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
Dénoncée le	19.04.1988	Dénoncée le	28.06.2001	Dénoncée le	23.04.1980
Chypre	10.01.1995	Cuba	20.07.1953	Danemark	4.06.1955
Dénoncée le	2.10.1997	Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974
Dénoncée le	14.06.2005	Dénoncée le	16.05.1977	Dénoncée le	3.01.2003
France	9.12.1948	Ghana	20.05.1957	Grèce	9.10.1963
Dénoncée le	13.07.1990	Dénoncée le	6.06.2011	Dénoncée le	14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Iraq	30.12.1939	Islande	21.08.1956
Dénoncée le	14.05.2003	Dénoncée le	13.02.1985	Dénoncée le	6.12.1999
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Japon	22.08.1955
Dénoncée le	28.07.1981	Dénoncée le	13.10.2003	Dénoncée le	5.06.2000
Kenya	13.01.1964	Maurice	2.12.1969	Nigéria	16.06.1961
Dénoncée le	9.04.1979	Dénoncée le	30.07.1990	Dénoncée le	2.10.2002
Norvège	7.07.1937	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	8.07.1947
Dénoncée le	8.07.1980	Dénoncée le	31.10.2000	Dénoncée le	14.09.1976
Fédération de Russie	10.08.1956	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Dénoncée le	3.05.1979	Dénoncée le	7.03.2000	Dénoncée le	10.06.2011
Suède	6.01.1939	Suisse	21.04.1960	Tunisie	14.04.1970
Dénoncée le	23.04.1990	Dénoncée le	17.08.1999	Dénoncée le	19.10.1995
Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Dénoncée le	30.10.1998	Dénoncée le	3.05.1979	Dénoncée le	2.06.1977

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Guatemala	13.06.1989	Liban	1.06.1977
Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	26.05.1955	Paraguay	21.03.1966
Pérou	4.04.1962	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	22.07.1960
Dénoncée le	16.02.1998	Dénoncée le	3.05.1979	Dénoncée le	23.04.1980
Burundi	30.07.1971	Chine	21.02.1940	Cuba	7.09.1954
Dénoncée le	19.07.2000	Dénoncée le	28.04.1999	Dénoncée le	19.06.1976

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Espagne	5.05.1971 Dénoncée le 16.05.1977	Fidji	19.04.1974 Dénoncée le 3.01.2003	Ghana	20.05.1957 Dénoncée le 6.06.2011
Iraq	5.07.1960 Dénoncée le 13.02.1985	Italie	22.10.1952 Dénoncée le 28.07.1981	Kenya	13.01.1964 Dénoncée le 9.04.1979
Libye	27.05.1971 Dénoncée le 19.06.1976	Luxembourg	3.03.1958 Dénoncée le 24.03.1977	Maurice	2.12.1969 Dénoncée le 30.07.1990
Mongolie	3.06.1969 Dénoncée le 16.12.2002	Nigéria	16.06.1961 Dénoncée le 2.10.2002	Norvège	26.08.1938 Dénoncée le 8.07.1980
Philippines	17.11.1960 Dénoncée le 4.06.1998	Roumanie	6.06.1973 Dénoncée le 19.06.1976	Fédération de Russie	10.08.1956 Dénoncée le 3.05.1979
Sierra Leone	15.06.1961 Dénoncée le 10.06.2011	Swaziland	26.04.1978 Dénoncée le 23.10.2002	Tunisie	14.04.1970 Dénoncée le 19.10.1995
Turquie	12.07.1993 Dénoncée le 30.10.1998	Ukraine	14.09.1956 Dénoncée le 3.05.1979	Uruguay	18.03.1954 Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	8.07.1947 Dénoncée le 11.07.1961	Paraguay	21.03.1966 Dénoncée le 12.12.2001
-------------------------	-------------------------------------	-----------------	--------------------------------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus	6.11.1956 Dénoncée le 3.05.1979	Bulgarie	29.12.1949 Dénoncée le 23.04.1980	Cuba	7.09.1954 Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971 Dénoncée le 16.05.1977	Italie	22.10.1952 Dénoncée le 28.07.1981	Luxembourg	3.03.1958 Dénoncée le 24.03.1977
Fédération de Russie	10.08.1956 Dénoncée le 3.05.1979	Ukraine	14.09.1956 Dénoncée le 3.05.1979	Uruguay	18.03.1954 Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1942

30 ratifications

Belgique	3.10.1951	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963
République centrafricaine	9.06.1964	Egypte	25.03.1982	Espagne	24.06.1958
France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984	Guinée	12.12.1966
Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972	Malte	9.06.1988
Mauritanie	8.11.1963	Pays-Bas	2.05.1950	Pérou	4.04.1962
Pologne	17.04.1950	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Tunisie	12.01.1959

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)

Algérie	19.10.1962 Dénoncée le 6.06.2006	Allemagne	14.06.1955 Dénoncée le 18.11.1993	Colombie	4.03.1969 Dénoncée le 6.09.1994
Danemark	30.11.1972 Dénoncée le 10.07.1995	Finlande	8.04.1947 Dénoncée le 23.01.1997	Guatemala	9.01.1973 Dénoncée le 7.10.1991
Hongrie	8.06.1956 Dénoncée le 22.05.1989	Mexique	4.07.1941 Dénoncée le 5.10.1990	Uruguay	18.03.1954 Dénoncée le 25.05.2005

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud <i>A l'exclusion des parties II et IV</i>	8.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade <i>A l'exclusion de la partie III</i>	8.05.1967
Chili <i>A l'exclusion de la partie III</i>	10.05.1957	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
Egypte <i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	5.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
Myanmar <i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	24.11.1961	Nicaragua	1.10.1981	République arabe syrienne <i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	26.07.1960
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	Australie	5.09.1939	Autriche	26.11.1958
	Dénoncée le 25.04.1991		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988
Canada	6.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	5.05.1971
	Dénoncée le 22.11.1995		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 3.10.1989
Finlande	8.04.1947	Guatemala	4.08.1961	Irlande	9.10.1946
	Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 7.04.1993		Dénoncée le 27.10.1995
Maurice	2.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
	Dénoncée le 14.06.1994		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	9.03.1940
	Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 3.04.1996		Dénoncée le 5.10.1991
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
	Dénoncée le 8.12.1993		Dénoncée le 27.05.1987		Dénoncée le 1.04.1993
Suède	21.06.1939	Suisse	23.05.1940		
	Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988		

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	7.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	24.08.1943	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
	Dénoncée le 18.11.1998		Dénoncée le 8.07.1999		Dénoncée le 11.09.1978

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.08.1961	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964		

Dénonciation

Maurice 2.12.1969
Dénoncée le 8.07.1999

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

République centrafricaine	9.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	4.04.1962
---------------------------	-----------	------	------------	-------	-----------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay 18.03.1954
Dénoncée le 19.06.1989

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956
Belgique	5.12.1951	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
Egypte	10.08.1982	Espagne	14.07.1971	France	9.12.1948
Grèce	28.08.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996
Irlande	12.06.1956	Italie	22.10.1952	Luxembourg	15.02.1991
Norvège	28.01.1957	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	17.06.1958	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	6.08.1953
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

38 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Australie	29.08.1995
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	5.05.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948	Ghana	18.03.1965
Grèce	9.10.1963	Guinée-Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992
Irlande	16.06.1951	Italie	22.10.1952	Japon	29.07.1975
Kirghizistan	31.03.1992	Luxembourg	15.02.1991	Monténégro	3.06.2006
Norvège	6.03.1952	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	23.02.1951	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	29.07.1949	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	France	9.12.1948
Grèce	2.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	6.12.1993
Norvège	4.07.1949	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957
Pérou	4.04.1962				

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.10.1976	Angola	4.06.1976
Argentine	17.02.1955	Australie	29.08.1995	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949
Canada	19.03.1951	République de Corée	9.12.1992	Croatie	8.10.1991
Danemark	28.07.1980	Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.05.1956
France	9.12.1948	Grèce	6.05.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977
Irlande	6.06.1986	Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	6.12.1993	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Monténégro	3.06.2006
Norvège	17.02.1955	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952
Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovénie	29.05.1992	Suède	9.01.1962	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Canada	19.03.1951
Croatie	8.10.1991	Egypte	30.03.1967	Espagne	5.05.1971
Etats-Unis	9.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948
Ghana	18.03.1965	Guinée-Bissau	21.02.1977	Irlande	21.06.1957
Italie	23.06.1981	Liban	6.12.1993	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nouvelle-Zélande	5.12.1961	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	14.07.1950
Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	13.05.1952
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

43 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Belgique	10.04.1979
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957	Hongrie	8.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Kirghizistan	31.03.1992	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Malte	18.05.1990	Nicaragua	1.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Fédération de Russie	10.08.1956
Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	2.11.1984	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

39 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956	Iraq	5.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983
Fédération de Russie	10.08.1956	Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956
Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954	République dominicaine	22.09.1953
Espagne	5.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Fédération de Russie	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

57 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	3.08.1949	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	7.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	3.11.1949
Chine	4.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	République dominicaine	29.08.1947	Egypte	7.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	1.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	9.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Monténégro	3.06.2006
Norvège	5.01.1949	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	25.03.1948

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Panama	13.05.1954	Pays-Bas	15.01.1948	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950
Suède	29.05.1947	Suisse	22.04.1947	République arabe syrienne	26.07.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.12.1947	Turquie	13.07.1949
Uruguay	18.03.1954	République bolivarienne du Venezuela	13.09.1948	Viet Nam	3.10.1994

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.04.1950

142 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Argentine	17.02.1955	Arménie	17.12.2004	Australie	24.06.1975
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Bélarus	25.09.1995	Belgique	5.04.1957	Belize	15.12.1983
Bénin	11.06.2001	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	11.10.1989	Bulgarie	29.12.1949	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	30.07.1971	Cameroun	3.09.1962	Cap-Vert	16.10.1979
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	13.11.1967
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	9.12.1992
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Cuba	7.09.1954	Danemark	6.08.1958	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	11.10.1956
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	28.05.2008	Finlande	20.01.1950	France	16.12.1950
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Gabon	17.07.1972	Ghana	2.07.1959	Grèce	16.06.1955
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	31.03.1952
		<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>			
Honduras	6.05.1983	Hongrie	4.01.1994	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	7.04.1949	Indonésie	29.01.2004	Iraq	13.01.1951
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Irlande	16.06.1951	Islande	24.03.2009	Israël	7.06.1955
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Jordanie	27.03.1969	Kazakhstan	6.07.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	26.07.2000	Koweït	23.11.1964	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	25.07.1994	Liban	26.07.1962	Libéria	25.03.2003
Libye	27.05.1971	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Madagascar	21.12.1971	Malaisie	1.07.1963	Malawi	22.03.1965
Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	République de Moldova	12.08.1996
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Niger	9.01.1979

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Nigéria <i>A l'exclusion de la partie II</i>	17.10.1960	Norvège <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	5.01.1949	Nouvelle-Zélande <i>A l'exclusion de la partie II</i>	30.11.1959
Ouganda <i>A l'exclusion de la partie II</i>	4.06.1963	Pakistan	10.10.1953	Panama	3.06.1958
Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	15.09.1951	Pérou	1.02.1960
Pologne	2.06.1995	Portugal	12.02.1962	Qatar	18.08.1976
République démocratique du Congo	19.04.1968	Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni <i>A l'exclusion de la partie II</i>	28.06.1949
Fédération de Russie <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	2.07.1998	Rwanda	2.12.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone <i>A l'exclusion de la partie II</i>	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	3.04.1956	Suède <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	25.11.1949	Suisse	13.07.1949
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	21.10.2009	Tanzanie - Tanganyika <i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>	30.01.1962	Tchad	30.11.1965
République tchèque	16.03.2011	Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	15.05.1957
Turquie	5.03.1951	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973
République bolivarienne du Venezuela	21.07.1967	Viet Nam	3.10.1994	Yémen	29.07.1976
Zimbabwe	16.09.1993				

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adopté à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.06.1998

11 ratifications

Azerbaïdjan	9.08.2000	Chypre	21.01.2000	Finlande	9.06.1997
Guyana	15.04.1998	Irlande	9.06.1998	Luxembourg	8.04.2008
République de Moldova	28.04.2000	Norvège	11.06.1999	Fédération de Russie	2.07.1998
Suède	9.06.1997	Tanzania - Tanganyika	15.03.1999		

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Royaume-Uni	27.03.1950
--------------------	------------

Dénonciation

Australie	15.06.1973
	Dénoncée le 3.09.2004

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.07.1953

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

5 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Royaume-Uni	27.03.1950				

Dénonciation

Australie 30.09.1954
Dénoncée le 20.01.2006

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Equateur	3.10.1969
Fidji	19.04.1974	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Maurice	2.12.1969	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Royaume-Uni	27.03.1950	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation

Australie 15.06.1973
Dénoncée le 6.02.2004

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1950

149 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	18.01.1960	Arménie	2.01.2006	Australie	28.02.1973
Autriche	18.10.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	23.10.1951	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Etat plurinational de Bolivie	4.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	7.06.1960	Canada	23.03.1972
Cap-Vert	1.02.1999	République centrafricaine	27.10.1960	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	25.06.1952	Danemark	13.06.1951
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	6.11.1957	El Salvador	6.09.2006	Equateur	29.05.1967
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	3.08.1999	Ghana	2.06.1965
Grèce	30.03.1962	Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.02.1952
Guinée	21.01.1959	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	25.09.1967
Haïti	5.06.1979	Honduras	27.06.1956	Hongrie	6.06.1957
Indonésie	9.06.1998	Irlande	4.06.1955	Islande	19.08.1950
Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962
Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	3.02.2000	Koweït	21.09.1961	Lesotho	31.10.1966
Lettonie	27.01.1992	Libéria	25.05.1962	Libye	4.10.2000

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960
Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	1.04.2005	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	1.04.1950
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Myanmar	4.03.1955	Namibie	3.01.1995
Nicaragua	31.10.1967	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	4.07.1949	Ouganda	2.06.2005	Pakistan	14.02.1951
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	28.06.1962
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	2.03.1960	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	8.11.1988	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	15.09.1995	Suède	25.11.1949
Suisse	25.03.1975	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	18.04.2000
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Timor-Leste	16.06.2009
Togo	7.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	18.06.1957
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	20.09.1982
Yémen	29.07.1976	Zambie	2.09.1996	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

89 ratifications

Albanie	7.01.2009	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954
Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949
Autriche	25.09.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976
Bélarus	25.09.1995	Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Canada	24.08.1950	République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960
Colombie	31.10.1967	République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	2.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.11.1972	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Egypte	3.07.1954	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	30.05.1960	Ethiopie	4.06.1963
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952
Géorgie	11.09.2002	Ghana	4.04.1961	Grèce	16.06.1955
Guatemala	13.02.1952	Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	4.01.1994
Inde	24.06.1959	Indonésie	8.08.2002	Iraq	22.06.1951
Irlande	29.10.1969	Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Liban	1.06.1977
Libye	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Madagascar	3.06.1998	Malaisie	6.06.1974	Malte	4.01.1965
Maurice	3.09.2004	République de Moldova	12.08.1996	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	16.06.1961
Norvège	4.07.1949	Nouvelle-Zélande	3.12.1949	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	6.04.1962	Philippines	29.12.1953
Portugal	23.06.1972	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973
Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	25.11.1949	Suisse	19.01.1952
Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	26.07.1960	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	11.10.1968

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Turquie	14.07.1950	République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964
---------	------------	--------------------------------------	------------

Dénonciation

Bulgarie	29.12.1949 Dénoncée le 13.03.1961	Italie	22.10.1952 Dénoncée le 9.08.1971	Royaume-Uni	10.08.1949 Dénoncée le 6.08.1971
----------	--------------------------------------	--------	-------------------------------------	-------------	-------------------------------------

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

67 ratifications

Afrique du Sud	2.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Congo	4.06.1971	Costa Rica	2.06.1960
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	2.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950 <i>A ratifié le Protocole de 1990</i>
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Libye	20.06.1962	Madagascar	10.11.2008 <i>A ratifié le Protocole de 1990</i>
Malawi	22.03.1965	Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006
Pakistan	14.02.1951	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Philippines	29.12.1953	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957
Rwanda	18.09.1962	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	1.12.1949	Tunisie	15.05.1957 <i>A ratifié le Protocole de 1990</i>

Dénonciation

Autriche	5.10.1950 Dénoncée le 26.07.2001	Belgique	1.04.1952 Dénoncée le 27.02.1992	Chypre	8.10.1965 Dénoncée le 9.07.2001
Cuba	29.04.1952 Dénoncée le 30.12.1991	République dominicaine	22.09.1953 Dénoncée le 6.11.2001	Espagne	24.06.1958 Dénoncée le 27.02.1992
France	21.09.1953 Dénoncée le 26.02.1992	Grèce	27.04.1959 Dénoncée le 25.02.1992	Irlande	14.01.1952 Dénoncée le 26.02.1982
Italie	22.10.1952 Dénoncée le 27.02.1992	Luxembourg	3.03.1958 Dénoncée le 19.02.1982	Malte	4.01.1965 Dénoncée le 11.02.1991
Nouvelle-Zélande	10.11.1950 Dénoncée le 23.03.1981	Pays-Bas	22.10.1954 Dénoncée le 26.02.1972	Portugal	2.06.1964 Dénoncée le 27.02.1992
Slovaquie	1.01.1993 Dénoncée le 11.02.2002	Slovénie	29.05.1992 Dénoncée le 16.11.2011	Sri Lanka	31.03.1966 Dénoncée le 25.01.1982
Suisse	6.05.1950 Dénoncée le 24.02.1992	République tchèque	1.01.1993 Dénoncée le 27.06.2001	Uruguay	18.03.1954 Dénoncée le 25.02.1982
Zambie	22.02.1965 Dénoncée le 10.09.2001				

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adopté à la 77e session de la CIT

5 ratifications

Inde	21.11.2003	Madagascar	10.11.2008	Tunisie	21.08.2000
------	------------	------------	------------	---------	------------

Dénonciation

Chypre	4.01.1994 Dénoncée le 9.07.2001	République tchèque	15.03.1993 Dénoncée le 27.06.2001
--------	------------------------------------	--------------------	--------------------------------------

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

51 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bélarus	6.11.1956
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burundi	30.07.1971
Cameroun	25.05.1970	Chypre	8.10.1965	Costa Rica	2.06.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	République dominicaine	12.08.1957
Espagne	5.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	4.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haiti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	20.06.1956	Monténégro	3.06.2006
Norvège	20.05.1957	Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966
Pays-Bas	22.10.1954	Pérou	4.04.1962	Philippines	29.12.1953
Pologne	26.06.1968	Fédération de Russie	10.08.1956	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959
Swaziland	5.06.1981	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	26.04.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée-Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950	Pologne	8.10.1956
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	5.05.1971	Finlande	22.12.1951
	Dénoncée le 24.09.1998		Dénoncée le 9.03.1979		Dénoncée le 15.01.1990
France	26.10.1951	Italie	5.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	Dénoncée le 15.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 12.11.1980
Portugal	29.07.1952				
	Dénoncée le 25.06.1984				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

47 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.08.1974	Angola	4.06.1976
Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	30.08.1962
Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1954
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	2.06.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.09.1950	Egypte	4.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	22.12.1951
France	26.10.1951	Ghana	18.03.1965	Grèce	2.12.1986
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	1.12.1977
Irlande	21.07.1952	Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991
République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pologne	13.04.1954	Portugal	29.07.1952	Roumanie	11.10.2000

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Royaume-Uni	6.08.1953	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	18.07.1950	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

62 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arménie	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	13.10.1952	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Bésil	18.06.1965	Bulgarie	7.11.1955	Burundi	11.03.1963
Cameroun	3.09.1962	République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960
Costa Rica	2.06.1960	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
Espagne	5.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	6.09.2010	Finlande	22.12.1951
France	20.09.1951	Ghana	4.04.1961	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	25.04.1986	Israël	30.03.1953
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Maroc	20.09.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Nigéria	17.10.1960
Norvège	12.02.1996	Ouganda	4.06.1963	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Turquie	29.03.1961	Uruguay	18.03.1954
Yémen	14.04.1969				

Dénonciation

Royaume-Uni 30.06.1950
Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

97 ratifications

Afghanistan	7.01.1957	Albanie	2.08.2001	Algérie	19.10.1962
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Argentine	24.09.1956	Arménie	17.12.2004	Autriche	10.11.1951
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Bélarus	4.08.1961	Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983
Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Botswana	5.06.1997
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Bésil	25.04.1957	Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	21.11.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Cameroun	7.06.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Chypre	23.09.1960
Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	19.06.1973	Dominique	28.02.1983
Egypte	26.07.1960	Equateur	6.07.1954	Espagne	24.06.1958
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
France	15.10.1952	Gabon	14.10.1960	Grèce	16.06.1955
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guyana	8.06.1966	Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956
Iles Salomon	6.08.1985	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960
Israël	12.01.1959	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Libye	20.06.1962	Madagascar	1.11.1960
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Malaisie	17.11.1961	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	27.09.1955
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.03.1976	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	29.06.1950	Ouganda	4.06.1963
Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	20.05.1952
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	24.02.1983
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	4.05.1961
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	17.09.2009
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie III)</i>	
Somalie	18.11.1960	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.10.1983
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	7.06.1957
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	28.05.1958
Turquie	29.03.1961	Ukraine	4.08.1961	Uruguay	18.03.1954
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982	Yémen	14.04.1969	Zambie	23.10.1979
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	

Dénonciation

Royaume-Uni 24.09.1951
Dénoncée le 16.09.1983

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

42 ratifications

Argentine	19.09.1996	Bangladesh	22.06.1972	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	28.07.1992	Cuba	3.02.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	France	10.03.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Gabon	13.06.1961	Ghana	21.08.1973	Guatemala	3.01.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Irlande	13.06.1972	Israël	19.06.1961	Libye	20.06.1962
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Luxembourg	15.12.1958	Malte	9.06.1988	Mauritanie	31.03.1964
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Mexique	1.03.1991	Pakistan	26.05.1952	Sénégal	22.10.1962
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Sri Lanka	30.04.1958	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Turquie	23.01.1952				
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>					

Dénonciation

Allemagne	8.09.1954	Brésil	21.06.1957	Finlande	22.12.1951
Dénoncée le 10.07.1992		Dénoncée le 14.01.1972		Dénoncée le 30.06.1992	
Norvège	29.06.1950	Suède	18.07.1950		
Dénoncée le 5.07.2002		Dénoncée le 4.06.1992			

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Algérie	19.10.1962	Belgique	4.07.1958	Espagne	5.05.1971
Dénoncée le 6.06.2006		Dénoncée le 28.09.2004		Dénoncée le 15.06.1999	
Ethiopie	30.04.1991	Italie	9.01.1953	Japon	11.06.1956
Dénoncée le 10.05.1999		Dénoncée le 1.02.2000		Dénoncée le 28.07.1999	
Panama	15.07.1971	Pays-Bas	13.02.1992	Pologne	25.10.1954
Dénoncée le 10.08.1999		Dénoncée le 15.09.1999		Dénoncée le 15.09.2008	
Portugal	7.06.1985	Suriname	15.06.1976	Uruguay	7.07.1976
Dénoncée le 25.03.2002		Dénoncée le 12.04.2006		Dénoncée le 14.06.2004	

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

49 ratifications

Albanie	2.03.2005	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1959
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>			
Arménie	27.01.2006	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Belgique	27.07.1953	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Brésil	18.06.1965	Burkina Faso	9.06.1961	Cameroun	3.09.1962
				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Chypre	23.09.1960	Cuba	29.04.1952	Dominique	28.02.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Equateur	5.04.1978	Espagne	21.03.1967	Ex-République yougoslave de	17.11.1991
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				Macédoine	
France	29.03.1954	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Guyana	8.06.1966	Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Jamaïque	26.12.1962	Kenya	30.11.1965	Kirghizistan	10.09.2008
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Madagascar	14.06.2001	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Maurice	2.12.1969	République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Nigéria	17.10.1960	Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>	
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	21.04.2009	Portugal	12.12.1978
		<i>A exclu les dispositions des annexes III et III</i>			

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Royaume-Uni	22.01.1951	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
<i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	10.04.2007	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Uruguay	18.03.1954	République bolivarienne du Venezuela	9.06.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Zambie	2.12.1964				
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

159 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	24.09.1956	Arménie	12.11.2003	Australie	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	10.12.1953	Belize	15.12.1983	Bénin	16.05.1968
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Brsil	18.11.1952	Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	10.10.1997	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	3.07.1954	El Salvador	6.09.2006	Equateur	28.05.1959
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	2.07.1959
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guinée	26.03.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	12.04.1957	Honduras	27.06.1956
Hongrie	6.06.1957	Indonésie	15.07.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	4.06.1955	Islande	15.07.1952	Israël	28.01.1957
Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
Jordanie	12.12.1968	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	9.08.2007
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	25.05.1962	Libye	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998	Malaisie	5.06.1961
Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965
Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.12.2001
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995	Népal	11.11.1996
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigeria	17.10.1960
Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	9.06.2003	Ouganda	4.06.1963
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	26.05.1952	Panama	16.05.1966
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.12.1993
Pérou	13.03.1964	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957
Portugal	1.07.1964	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	26.11.1958
Royaume-Uni	30.06.1950	Fédération de Russie	10.08.1956	Rwanda	8.11.1988
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	4.09.2000	Saint-Marin	19.12.1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Sénégal	28.07.1961	Serbie	24.11.2000	Seychelles	4.10.1999
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	13.12.1972
Suède	18.07.1950	Suisse	17.08.1999	Suriname	5.06.1996
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993
Timor-Leste	16.06.2009	Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	15.05.1957	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	23.01.1952
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	19.12.1968	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.09.1996
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	2.06.1960
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	4.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	9.07.1979	Guatemala	4.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Irlande	22.06.1978
Italie	5.05.1971	Kenya	9.02.1971	Malawi	22.03.1965
Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Mexique	23.08.1952	République de Moldova	4.04.2003	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	11.06.1954
Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953	Pologne	5.07.1977
Sénégal	22.10.1962	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	5.04.1954	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	10.08.1965	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 9.06.1953
Dénoncée le 16.08.1994

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

167 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	3.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Bélarus	21.08.1956	Belgique	23.05.1952
Belize	22.06.1999	Bénin	16.05.1968	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970	Canada	16.11.1972
Cap-Vert	16.10.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	20.09.1971
Chine	2.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	8.12.1997
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991
Cuba	13.01.1954	Danemark	22.06.1960	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967	Estonie	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	14.03.1968
Grèce	6.06.1975	Grenade	25.10.1994	Guatemala	2.08.1961
Guinée	11.08.1967	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Guyana	13.06.1975	Haïti	4.03.1958	Honduras	9.08.1956
Hongrie	8.06.1956	Inde	25.09.1958	Indonésie	11.08.1958
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	28.08.1963	Irlande	18.12.1974
Islande	17.02.1958	Israël	9.06.1965	Italie	8.06.1956
Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967	Jordanie	22.09.1966
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	17.06.2009	République démocratique populaire lao	13.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977	Libye	20.06.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	23.08.1967	Madagascar	10.08.1962
Malaisie	9.09.1997	Malawi	22.03.1965	Mali	12.07.1968
Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979	Maurice	18.12.2002
Mauritanie	3.12.2001	Mexique	23.08.1952	République de Moldova	23.03.2000
Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977
Namibie	6.04.2010	Népal	10.06.1976	Nicaragua	31.10.1967
Niger	9.08.1966	Nigéria	8.05.1974	Norvège	24.09.1959
Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouganda	2.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	11.10.2001	Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	16.06.1971	Pérou	1.02.1960
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	20.02.1967
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	15.06.1971
Fédération de Russie	30.04.1956	Rwanda	2.12.1980	Sainte-Lucie	18.08.1983
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	15.11.1968
Singapour	30.05.2002	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	1.04.1993	Suède	20.06.1962
Suisse	25.10.1972	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	8.02.1999	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	29.05.1997	Tunisie	11.10.1968	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	19.07.1967	Ukraine	10.08.1956	Uruguay	16.11.1989
Vanuatu	28.07.2006	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982	Viet Nam	7.10.1997
Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	14.12.1989

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
Egypte	9.04.1956	Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	4.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	8.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pérou	1.02.1960	Pologne	8.10.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962	Sierra Leone	15.06.1961

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962				

Dénonciation

Royaume-Uni	25.06.1956
	Dénoncée le 16.08.1994

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Allemagne	5.01.1955	Belgique	20.03.1954	Brésil	25.04.1957
	Dénoncée le 1.10.1975		Dénoncée le 2.06.2003		Dénoncée le 23.09.1998
Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970	Hongrie	8.06.1956
	Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973		Dénoncée le 19.08.1998
Italie	8.06.1956	Madagascar	10.08.1962	Norvège	30.09.1954
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 22.06.1973
Suède	12.08.1953	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 7.06.1978		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

47 ratifications

Albanie	18.01.2006	Allemagne	21.02.1958	Autriche	4.11.1969
<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II, IV, V, VII et VIII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
Barbade	11.07.1972	Belgique	26.11.1959	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	15.06.2009	Bulgarie	14.07.2008
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI, VII, VIII et X.</i>	
Chypre	3.09.1991	Costa Rica	16.03.1972	Croatie	8.10.1991
<i>A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II et V à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Danemark	15.08.1955				
<i>A accepté les parties II, IV à VI et IX.</i>					

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Equateur	25.10.1974	Espagne	29.06.1988	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
France	14.06.1974	Grèce	16.06.1955	Irlande	17.06.1968
<i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>					
Islande	20.02.1961	Israël	16.12.1955	Italie	8.06.1956
<i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>					
Japon	2.02.1976	Libye	19.06.1975	Luxembourg	31.08.1964
<i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
Mauritanie	15.07.1968	Mexique	12.10.1961	Monténégro	3.06.2006
<i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>					
Niger	9.08.1966	Norvège	30.09.1954	Pays-Bas	11.10.1962
<i>A accepté les parties V à VIII.</i>					
<i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
Pérou	23.08.1961	Pologne	3.12.2003	Portugal	17.03.1994
<i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>					
République démocratique du Congo	3.04.1987	Roumanie	15.10.2009	Royaume-Uni	27.04.1954
<i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>					
Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
<i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
Slovénie	29.05.1992	Suède	12.08.1953	Suisse	18.10.1977
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
<i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
<i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>					

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

République tchèque	1.01.1993	Turquie	29.01.1975	Uruguay	14.10.2010
<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>		<i>A accepté les parties II, IV, VII et VIII.</i>	
République bolivarienne du Venezuela	5.11.1982				
<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.09.1955

41 ratifications

Bahamas	14.06.2001	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Brésil	18.06.1965
				<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>	
Chili	14.10.1994	Croatie	8.10.1991	Equateur	5.02.1962
Espagne	17.08.1965	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	27.05.1986
<i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>					
Grèce	18.02.1983	Guatemala	13.06.1989	Guinée équatoriale	12.06.1985
Kirghizistan	31.03.1992	Libye	19.06.1975	Mongolie	3.06.1969
Monténégro	3.06.2006	Ouzbékistan	13.07.1992	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Pologne	10.03.1976	Portugal	2.05.1985	Fédération de Russie	10.08.1956
Saint-Marin	23.09.1998	Sri Lanka	1.04.1993	Tadjikistan	26.11.1993
<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>					
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Zambie	23.10.1979

Dénonciation

République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
	Dénoncée le 28.10.1985

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Autriche	4.12.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956
	Dénoncée le 30.04.2004		Dénoncée le 29.10.2010		Dénoncée le 10.02.2004
Belize	6.03.2000	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 9.11.2005		Dénoncée le 18.01.2010		Dénoncée le 1.06.2004
Hongrie	8.06.1956	Italie	5.05.1971	Luxembourg	10.12.1969
	Dénoncée le 4.11.2003		Dénoncée le 7.02.2001		Dénoncée le 8.04.2008
République de Moldova	14.02.1997	Pays-Bas	18.09.1981	Serbie	24.11.2000
	Dénoncée le 28.08.2006		Dénoncée le 15.01.2009		Dénoncée le 31.08.2010
Slovénie	29.05.1992				
	Dénoncée le 1.03.2010				

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.06.1958

26 ratifications

Angola	4.06.1976	Brésil	18.06.1965	République centrafricaine	9.06.1964
---------------	-----------	---------------	------------	----------------------------------	-----------

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Colombie	4.03.1969	Cuba	15.08.1957	République dominicaine	10.02.1958
Egypte	18.12.1958	El Salvador	18.11.1958	Equateur	3.10.1969
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	République islamique d'Iran	13.04.1959
Libéria	25.05.1962	Libye	20.06.1962	Malawi	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	Niger	23.03.1962	Nigéria	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	Panama	19.06.1970	Portugal	12.04.1960
				Dénoncée le	7.10.2009
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957	Thaïlande	29.07.1964
Tunisie	17.12.1962	Yémen	22.08.1969		

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

170 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	22.06.1959	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.01.1960
Arménie	17.12.2004	Australie	7.06.1960	Autriche	5.03.1958
Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	14.07.1998
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	25.09.1995
Belgique	23.01.1961	Belize	15.12.1983	Bénin	22.05.1961
Etat plurinational de Bolivie	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	15.11.2000	Botswana	5.06.1997
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	23.03.1999	Burkina Faso	25.08.1997
Burundi	11.03.1963	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Canada	14.07.1959	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	1.02.1999	Chypre	23.09.1960	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Costa Rica	4.05.1959
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	5.03.1997	Cuba	2.06.1958
Danemark	17.01.1958	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	5.02.1962	Erythrée	22.02.2000
Espagne	6.11.1967	Estonie	7.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974
Finlande	27.05.1960	France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	23.09.1996	Ghana	15.12.1958
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	9.12.1959
Guinée	11.07.1961	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958	Honduras	4.08.1958
Hongrie	4.01.1994	Inde	18.05.2000	Indonésie	7.06.1999
République islamique d'Iran	13.04.1959	Iraq	15.06.1959	Irlande	11.06.1958
Islande	29.11.1960	Israël	10.04.1958	Italie	15.03.1968
Jamaïque	26.12.1962	Jordanie	31.03.1958	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	18.02.1999	Kiribati	3.02.2000
Koweït	21.09.1961	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Libéria	25.05.1962	Libye	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	6.06.2007
Malawi	19.11.1999	Mali	28.05.1962	Malte	4.01.1965
Maroc	1.12.1966	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.04.1997
Mexique	1.06.1959	République de Moldova	10.03.1993	Mongolie	15.03.2005
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Namibie	15.11.2000
Népal	30.08.2007	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	Norvège	14.04.1958	Nouvelle-Zélande	14.06.1968
Oman	21.07.2005	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	15.12.1997
Pakistan	15.02.1960	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	18.02.1959	Pérou	6.12.1960
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.07.1958	Portugal	23.11.1959
Qatar	2.02.2007	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	3.08.1998
Royaume-Uni	30.12.1957	Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	28.07.1961	Serbie	10.07.2003	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	24.06.1997
Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	7.01.2003
Suède	2.06.1958	Suisse	18.07.1958	Suriname	15.06.1976
Swaziland	28.02.1979	République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	23.09.1999
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	6.08.1996
Thaïlande	2.12.1969	Togo	10.07.1999	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	12.01.1959	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	29.03.1961
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	22.11.1968	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Yémen	14.04.1969	Zambie	22.02.1965
Zimbabwe	27.08.1998				

Dénonciation

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
	Dénoncée le 10.01.1990		Dénoncée le 19.04.1979

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.03.1959

63 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>			
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.06.1965
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a), c) et d).</i>	
Bulgarie	22.07.1960	Cameroun	13.05.1988	Chypre	20.12.1966
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	4.05.1959
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Croatie	8.10.1991	Cuba	2.06.1958	Danemark	17.01.1958
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).</i>	
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	23.10.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	5.05.1971	Gabon	26.04.1973
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Ghana	15.12.1958	Grèce	28.08.1981	Guatemala	9.12.1959
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>	
Guinée-Bissau	21.02.1977				

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Haïti	4.03.1958	Honduras	20.06.1960	Indonésie	23.08.1972
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
République islamique d'Iran	22.01.1968	Iraq	5.07.1960	Israël	19.06.1961
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Italie	12.08.1963	Jordanie	23.07.1979	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977
Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974	Mexique	1.06.1959
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Monténégro	3.06.2006	Pakistan	15.02.1960	Paraguay	21.03.1966
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Pays-Bas	2.05.2001	Pérou	11.07.1988	Portugal	24.10.1960
Fédération de Russie	22.09.1967	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	27.10.1983	Suriname	15.06.1976
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	28.05.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	28.06.1973		

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.06.1959

27 ratifications

Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.11.1958
Cuba	2.06.1958	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	Ghana	15.12.1958	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	4.03.1958	Inde	29.09.1958	Iraq	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	Pakistan	15.02.1960	Panama	4.06.1971
Portugal	22.11.1960	République arabe syrienne	14.01.1959	Tunisie	17.12.1962
Dénoncée le 7.10.2009					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	Etat plurinational de Bolivie	12.01.1965	Brésil	18.06.1965
Dénoncée le 3.07.2000					
Colombie	4.03.1969	Costa Rica	4.05.1959	Equateur	3.10.1969
Dénoncée le 7.08.1991					
Mexique	1.06.1959	Paraguay	20.02.1969	Pérou	6.12.1960
Dénoncée le 5.09.1990					
Dénoncée le 11.12.1991					
Dénoncée le 2.04.1993					
Dénoncée le 10.08.1993					
Dénoncée le 25.07.2002					
Dénoncée le 15.05.1998					
Dénoncée le 2.02.1994					

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

64 ratifications

Algérie	13.08.1991	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Barbade	8.05.1967	Bélarus	28.02.1994	Belize	15.12.1983
Bulgarie	26.01.1977	Cameroun	29.11.1982	Canada	31.05.1967
Cuba	30.12.1975	Danemark	26.10.1970	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Estonie	11.12.1996	Fidji	19.04.1974
Finlande	26.10.1970	Ghana	19.02.1960	Grèce	9.10.1963
Grenade	9.07.1979	Guatemala	28.11.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guyana	8.06.1966	Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	17.01.2005	République islamique d'Iran	13.03.1967	Iraq	23.09.1986
Irlande	17.06.1961	Islande	26.10.1970	Italie	12.08.1963
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993	Libéria	8.07.1981
Lituanie	19.11.1997	Malte	4.01.1965	Maroc	15.10.2001
Maurice	2.12.1969	Mexique	11.09.1961	Norvège	26.10.1970
Panama	19.06.1970	Pologne	15.03.1993	Portugal	3.08.1967
Roumanie	20.09.1976	Royaume-Uni	18.02.1964	Sainte-Lucie	14.05.1980
<i>Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.</i>					
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	6.02.1978	Slovénie	30.01.2003
Sri Lanka	24.11.1995	Suède	26.10.1970	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie - Tanganyika	26.11.1962	République tchèque	6.08.1996	Tunisie	26.10.1959
Turquie	7.02.2005	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)

Azerbaïdjan	19.05.1992	Brésil	5.11.1963	Espagne	5.05.1971
	Dénoncée le 17.07.2006		Dénoncée le 21.01.2010		Dénoncée le 26.05.2011
France	8.06.1967	Luxembourg	15.02.1991	République de Moldova	23.03.2000
	Dénoncée le 27.04.2004		Dénoncée le 20.09.2011		Dénoncée le 28.08.2006
Fédération de Russie	4.11.1969				
	Dénoncée le 26.02.2010				

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960

12 ratifications

Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	30.12.1958	Equateur	3.10.1969
		<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>			
Guatemala	4.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	1.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
				<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>	
Uruguay	28.06.1973				
	<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>				

Dénonciation

Brésil	1.03.1965	Libéria	22.07.1959
	Dénoncée le 28.08.1970		Dénoncée le 22.01.1971

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

Adopté à la 68e session de la CIT

2 ratifications

Cuba	11.01.1984	Uruguay	17.12.1984
------	------------	---------	------------

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

168 ratifications

Afghanistan	1.10.1969	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Bélarus	4.08.1961
Belgique	22.03.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	22.05.1961
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997
Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	25.06.1993	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.05.1988
Canada	26.11.1964	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	20.09.1971	Chine	12.01.2006	Chypre	2.02.1968
Colombie	4.03.1969	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
République de Corée	4.12.1998	Costa Rica	1.03.1962	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	26.08.1965	Danemark	22.06.1960
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	13.07.1964	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967
Estonie	17.08.2005	Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981
Gabon	29.05.1961	Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993
Ghana	4.04.1961	Grèce	7.05.1984	Grenade	14.05.2003
Guatemala	11.10.1960	Guinée	1.09.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	13.06.1975	Haïti	9.11.1976
Honduras	20.06.1960	Hongrie	20.06.1961	Inde	3.06.1960
Indonésie	7.06.1999	République islamique d'Iran	30.06.1964	Iraq	15.06.1959
Irlande	22.04.1999	Islande	29.07.1963	Israël	12.01.1959
Italie	12.08.1963	Jamaïque	10.01.1975	Jordanie	4.07.1963
Kazakhstan	6.12.1999	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	17.06.2009	Koweït	1.12.1966	République démocratique populaire lao	13.06.2008
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	22.07.1959	Libye	13.06.1961	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	11.08.1961	Malawi	22.03.1965
Mali	2.03.1964	Malte	1.07.1968	Maroc	27.03.1963
Maurice	18.12.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	11.09.1961
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Namibie	13.11.2001	Népal	19.09.1974
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigeria	2.10.2002
Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouganda	2.06.2005
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	24.01.1961	Panama	16.05.1966
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	15.03.1973
Pérou	10.08.1970	Philippines	17.11.1960	Pologne	30.05.1961
Portugal	19.11.1959	Qatar	18.08.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	8.06.1999	Fédération de Russie	4.05.1961
Rwanda	2.02.1981	Sainte-Lucie	18.08.1983	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	13.11.1967	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	14.10.1966	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	27.11.1998	Suède	20.06.1962	Suisse	13.07.1961
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993
Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	26.11.1970	Tunisie	14.09.1959
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967	Ukraine	4.08.1961
Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006		

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971	Viet Nam	7.10.1997	Yémen	22.08.1969
Zambie	23.10.1979	Zimbabwe	23.06.1999		

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Equateur	10.03.1969	Guatemala	2.08.1961
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	9.08.1961
Pérou	4.04.1962	Suriname	15.06.1976		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963	Belgique	8.05.1963
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.04.1988
Bulgarie	2.03.1961	Costa Rica	29.12.1964	Cuba	5.02.1971
	Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	27.02.1962	Espagne	7.08.1961	France	8.06.1967
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 13.07.1990
Guinée	7.11.1960	Israël	19.06.1961	Italie	5.05.1971
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 28.07.1981
Kenya	9.02.1971	Norvège	22.01.1963	Panama	19.06.1970
	Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 31.10.2000
Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966	Fédération de Russie	4.05.1961
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 3.05.1979
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	4.08.1961	Uruguay	28.06.1973
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

30 ratifications

Allemagne	8.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	8.05.1963
Brésil	1.03.1965	Bulgarie	2.03.1961	Costa Rica	29.12.1964
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Equateur	10.03.1969
Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	8.06.1967
Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	16.05.1960	Monténégro	3.06.2006	Norvège	5.12.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.01.1980	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.01.1963
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
	Dénoncée le 4.02.2010

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

23 ratifications

Allemagne	1.07.1964	Belgique	8.05.1963	Chypre	20.12.1966
Costa Rica	29.12.1964	Equateur	5.04.1978	Espagne	7.08.1961
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	8.06.1967	Guatemala	2.08.1961
Guinée	7.11.1960	Italie	10.04.1962	Libéria	16.05.1960
Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006	Panama	19.06.1970

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Pays-Bas	8.08.1980	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	20.12.1974
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.01.1963
Uruguay	28.06.1973				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Dénoncée le	4.02.2010

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

49 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	8.05.1967	Bélarus	26.02.1968	Belgique	2.07.1965
Belize	15.12.1983	Brésil	5.09.1966	Chili	14.10.1994
République de Corée	7.11.2011	Danemark	7.02.1974	Djibouti	3.08.1978
Egypte	18.03.1964	Equateur	9.03.1970	Espagne	17.07.1962
Finlande	16.10.1978	France	18.11.1971	Ghana	7.11.1961
Grèce	4.06.1982	Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966
Hongrie	8.06.1968	Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962
Italie	5.05.1971	Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Liban	6.12.1977	Luxembourg	8.04.2008
Mexique	19.10.1983	Nicaragua	1.10.1981	Norvège	17.06.1961
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	29.11.1966	Pologne	23.12.1964
Portugal	17.03.1994	Royaume-Uni	9.03.1962	Fédération de Russie	22.09.1967
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	18.06.1986	Suède	12.04.1961
Suisse	29.05.1963	République arabe syrienne	15.01.1964	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Turquie	15.11.1968	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	22.09.1992				

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.02.1962

77 ratifications

Afrique du Sud	9.08.1963	Allemagne	7.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	11.03.1970	Etat plurinational de Bolivie	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	5.09.1966	Bulgarie	3.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962
Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	République centrafricaine	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	4.03.1969	Côte d'Ivoire	2.01.1963
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Danemark	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	1.06.1964
France	8.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	4.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	4.03.1964	Madagascar	1.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	3.11.1966
Monténégro	3.06.2006	Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	1.03.1963	Pakistan	17.11.1967
Panama	19.06.1970	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964
Pologne	22.04.1964	République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	9.04.1965
Royaume-Uni	9.03.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Sénégal	13.11.1967
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	26.04.1974	Suède	3.04.1962	Suisse	5.11.1962
République arabe syrienne	10.08.1965	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	5.02.1962

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962
Turquie	2.09.1968	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Viet Nam	3.10.1994		

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
République centrafricaine	9.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	3.10.1969
Espagne	8.05.1973	Géorgie	21.10.1997	Ghana	18.06.1964
Guatemala	13.06.1989	Guinée	12.12.1966	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	4.01.1966	Jordanie	7.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	1.06.1964	Malte	9.06.1988
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	4.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	6.06.1973	Sénégal	13.11.1967
Soudan	22.10.1970	République arabe syrienne	11.12.1964	Tunisie	14.04.1970
République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>		<i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969	Cap-Vert	8.07.1987
<i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	
République centrafricaine	8.10.1964	Danemark	17.06.1969	Egypte	12.01.1993
<i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches a) à h)</i>	
Equateur	9.03.1970	Finlande	15.08.1969	France	13.05.1974
<i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>		<i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	
Guatemala	4.11.1963	Guinée	11.08.1967	Inde	19.08.1964
<i>A accepté la branche c)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à c)</i>	
Iraq	28.04.1978	Irlande	26.11.1964	Israël	9.06.1965
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>		<i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	
Italie	5.05.1967	Jordanie	7.03.1963	Kenya	9.02.1971
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à f)</i>	
Libye	19.06.1975	Madagascar	22.06.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	
Mexique	6.01.1978	Norvège	28.08.1963	Pakistan	27.03.1969
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches f) et i)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>	
Philippines	26.04.1994	République démocratique du Congo	1.11.1967	Rwanda	21.09.1989
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches d), e) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Suède	25.04.1963	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	18.11.1963
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté la branche g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Tunisie	20.09.1965	Turquie	25.06.1974	Uruguay	22.02.1983
<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>	

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

République bolivarienne du Venezuela
5.11.1982
A accepté les branches a) à g)

Dénonciation

Pays-Bas
3.07.1964
Dénoncée le 20.12.2004

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

52 ratifications

Algérie	12.06.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	11.03.1970
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	16.04.1992	République centrafricaine	9.06.1964
Chypre	29.03.1965	Congo	23.11.1964	Croatie	8.10.1991
Danemark	22.12.1989	République dominicaine	9.03.1965	Equateur	3.10.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.</i>					
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	Guatemala	26.02.1964	Guinée	12.12.1966
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	31.07.1973
Jordanie	4.05.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.11.1964
Lettonie	8.03.1993	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	1.06.1964
Malaisie	6.06.1974	Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974
République de Moldova	4.04.2003	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Niger	23.11.1964	Norvège	10.12.1969	Panama	15.07.1971
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.</i>					
Paraguay	10.07.1967	Pologne	3.02.1977	République démocratique du Congo	5.09.1967
Fédération de Russie	4.11.1969	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	21.04.1964	Slovénie	29.05.1992	Suède	29.12.1964
Suisse	16.06.1992	République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
<i>En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.</i>					
Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1967	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	2.06.1977				

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

51 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	5.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	26.02.1968	Belgique	17.05.1978	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	29.03.1965	République centrafricaine	5.06.2006
Costa Rica	27.01.1966	Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970
Finlande	23.09.1968	France	6.04.1972	Ghana	21.11.1966
Guatemala	21.10.1975	Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	21.06.1993
Jordanie	11.03.1965	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	1.06.1977	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	21.11.1966

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Mexique	18.06.1968	Norvège	6.06.1966	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pologne	26.06.1968	Portugal	24.02.1983
République démocratique du Congo	5.09.1967	Royaume-Uni	21.04.1967	Fédération de Russie	22.09.1967
Sénégal	25.04.1966	Slovaquie	1.01.1993	Suède	11.06.1965
Suisse	18.02.1966	République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	6.09.1995	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971	Viet Nam	3.10.1994

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

24 ratifications

Allemagne	1.03.1972	Belgique	22.04.1970	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
				<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>			
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	9.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Japon	7.06.1974	Libye	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Monténégro	3.06.2006	Pays-Bas	2.08.1966	République démocratique du Congo	5.09.1967
		<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>			
Sénégal	25.04.1966	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	17.06.1969	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
		<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>			

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

104 ratifications

Albanie	7.01.2009	Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969
Autriche	27.07.1972	Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976
Bélarus	26.02.1968	Belgique	8.07.1969	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.03.1969	Bulgarie	9.06.2008

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Burkina Faso	28.10.2009	Cambodge	28.09.1971	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.09.1966	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	24.10.1968
Chine	17.12.1997	Chypre	28.07.1966	Comores	23.10.1978
République de Corée	9.12.1992	Costa Rica	27.01.1966	Croatie	8.10.1991
Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	29.03.2001	El Salvador	15.06.1995	Equateur	13.11.1972
Espagne	28.12.1970	Estonie	12.03.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971
Gabon	1.10.2009	Géorgie	22.06.1993	Grèce	7.05.1984
Guatemala	14.09.1988	Guinée	12.12.1966	Honduras	9.06.1980
Hongrie	18.06.1969	Inde	17.11.1998	République islamique d'Iran	10.06.1972
Iraq	2.03.1970	Irlande	20.06.1967	Islande	22.06.1990
Israël	26.01.1970	Italie	5.05.1971	Jamaïque	10.01.1975
Japon	10.06.1986	Jordanie	10.03.1966	Kazakhstan	6.12.1999
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libye	27.05.1971	Lituanie	3.03.2004	Madagascar	21.11.1966
Maroc	11.05.1979	Mauritanie	30.07.1971	République de Moldova	12.08.1996
Mongolie	24.11.1976	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Nicaragua	1.10.1981	Norvège	6.06.1966	Nouvelle-Zélande	15.07.1965
Ouganda	23.06.1967	Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	9.01.1967
Pérou	27.07.1967	Philippines	13.01.1976	Pologne	24.11.1966
Portugal	9.01.1981	Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	27.06.1966
Fédération de Russie	22.09.1967	Rwanda	5.08.2010	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2010
Sénégal	25.04.1966	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Suède	11.06.1965
Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	17.02.1966	Turquie	13.12.1977
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	2.06.1977	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
Yémen	30.01.1989	Zambie	23.10.1979		

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Australie	12.12.1971	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Cameroun	6.11.1970	Chypre	11.04.1967	Equateur	10.03.1969
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Espagne	6.11.1967	Gabon	18.10.1968	Inde	20.03.1975
<i>Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Malaisie	6.06.1974	Mexique	29.08.1968	Mongolie	3.12.1981
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Nigéria	14.05.1974	Ouganda	23.06.1967	Paraguay	10.10.1968
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Rwanda	1.06.1970	Slovaquie	1.01.1993	Swaziland	5.06.1981
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
République arabe syrienne	26.06.1972	République tchèque	1.01.1993	Turquie	8.12.1992
<i>Age minimum spécifié: 17 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes</i>	
Viet Nam	20.02.1995				
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus	11.03.1970	Belgique	17.05.1978	Bulgarie	3.10.1969
Dénoncée le 13.08.1980		Dénoncée le 6.03.1989		Dénoncée le 23.04.1980	

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Djibouti	3.08.1978	France	18.11.1971	Hongrie	8.06.1968
	Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 28.05.1998
Italie	5.05.1971	Jordanie	6.06.1966	Kenya	20.06.1968
	Dénoncée le 27.11.1981		Dénoncée le 23.03.1998		Dénoncée le 9.04.1979
Madagascar	23.10.1967	Panama	24.09.1970	Pays-Bas	8.04.1969
	Dénoncée le 8.06.2005		Dénoncée le 31.10.2000		Dénoncée le 14.09.1976
Pologne	30.09.1969	Fédération de Russie	4.11.1969	Suisse	10.11.1966
	Dénoncée le 21.08.2000		Dénoncée le 25.07.1980		Dénoncée le 17.08.1999
Thaïlande	5.04.1968	Tunisie	24.07.1967	Ukraine	17.06.1970
	Dénoncée le 11.05.2004		Dénoncée le 20.11.2000		Dénoncée le 30.07.1980
Zambie	3.04.1967				
	Dénoncée le 13.10.1999				

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	Autriche	8.12.1971	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.05.1977	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Brésil	21.08.1970	Bulgarie	3.10.1969	Chypre	18.01.1967
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971	Gabon	18.10.1968
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989	Hongrie	8.06.1968
Irlande	10.06.1985	Italie	5.05.1971	Jordanie	6.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	Madagascar	23.10.1967	Malte	9.06.1988
Mexique	29.08.1968	Ouganda	23.06.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	8.04.1969	Pologne	26.06.1968
Portugal	2.05.1985	Royaume-Uni	13.12.1966	Fédération de Russie	4.11.1969
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	18.08.1972	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	3.05.1967	Ukraine	17.06.1970
Viet Nam	3.10.1994	Zambie	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Belgique	22.07.1969	Brésil	21.08.1970
Djibouti	3.08.1978	France	2.04.1970	Panama	19.06.1970
Sénégal	15.07.1968	Sierra Leone	6.11.1967	République arabe syrienne	6.05.1969
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.11.1968

23 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	22.07.1969
Brésil	12.04.1994	Danemark	6.06.1978	Djibouti	3.08.1978
Espagne	8.11.1968	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	18.11.1971
Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Monténégro	3.06.2006
Norvège	6.07.1967	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	12.05.1976
Royaume-Uni	13.08.1985	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	6.11.1967	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 2.06.1993

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

28 ratifications

Algérie	12.06.1969	Brésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	3.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	7.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Hongrie	4.01.1994	Inde	26.03.2010	Italie	5.05.1971
Liban	1.06.1977	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	8.04.2008
Madagascar	4.01.1971	Malte	9.06.1988	République de Moldova	9.12.1997
Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970	Pérou	19.06.2008
Pologne	2.05.1973	Portugal	2.10.1985	Roumanie	28.10.1975
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1975
République bolivarienne du Venezuela	1.02.1984				

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.11.1969

16 ratifications

Allemagne	15.01.1971	Autriche	4.11.1969	Barbade	15.09.1972
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i>		<i>A accepté les parties II et III.</i>	
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Chypre	7.01.1969	Equateur	5.04.1978
<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>		<i>A accepté la partie IV.</i>		<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	
Finlande	13.01.1976	Libye	19.06.1975	Norvège	1.11.1968
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
Pays-Bas	27.10.1969	Slovaquie	1.01.1993	Suède	26.07.1968
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
Suisse	13.09.1977	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	28.06.1973
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
République bolivarienne du Venezuela	1.12.1983				
<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>					

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

51 ratifications

Albanie	11.10.2007	Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a) et b)</i>					
Azerbaïdjan	9.08.2000	Belgique	8.09.1997	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976
Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Danemark	30.11.1972	Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995
Espagne	5.05.1971	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	3.09.1974	France	28.12.1972
Guatemala	20.05.1994	Guyana	19.01.1971	Hongrie	4.01.1994
Islande	24.03.2009	Italie	23.06.1981	Kazakhstan	6.07.2001
Kenya	9.04.1979	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	8.04.2008
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>					
Madagascar	21.12.1971	Malawi	20.07.1971	Malte	9.06.1988
Maroc	11.05.1979	République de Moldova	9.12.1997	Monténégro	3.06.2006
Norvège	14.04.1971	Pays-Bas	29.06.1973	Pologne	2.06.1995
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2010
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>					
Suède	14.05.1970	République arabe syrienne	18.04.1972	République tchèque	16.03.2011
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>					
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973	Zimbabwe	16.09.1993

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

15 ratifications

Allemagne	8.08.1974	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>					
Danemark	6.06.1978	Equateur	5.04.1978	Finlande	3.09.1974
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>					
Libye	19.06.1975	Luxembourg	3.07.1980	Norvège	15.02.1972
Pays-Bas	17.01.2006	Slovaquie	1.01.1993	Suède	14.05.1970
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

51 ratifications

Albanie	18.08.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.04.2005
Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	4.05.1983	Burkina Faso	21.05.1974
Cameroun	6.07.1973	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	13.09.1999

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	8.06.1979	Cuba	5.01.1972
Egypte	12.05.1976	El Salvador	15.06.1995	Equateur	2.12.1970
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974
Japon	29.04.1971	Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	12.01.2007
Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977	Libye	27.05.1971
Lituanie	26.09.1994	Malte	9.06.1988	Mexique	18.04.1973
République de Moldova	23.03.2000	Monténégro	3.06.2006	Népal	19.09.1974
Nicaragua	1.03.1976	Niger	24.04.1980	Pays-Bas	10.10.1973
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.03.1975	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	18.04.1972	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Ukraine	1.03.2006
Uruguay	2.06.1977	Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

36 ratifications

Allemagne	1.10.1975	Arménie	27.01.2006	Belgique	2.06.2003
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	23.09.1998	Burkina Faso	12.07.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Cameroun	7.08.1973	Croatie	8.10.1991	Espagne	30.06.1972
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.01.1990	Guinée	2.06.1977
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Hongrie	19.08.1998	Iraq	19.02.1974	Irlande	20.06.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Italie	28.07.1981	Kenya	9.04.1979	Lettonie	10.06.1994
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Luxembourg	1.10.1979	Madagascar	8.02.1972	Malte	9.06.1988
<i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
République de Moldova	27.01.1998	Monténégro	3.06.2006	Norvège	22.06.1973
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Portugal	17.03.1981	Fédération de Russie	6.09.2010	Rwanda	13.05.1991
<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	7.06.1978
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Suisse	9.07.1992	Tchad	15.12.2000	République tchèque	23.08.1996
<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Ukraine	25.10.2001	Uruguay	2.06.1977	Yémen	1.11.1976
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

32 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belize	15.07.2005	Brésil	16.04.1992	Côte d'Ivoire	19.06.1972
Danemark	10.07.2003	Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972
Grèce	24.09.1986	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Italie	23.06.1981	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	13.01.2006
Liban	6.12.1993	Libéria	8.05.1978	Luxembourg	30.11.2005
République de Moldova	12.12.2005	Nigéria	12.06.1973	Norvège	14.03.1975
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Pays-Bas	8.01.1985	Pologne	9.10.1975
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	26.03.1981	Fédération de Russie	27.08.1990
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005
Ukraine	24.08.1993	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

29 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	15.07.2005
Brésil	25.07.1996	Costa Rica	8.06.1979	Danemark	28.07.1980
Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971	Finlande	22.11.1974
France	27.02.1978	Grèce	8.06.1977	Guinée	26.05.1977
Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981	Japon	3.07.1978
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Mexique	2.05.1974
Nigéria	12.06.1973	Norvège	9.03.1976	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Pologne	26.06.1980	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	5.10.1987
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Turquie	17.03.2005	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

84 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	6.06.2006	Allemagne	26.09.1973
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	23.11.2006	Arménie	29.07.1994
Australie	26.02.1993	Autriche	6.08.1973	Azerbaïdjan	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	11.06.2001
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	10.10.1997	Cameroun	5.04.1976	Chili	13.09.1999
Chypre	3.01.1996	République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	7.12.1977
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Danemark	6.06.1978	Dominique	6.01.2004	Egypte	25.03.1982
El Salvador	6.09.2006	Espagne	21.12.1972	Estonie	7.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988	Guinée	26.05.1977
Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972	Iraq	27.07.1972
Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	9.04.1979	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	9.10.1979	Mali	12.06.1995
Malte	9.06.1988	Maroc	5.04.2002	Mexique	2.05.1974
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	8.10.1996	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.10.1981	Niger	5.04.1972	Norvège	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	9.06.1977
Portugal	31.05.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	28.10.1975
Royaume-Uni	15.03.1973	Fédération de Russie	6.09.2010	Rwanda	8.11.1988
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	24.08.1976	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	16.11.1976
Suède	11.08.1972	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	6.03.1975
République-Unie de Tanzanie	19.08.1983	Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000
Tunisie	25.05.2007	Turquie	12.07.1993	Ukraine	3.09.2003
Yémen	29.07.1976	Zambie	24.05.1973	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

38 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Equateur	27.03.1975	Espagne	8.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Luxembourg	8.04.2008	Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981	Roumanie	6.11.1975
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suisse	25.03.1975	République arabe syrienne	7.02.1977	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	2.06.1977	Zambie	24.05.1973		

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	3.07.1975	Cuba	7.01.1975	Egypte	4.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	9.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	9.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	1.10.1981
Nigéria	22.03.2004	Norvège	21.10.1974	Pologne	22.02.1979
Portugal	9.01.1981	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	14.07.2004
Suède	24.07.1974	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Uruguay	31.07.1980

Dénonciation

Pays-Bas 14.09.1976
Dénoncée le 17.02.2006

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

160 ratifications

Afghanistan	7.04.2010	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	16.02.1998
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Algérie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	30.04.1984	Allemagne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.04.1976	Angola <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2001
Antigua-et-Barbuda <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	17.03.1983	Argentine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	11.11.1996	Arménie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	27.01.2006
Autriche <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2000	Azerbaïdjan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.05.1992	Bahamas <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2001
Barbade <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	4.01.2000	Bélarus <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Belgique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.04.1988
Belize <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.03.2000	Bénin <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.2001	Etat plurinational de Bolivie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.1997
Bosnie-Herzégovine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1993	Botswana <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	5.06.1997	Brésil <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.06.2001
Brunéi Darussalam <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	17.06.2011	Bulgarie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.04.1980	Burkina Faso <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.02.1999
Burundi <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.07.2000	Cambodge <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.08.1999	Cameroun <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.08.2001
Cap-Vert <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.02.2011	République centrafricaine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	28.06.2000	Chili <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	1.02.1999
Chine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.04.1999	Chypre <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1997	Colombie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.02.2001
Comores <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.03.2004	Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	26.11.1999	République de Corée <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.01.1999
Costa Rica <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.06.1976	Côte d'Ivoire <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.02.2003	Croatie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.10.1991
Cuba <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.1975	Danemark <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.11.1997	Djibouti <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.06.2005
République dominicaine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.1999	Dominique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	27.09.1983	Egypte <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.06.1999
El Salvador <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.01.1996	Emirats arabes unis <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1998	Equateur <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.09.2000
Erythrée <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	22.02.2000	Espagne <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	16.05.1977	Estonie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.03.2007
Ethiopie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.05.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.11.1991	Fidji <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.01.2003
Finlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.01.1976	France <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	13.07.1990	Gabon <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	25.10.2010
Gambie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.09.2000	Géorgie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.09.1996	Ghana <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.06.2011
Grèce <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.03.1986	Grenade <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.05.2003	Guatemala <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.04.1990
Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.06.2003	Guinée-Bissau <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	5.03.2009	Guinée équatoriale <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	12.06.1985
Guyana <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.04.1998	Haïti <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.06.2009	Honduras <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1980
Hongrie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.05.1998	Indonésie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.06.1999	Iraq <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.02.1985
Irlande <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1978	Islande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.12.1999	Israël <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.06.1979
Italie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.07.1981	Jamaïque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.10.2003	Japon <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	5.06.2000
Jordanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.03.1998	Kazakhstan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	18.05.2001	Kenya <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.04.1979
Kirghizistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	31.03.1992	Kiribati <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	17.06.2009	Koweït <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.11.1999
République démocratique populaire lao <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2005	Lesotho <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.06.2001	Lettonie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.2006
Liban <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	10.06.2003	Libye <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.06.1975	Lituanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1998
Luxembourg <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.03.1977	Madagascar <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	31.05.2000	Malaisie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.09.1997

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Malawi <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.11.1999	Mali <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.03.2002	Malte <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.06.1988
Maroc <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.01.2000	Maurice <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.07.1990	Mauritanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.12.2001
République de Moldova <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	21.09.1999	Mongolie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.12.2002	Monténégro <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.06.2006
Mozambique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.06.2003	Namibie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.11.2000	Népal <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	30.05.1997
Nicaragua <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.11.1981	Niger <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.12.1978	Nigéria <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.2002
Norvège <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.07.1980	Oman <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.07.2005	Ouganda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.03.2003
Ouzbékistan <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.03.2009	Pakistan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.07.2006	Panama <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2000
Papouasie-Nouvelle-Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	2.06.2000	Paraguay <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.03.2004	Pays-Bas <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.09.1976
Pérou <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.11.2002	Philippines <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.06.1998	Pologne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	22.03.1978
Portugal <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	20.05.1998	Qatar <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.01.2006	République démocratique du Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	20.06.2001
Roumanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.11.1975	Royaume-Uni <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	7.06.2000	Fédération de Russie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979
Rwanda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.04.1981	Saint-Kitts-et-Nevis <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.06.2005	Saint-Marin <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	1.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.07.2006	Samoa <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.10.2008	Sao Tomé-et-Principe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.05.2005
Sénégal <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.12.1999	Serbie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.11.2000	Seychelles <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.2000
Sierra Leone <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	10.06.2011	Singapour <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.11.2005	Slovaquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.09.1997
Slovénie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.05.1992	Soudan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.03.2003	Sri Lanka <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.02.2000
Suède <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.04.1990	Suisse <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.08.1999	Swaziland <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.10.2002
République arabe syrienne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2001	Tadjikistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.12.1998
Tchad <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	21.03.2005	République tchèque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	26.04.2007	Thaïlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.05.2004
Togo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.03.1984	Trinité-et-Tobago <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.09.2004	Tunisie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.10.1995
Turquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.10.1998	Ukraine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Uruguay <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1977
République bolivarienne du Venezuela <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.07.1987	Viet Nam <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.06.2003	Yémen <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.2000
Zambie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.02.1976	Zimbabwe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.06.2000		

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

39 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	23.08.1976	Argentine	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	27.06.1990
République de Corée	7.11.2011	Croatie	8.10.1991	Danemark	6.06.1978
Egypte	25.03.1982	Equateur	27.03.1975	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	4.05.1977	France	24.08.1994	Guinée	20.04.1976
Guyana	10.01.1983	Hongrie	10.06.1975	Iraq	31.03.1978

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Irlande	4.04.1995	Islande	21.06.1991	Italie	23.06.1981
Japon	26.07.1977	Liban	23.02.2000	Luxembourg	8.04.2008
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981	Norvège	14.06.1977
Pérou	16.11.1976	Portugal	3.05.1999	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975
Suisse	28.10.1976	République arabe syrienne	1.02.1979	République tchèque	1.01.1993
Ukraine	17.06.2010	Uruguay	31.07.1980	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

34 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	30.11.1976	Azerbaïdjan	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	16.04.1992	Chili	13.09.1999	Cuba	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.02.1992
France	20.10.1975	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	9.05.1978	Kenya	9.04.1979
Mexique	17.02.1977	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Pays-Bas	14.09.1976	Pologne	23.04.1979	Royaume-Uni	4.12.1975
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	7.03.2003	République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Albanie	18.08.2004	Allemagne	5.12.1978
Autriche	18.09.1978	Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	14.04.1977	Danemark	6.06.1978
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	18.08.1977	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Kenya	9.04.1979	Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	4.04.2003	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	Royaume-Uni	15.02.1977	Suède	19.07.1976
Suisse	23.05.1977	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983
Zambie	4.12.1978				

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

67 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	3.05.1979
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.11.1981	Burkina Faso	28.10.2009
République centrafricaine	5.06.2006	Chypre	28.06.1977	République de Corée	21.01.1994
Cuba	5.01.1978	Danemark	5.06.1981	Egypte	25.03.1982

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	16.05.1977
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984
Géorgie	22.06.1993	Grèce	17.10.1989	Guinée	5.06.1978
Guyana	10.01.1983	Hongrie	17.06.1976	Inde	25.03.2009
République islamique d'Iran	19.03.2007	Iraq	26.07.1978	Irlande	22.06.1979
Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979	Japon	10.06.1986
Jordanie	23.07.1979	Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	28.06.1978	République de Moldova	19.12.2001
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	4.11.1977	Niger	28.01.1993
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977	Fédération de Russie	3.05.1979
Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	19.07.1976	Suisse	23.05.1977
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993	Ukraine	3.05.1979
République bolivarienne du Venezuela	8.10.1984				

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1978

23 ratifications

Albanie	12.09.2006	Arménie	27.01.2006	Bénin	11.06.1980
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	9.12.1977	Cameroun	4.07.1978
Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée	5.06.1978
Italie	23.06.1981	Kenya	9.04.1979	Monténégro	3.06.2006
Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Philippines	14.09.2006
Portugal	12.12.1978	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	28.12.1982	Tadjikistan	10.04.2007
Togo	8.11.1983	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983		

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

132 ratifications

Afghanistan	7.04.2010	Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999
Algérie	12.07.1993	Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Argentine	13.04.1987	Arménie	29.04.2005	Australie	11.06.1979
Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bahamas	16.08.1979
Bangladesh	17.04.1979	Barbade	6.04.1983	Bélarus	15.09.1993
Belgique	29.10.1982	Belize	6.03.2000	Bénin	11.06.2001
Bosnie-Herzégovine	11.07.2006	Botswana	5.06.1997	Bésil	27.09.1994
Bulgarie	12.06.1998	Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	10.10.1997
Canada	13.06.2011	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	29.07.1992
Chine	2.11.1990	Chypre	28.06.1977	Colombie	9.11.1999
Congo	26.11.1999	République de Corée	15.11.1999	Costa Rica	29.07.1981
Côte d'Ivoire	5.06.1987	Danemark	6.06.1978	Djibouti	28.02.2005
République dominicaine	15.06.1999	Dominique	29.04.2002	Egypte	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	Equateur	23.11.1979	Espagne	13.02.1984
Estonie	22.03.1994	Etats-Unis	15.06.1988	Ethiopie	6.06.2011
Ex-République yougoslave de Macédoine	8.12.2005	Fidji	18.05.1998	Finlande	2.10.1978

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

France	8.06.1982	Gabon	6.12.1988	Ghana	6.06.2011
Grèce	28.08.1981	Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.06.1989
Guinée	16.10.1995	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	27.02.1978	Indonésie	17.10.1990	Iraq	11.09.1978
Irlande	22.06.1979	Islande	30.06.1981	Israël	21.01.2010
Italie	18.10.1979	Jamaïque	23.10.1996	Japon	14.06.2002
Jordanie	5.08.2003	Kazakhstan	13.12.2000	Kenya	6.06.1990
Kirghizistan	12.01.2007	Koweït	15.08.2000	République démocratique populaire lao	29.10.2010
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	25.07.1994	Libéria	25.03.2003
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	22.04.1997	Malaisie	14.06.2002
Malawi	1.10.1986	Mali	23.01.2008	Maurice	14.06.1994
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	10.08.1998
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995
Népal	21.03.1995	Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	3.05.1994
Norvège	9.08.1977	Nouvelle-Zélande	5.06.1987	Ouganda	13.01.1994
Pakistan	25.10.1994	Pays-Bas	27.07.1978	Pérou	8.11.2004
Philippines	10.06.1991	Pologne	15.03.1993	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	9.12.1992	Royaume-Uni	15.02.1977
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2010
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	19.11.2004	Serbie	13.05.2005
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	21.01.1985	Singapour	4.10.2010
Slovaquie	10.02.1997	Slovénie	29.06.2011	Sri Lanka	17.03.1994
Suède	16.05.1977	Suisse	28.06.2000	Suriname	16.11.1979
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	28.05.1985	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	7.06.1995	Turquie	12.07.1993	Ukraine	16.05.1994
Uruguay	22.05.1987	République bolivarienne du Venezuela	17.06.1983	Viet Nam	9.06.2008
Yémen	15.06.2000	Zambie	4.12.1978	Zimbabwe	14.12.1989

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.05.1979

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	9.02.1979
Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978	Finlande	2.10.1978
France	3.05.1978	Hongrie	8.06.1978	Iraq	14.11.1979
Italie	23.06.1981	Maroc	7.03.1980	Norvège	24.01.1979
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	23.05.1983	Suède	6.10.1981		

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

17 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Brésil	24.09.1998	Bulgarie	12.06.2003
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Cameroun	13.06.1978	Espagne	9.03.1979	Finlande	15.01.1990
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 37, 40 ou 60 jours selon les différentes catégories de navigation, et 44, 60 ou 64 jours pour les congés exceptionnels, selon les cargaisons des différents bateaux</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

France	15.06.1978	Iraq	15.02.1985	Italie	28.07.1981
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 116 jours pour les officiers et marins employés à bord de bateaux de commerce français et un minimum de 111 jours pour les équipages des navires de remorquage et des navires portuaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Kenya	14.09.1990	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	10.07.1980
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 3 jours par mois, soit 36 jours.</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Nicaragua	1.10.1981	Pays-Bas	12.11.1980	Portugal	25.06.1984
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Suède	7.06.1978	Turquie	28.07.2005		
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 5 semaines</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>			

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

56 ratifications

Albanie	12.12.2007	Algérie	27.06.2006	Allemagne	14.07.1980
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	3.01.2001	Barbade	16.05.1994
Belgique	16.09.1982	Belize	15.07.2005	Bénin	4.02.2010
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Bésil	17.01.1991	Bulgarie	24.02.2003	Canada	25.05.1993
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	24.06.1981	Croatie	19.07.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Danemark	28.07.1980	Dominique	6.01.2004	Egypte	17.03.1983
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Espagne	28.04.1978	Estonie	1.12.2004	Etats-Unis	15.06.1988
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Finlande	2.10.1978	France	2.05.1978	Ghana	10.05.2005
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Grèce	18.09.1979	Hongrie	30.03.2005	Inde	26.09.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Iraq	15.02.1985	Irlande	16.12.1992	Islande	11.05.1999
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Israël	6.12.1996	Italie	23.06.1981	Japon	31.05.1983
Jordanie	1.04.2004	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	12.11.1998
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Liban	6.12.1993	Libéria	8.07.1981	Lituanie	14.07.2006
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Luxembourg	15.02.1991	Malte	10.01.2002	Maroc	15.06.1981
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Norvège	24.01.1979	Pays-Bas	25.01.1979	Pérou	6.07.2004
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Pologne	2.06.1995	Portugal	2.05.1985	Roumanie	15.05.2001
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Royaume-Uni	28.11.1980	Fédération de Russie	7.05.1991	Seychelles	28.10.2005
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Slovénie	21.06.1999	Suède	20.12.1978	Tadjikistan	26.11.1993
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Trinité-et-Tobago	3.06.1999	Ukraine	17.03.1994		

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adopté à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

24 ratifications

Albanie	12.12.2007	Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003
Belize	15.07.2005	Bulgarie	9.06.2005	Chypre	9.10.2006
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Croatie	6.07.2010	Danemark	10.07.2003	Estonie	1.12.2004
<i>A accepté la convention n°135 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Finlande	4.07.2002	France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002
Hongrie	30.03.2005	Irlande	22.04.1999	Lettonie	15.12.2004
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Lituanie	14.07.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte	10.01.2002
<i>A accepté la convention n° 108 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Norvège	27.04.2006	Pays-Bas	16.06.2003	Roumanie	15.05.2001
<i>A accepté la convention n° 164 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Royaume-Uni	29.06.2001	Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

45 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	1.06.1994
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	14.01.1982	Costa Rica	16.06.1981
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.12.1980	Danemark	8.01.1988
Egypte	4.05.1988	Equateur	11.07.1978	Espagne	17.12.1980
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>					
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.06.1979	France	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	Guatemala	22.02.1996	Guinée	8.06.1982
Hongrie	4.01.1994	Iraq	17.04.1985	Italie	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	4.04.2005	Luxembourg	8.04.2008	Malte	9.06.1988
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Monténégro	3.06.2006	Niger	28.01.1993	Norvège	13.03.1979
Pologne	2.12.2004	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	8.03.1979
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	5.09.1988	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

40 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	17.04.1979	Bélarus	3.05.1979
Belgique	29.03.1988	Congo	24.06.1986	Danemark	5.06.1981
Egypte	3.11.1982	Equateur	11.07.1978	Fidji	28.05.2008
Finlande	8.06.1979	France	10.09.1984	Ghana	27.05.1986
Grèce	17.03.1987	Guatemala	9.05.1995	Guinée	8.06.1982

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Guyana	10.01.1983	Iraq	4.06.1980	Italie	28.02.1985
Jamaïque	4.06.1984	Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Lituanie	12.06.2007	Luxembourg	8.04.2008
Malawi	1.10.1986	Malte	18.05.1990	Norvège	5.07.1989
Philippines	18.06.1979	Pologne	4.11.1980	Portugal	28.05.1985
Fédération de Russie	3.05.1979	Seychelles	12.10.1993	Slovénie	30.01.2003
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Ukraine	3.05.1979	Uruguay	31.07.1980	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983
Zambie	19.08.1980				

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

71 ratifications

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	20.02.2004	Arménie	18.05.2005
Australie	10.09.1985	Bélarus	15.09.1993	Belgique	21.10.2011
Belize	6.03.2000	Bénin	11.06.2001	Burkina Faso	3.04.1980
Cambodge	23.08.1999	République centrafricaine	5.06.2006	Chine	7.03.2002
Chypre	6.07.1981	Congo	24.06.1986	République de Corée	8.12.1997
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981
République dominicaine	15.06.1999	Dominique	26.07.2004	Egypte	5.12.1991
El Salvador	2.02.2001	Espagne	3.03.1982	Etats-Unis	3.03.1995
Finlande	25.02.1980	Gabon	11.10.1979	Ghana	27.05.1986
Grèce	31.07.1985	Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983
Iraq	10.07.1980	Israël	7.12.1979	Italie	28.02.1985
Jamaïque	4.06.1984	Jordanie	10.07.2003	Kirghizistan	22.12.2003
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	8.03.1993	Liban	4.04.2005
Libéria	2.06.2003	Luxembourg	21.03.2001	Malawi	19.11.1999
Mali	23.01.2008	Maroc	3.04.2009	Maurice	5.04.2004
Mexique	10.02.1982	République de Moldova	10.11.2006	Namibie	28.06.1996
Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	8.08.1980	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	3.04.1987	Roumanie	4.11.2008	Royaume-Uni	19.03.1980
Fédération de Russie	2.07.1998	Saint-Marin	19.04.1988	Seychelles	23.11.1999
Suède	11.06.1979	Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981
République tchèque	9.10.2000	Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	23.05.1988
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983
Zambie	19.08.1980	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

48 ratifications

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	21.05.1991	Belize	22.06.1999	Botswana	22.12.1997
Brésil	15.06.2010	Chili	17.07.2000	Chypre	6.07.1981
Colombie	8.12.2000	Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981
El Salvador	6.09.2006	Espagne	18.09.1984	Finlande	25.02.1980
Gabon	1.10.2009	Géorgie	10.10.2003	Ghana	27.05.1986
Grèce	29.07.1996	Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983
Hongrie	4.01.1994	Italie	28.02.1985	Lettonie	27.01.1992
Luxembourg	21.03.2001	Mali	12.06.1995	République de Moldova	4.04.2003
Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	29.11.1988	Pérou	27.10.1980
Pologne	26.07.1982	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	19.03.1980
Saint-Marin	19.04.1988	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Seychelles	23.11.1999

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	20.09.2010	Suède	11.06.1979
Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981	Tchad	7.01.1998
Turquie	12.07.1993	Uruguay	19.06.1989	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.12.1981

26 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	3.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	3.03.1982
Finlande	3.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	8.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	7.06.2000	Jamaïque	4.11.2005
Liban	6.09.2004	Mexique	10.02.1982	République de Moldova	22.01.2007
Norvège	5.12.1980	Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988
Fédération de Russie	14.07.2004	Seychelles	28.10.2005	Suède	13.06.1980
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

9 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	7.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	4.05.1981	Turquie	17.03.2005
Ukraine	9.06.2008	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

42 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	29.03.1988	Belize	22.06.1999	Brésil	10.07.1992
Chypre	16.01.1989	Colombie	8.12.2000	Espagne	11.09.1985
Finlande	9.02.1983	Gabon	6.12.1988	Grèce	17.09.1996
Guatemala	29.10.1996	Hongrie	4.01.1994	Kirghizistan	22.12.2003
Lettonie	25.07.1994	Lituanie	26.09.1994	Maroc	3.04.2009
Maurice	23.11.2011	République de Moldova	14.02.1997	Niger	5.06.1985
Norvège	22.06.1982	Ouganda	27.03.1990	Ouzbékistan	15.12.1997
Pays-Bas	22.12.1993	Roumanie	15.12.1992	Fédération de Russie	6.09.2010
Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	2.02.2006	Suède	11.08.1982
Suisse	16.11.1983	Suriname	5.06.1996	République-Unie de Tanzanie	14.08.1998
Ukraine	16.05.1994	Uruguay	19.06.1989	Zambie	4.02.1986

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

57 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	9.02.2004	Algérie	6.06.2006
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.03.2004	Bahreïn	9.09.2009
Bélarus	30.05.2000	Belgique	28.02.2011	Belize	22.06.1999

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1992	Cap-Vert	9.08.2000
République centrafricaine	5.06.2006	Chine	25.01.2007	Chypre	16.01.1989
République de Corée	20.02.2008	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1982
Danemark	10.07.1995	El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	28.05.2008
Finlande	24.04.1985	Hongrie	4.01.1994	Irlande	4.04.1995
	<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>				
Islande	21.06.1991	Kazakhstan	30.07.1996	Lesotho	1.11.2001
Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001	Mexique	1.02.1984
	<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>				
République de Moldova	28.04.2000	Mongolie	3.02.1998	Monténégro	3.06.2006
Niger	19.02.2009	Nigéria	3.05.1994	Norvège	22.06.1982
Nouvelle-Zélande	12.06.2007	Pays-Bas	22.05.1991	Portugal	28.05.1985
	<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>				
Fédération de Russie	2.07.1998	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Serbie	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
	<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>				
Suède	11.08.1982	République arabe syrienne	19.05.2009	Tadjikistan	21.10.2009
	<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>				
République tchèque	1.01.1993	Turquie	22.04.2005	Uruguay	5.09.1988
République bolivarienne du Venezuela	25.06.1984	Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	9.04.2003

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adopté à la 90e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

9 ratifications

Albanie	9.02.2004	Australie	10.08.2011	El Salvador	22.07.2004
Finlande	9.12.2003	Luxembourg	8.04.2008	Portugal	12.11.2010
Slovénie	1.03.2010	Suède	15.06.2007	République arabe syrienne	19.05.2009

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

41 ratifications

Albanie	11.10.2007	Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990
Azerbaïdjan	29.10.2010	Belize	22.06.1999	Etat plurinational de Bolivie	1.09.1998
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	3.04.2006	Chili	14.10.1994
République de Corée	29.03.2001	Croatie	8.10.1991	El Salvador	12.10.2000
Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	9.02.1983	France	16.03.1989	Grèce	10.06.1988
Guatemala	6.01.1994	Guinée	16.10.1995	Islande	22.06.2000
Japon	9.06.1995	Lituanie	6.05.2004	Maurice	5.04.2004
Monténégro	3.06.2006	Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982
Paraguay	21.12.2007	Pays-Bas	24.03.1988	Pérou	16.06.1986
Portugal	2.05.1985	Fédération de Russie	13.02.1998	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	14.06.2002	Slovénie	29.05.1992
Suède	11.08.1982	Ukraine	11.04.2000	Uruguay	16.11.1989
République bolivarienne du Venezuela	27.11.1984	Yémen	13.03.1989		

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

4 ratifications

Espagne	11.09.1985	Kirghizistan	10.09.2008	Philippines	26.04.1994
---------	------------	--------------	------------	-------------	------------

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Suède 18.04.1984

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

36 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Cameroun	13.05.1988	République centrafricaine	5.06.2006	Chypre	5.07.1985
Espagne	26.04.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	30.06.1992	France	16.03.1989	Gabon	6.12.1988
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	1.10.1986	Maroc	7.10.1993	République de Moldova	14.02.1997
Monténégro	3.06.2006	Namibie	28.06.1996	Niger	5.06.1985
Ouganda	18.07.1990	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Portugal	27.11.1995
République démocratique du Congo	3.04.1987	Sainte-Lucie	6.12.2000	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983
Turquie	4.01.1995	Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	6.05.1985
Yémen	13.03.1989	Zambie	9.02.1990		

Dénonciation

Brésil 5.01.1995
Dénoncée le 20.11.1996

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

82 ratifications

Afghanistan	7.04.2010	Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987
Australie	7.08.1990	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	2.02.1999
Etat plurinational de Bolivie	19.12.1996	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990
Burkina Faso	26.05.1989	Chili	14.10.1994	Chine	2.02.1988
Chypre	13.04.1987	Colombie	7.12.1989	République de Corée	15.11.1999
Costa Rica	23.07.1991	Côte d'Ivoire	22.10.1999	Croatie	8.10.1991
Cuba	3.10.1996	Danemark	1.04.1985	République dominicaine	20.06.1994
Egypte	3.08.1988	El Salvador	19.12.1986	Equateur	20.05.1988
Espagne	2.08.1990	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	1.12.2004	Finlande	24.04.1985	France	16.03.1989
Grèce	31.07.1985	Guatemala	5.04.1994	Guinée	16.10.1995
Hongrie	20.06.1984	Irlande	6.06.1986	Islande	22.06.1990
Italie	7.06.2000	Japon	12.06.1992	Jordanie	13.05.2003
Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	26.06.1998	Liban	23.02.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	3.06.1998
Malawi	1.10.1986	Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988
Maurice	9.06.2004	Mexique	5.04.2001	Mongolie	3.02.1998
Monténégro	3.06.2006	Nigéria	26.08.2010	Norvège	13.08.1984
Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994	Panama	28.01.1994
Paraguay	2.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988	Pérou	16.06.1986
Philippines	23.08.1991	Pologne	2.12.2004	Portugal	3.05.1999
Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	12.06.1984	Suisse	20.06.1985	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	11.10.2007	Trinité-et-Tobago	3.06.1999
Tunisie	5.09.1989	Turquie	26.06.2000	Ukraine	15.05.2003
Uruguay	13.01.1988	Yémen	18.11.1991	Zambie	5.01.1989

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Zimbabwe

27.08.1998

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

48 ratifications

Allemagne <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	25.04.1991	Arménie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>	29.04.2005	Australie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	15.05.1987
Autriche <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	3.06.1987	Azerbaïdjan <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	19.05.1992	Bélarus <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	12.10.1990
Bénin <i>En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>	6.04.2000	Etat plurinational de Bolivie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	14.11.1990	Bresil <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	2.07.1990
Canada <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	22.11.1995	Chypre <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	1.12.1987	Colombie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	23.03.1990
République de Corée <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	8.12.1997	Costa Rica <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	13.02.2001	Danemark <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	22.01.1988
El Salvador <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	24.04.1987	Espagne <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	3.10.1989	Etats-Unis <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	11.06.1990
Finlande <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	27.04.1987	Grèce <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	17.03.1993	Guatemala <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	7.04.1993
Hongrie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	9.04.2010	Inde <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>	1.04.1992	Irlande <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	27.10.1995
Israël <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	21.01.2010	Italie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	8.11.1989	Kirghizistan <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	31.03.1992
Lettonie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>	10.06.1994	Lituanie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	10.06.1999	Maurice <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	14.06.1994
Mexique <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	18.04.1988	Norvège <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	6.08.1987	Nouvelle-Zélande <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	6.11.2001
Panama <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	3.04.1996	Pays-Bas <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	5.10.1990	Pologne <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	24.04.1991
Portugal <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	8.12.1993	Royaume-Uni <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	27.05.1987	Fédération de Russie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	27.08.1990
Saint-Marin <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	1.07.1988	Slovaquie <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	1.01.1993	Sri Lanka <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	1.04.1993
Suède <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	22.09.1986	Suisse <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	7.05.1987	Swaziland <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	22.09.1992
Tadjikistan <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	26.11.1993	République tchèque <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	1.01.1993	Ukraine <i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	15.08.1991

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

30 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Belgique	28.02.2011
Bénin	10.11.1998	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990
Burkina Faso	25.08.1997	Chili	30.09.1999	Colombie	25.01.2001
Croatie	8.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	27.04.1987
Guatemala	18.04.1989	Hongrie	24.02.1988	Luxembourg	8.04.2008
Mexique	17.02.1987	Monténégro	3.06.2006	Niger	19.02.2009
Pologne	15.09.2004	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	1.07.1986	République tchèque	1.01.1993	Turquie	22.04.2005
Ukraine	17.06.2010	Uruguay	5.09.1988	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

35 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Australie	10.08.2011	Belgique	11.10.1996
Etat plurinational de Bolivie	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990
Cameroun	20.02.1989	Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994
Chypre	7.08.1992	Colombie	25.01.2001	République de Corée	4.04.2007
Croatie	8.10.1991	Danemark	18.12.2006	Equateur	11.04.1990
Espagne	2.08.1990	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988
Guatemala	18.04.1989	Japon	11.08.2005	Kazakhstan	5.04.2011
Luxembourg	8.04.2008	Maroc	13.04.2011	Monténégro	3.06.2006
Norvège	4.02.1992	Moganda	27.03.1990	Pays-Bas	15.09.1999
Portugal	3.05.1999	Fédération de Russie	4.09.2000	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	2.09.1987	Suisse	16.06.1992
Uruguay	6.09.1995	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.10.1990

17 ratifications

Brésil	4.03.1997	Bulgarie	1.03.2004	Danemark	16.09.1993
Espagne	3.10.1989	Finlande	30.06.1992	France	27.04.2004
Géorgie	22.06.2004	Guatemala	3.11.2008	Hongrie	14.03.1989
Mexique	5.10.1990	Norvège	26.11.1993	Roumanie	11.03.2002
Fédération de Russie	18.10.2006	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
Suisse	15.11.1989	République tchèque	1.01.1993		

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

14 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Brésil	4.03.1997	Bulgarie	24.03.2005
Espagne	3.07.1990	Finlande	17.01.1995	France	27.04.2004
Hongrie	14.03.1989	Italie	7.11.2002	Mexique	5.10.1990
Norvège	11.06.1999	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
République tchèque	1.01.1993	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.07.1992

3 ratifications

Espagne	2.07.1991	Hongrie	13.12.1989	Philippines	9.11.2004
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a) et c), et celles de l'article 11 en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), e) et g)</i>		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), d) et e)</i>		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a), b), d), e), h) et i).</i>	

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.07.1991

13 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Australie	29.08.1995	Brésil	4.03.1997
Bulgarie	30.07.2003	Egypte	28.05.2004	Espagne	3.07.1990
France	27.04.2004	Guyana	10.06.1996	Hongrie	14.03.1989
Luxembourg	15.02.1991	Mexique	5.10.1990	Roumanie	11.10.2000
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

24 ratifications

Algérie	6.06.2006	Allemagne	18.11.1993	Bélarus	21.11.2001
Brésil	19.05.2006	Chine	7.03.2002	Colombie	6.09.1994
Danemark	10.07.1995	République dominicaine	4.06.1998	Finlande	23.01.1997
Guatemala	7.10.1991	Hongrie	22.05.1989	Iraq	17.09.1990
Italie	12.02.2003	Kazakhstan	18.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Luxembourg	8.04.2008	Mexique	5.10.1990	Norvège	24.06.1991
Panama	31.01.2008	Serbie	16.09.2009	Slovaquie	1.01.1993
Suède	7.10.1991	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	25.05.2005

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

8 ratifications

Albanie	4.08.2006	Belgique	21.10.2011	Brésil	24.03.1993
<i>En vertu de l'article 5 de la convention, le gouvernement se prévaut de la dérogation temporaire prévue à l'article 10, paragraphe 4.</i>					
Finlande	19.12.1990	Norvège	19.06.1990	Roumanie	15.12.1992
Suède	18.12.1990	Suisse	17.10.1990		

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.09.1991

22 ratifications

Argentine	3.07.2000	Etat plurinational de Bolivie	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
République centrafricaine	30.08.2010	Chili	15.09.2008	Colombie	7.08.1991
Costa Rica	2.04.1993	Danemark	22.02.1996	Dominique	25.06.2002
Equateur	15.05.1998	Espagne	15.02.2007	Fidji	3.03.1998
Guatemala	5.06.1996	Honduras	28.03.1995	Mexique	5.09.1990
Népal	14.09.2007	Nicaragua	25.08.2010	Norvège	19.06.1990
Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	2.02.1998	Pérou	2.02.1994
République bolivarienne du Venezuela	22.05.2002				

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.11.1993

17 ratifications

Allemagne	23.11.2007	Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997
Chine	11.01.1995	Colombie	6.09.1994	République de Corée	11.04.2003
République dominicaine	3.01.2006	Italie	3.07.2002	Liban	26.04.2006
Luxembourg	8.04.2008	Mexique	17.09.1992	Norvège	26.11.1993
Pologne	19.05.2005	Suède	4.11.1992	République arabe syrienne	14.06.2006
République-Unie de Tanzanie	15.03.1999	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.01.1995

11 ratifications

Albanie	28.06.2004	Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002
Chypre	4.01.1994	République dominicaine	3.03.1993	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	10.11.2008	Portugal	27.11.1995
Slovaquie	11.02.2002	République tchèque	6.08.1996		

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.07.1994

15 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Autriche	2.05.1994	Barbade	22.06.1997
Chypre	28.02.1997	République dominicaine	4.06.1998	Espagne	7.07.1993
Fidji	28.05.2008	Guyana	20.08.1996	Iraq	9.07.2001
Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	6.03.2003
Mexique	7.06.1993	Suisse	15.02.1994	Uruguay	6.09.1995

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.06.1995

19 ratifications

Albanie	3.02.2005	Arménie	18.05.2005	Australie	8.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Autriche	20.12.1996	Botswana	5.06.1997	Bulgarie	28.09.2004
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).</i>	
Burkina Faso	11.02.1999	Espagne	16.05.1995	Finlande	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Lettonie	22.02.2002	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	3.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Mexique	24.09.1993	Slovaquie	24.09.1998	Slovénie	8.05.2001
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Suisse	16.06.1995	Tchad	15.12.2000	Ukraine	1.03.2006
<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Zambie	25.05.1998				
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>					

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.01.1997

16 ratifications

Albanie	3.03.2003	Arabie saoudite	8.10.2001	Arménie	3.01.1996
Belgique	9.06.2004	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	2.08.2001
Colombie	9.12.1997	Estonie	13.09.2000	Inde	6.06.2008
Liban	4.04.2005	Luxembourg	8.04.2008	Pays-Bas	25.03.1997
Slovénie	1.03.2010	Suède	21.12.1994	Ukraine	15.06.2011
Zimbabwe	9.04.2003				

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

14 ratifications

Albanie	3.03.2003	Australie	10.08.2011	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Chypre	28.02.1997	Finlande	25.05.1999	Guyana	3.09.1997
Hongrie	9.04.2010	Italie	13.04.2000	Luxembourg	21.03.2001
Maurice	14.06.1996	Pays-Bas	5.02.2001	Portugal	2.06.2006
Slovénie	8.05.2001	Suède	10.06.2002		

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.06.1998

25 ratifications

Afrique du Sud	9.06.2000	Albanie	3.03.2003	Allemagne	6.09.1998
Arménie	27.04.1999	Autriche	26.05.1999	Bosnie-Herzégovine	4.02.2010
Botswana	5.06.1997	Brésil	18.05.2006	Espagne	22.05.1997
Etats-Unis	9.02.2001	Finlande	9.06.1997	Irlande	9.06.1998
Liban	23.02.2000	Luxembourg	8.04.2008	Norvège	11.06.1999
Pérou	19.06.2008	Philippines	27.02.1998	Pologne	25.06.2001
Portugal	25.03.2002	Slovaquie	3.06.1998	Suède	9.06.1997
République tchèque	9.10.2000	Ukraine	15.06.2011	Zambie	4.01.1999
Zimbabwe	9.04.2003				

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

7 ratifications

Albanie	24.07.2002	Argentine	31.07.2006	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Bulgarie	17.07.2009	Finlande	17.06.1998	Irlande	22.04.1999
Pays-Bas	31.10.2002				

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

15 ratifications

Albanie	24.07.2002	Brésil	21.12.2007	Bulgarie	9.06.2005
Fidji	28.05.2008	Finlande	24.02.1999	France	27.04.2004
Irlande	22.04.1999	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	1.12.2000
Nigéria	19.08.2004	Norvège	11.06.1999	Pérou	4.10.2006
Pologne	9.08.2002	Royaume-Uni	2.07.2003	Suède	15.12.2000

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Bulgarie	12.06.2003	Croatie	18.11.2005	Finlande	25.05.1999
France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Maroc	1.12.2000
Nigéria	22.03.2004	Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998
Fédération de Russie	27.08.2001				

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.08.2002

21 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003
Danemark	10.07.2003	Espagne	7.01.2004	Finlande	4.07.2002
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999
Lettonie	13.01.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte	19.09.2002
Maroc	1.12.2000	Norvège	22.10.2003	Pays-Bas	16.06.2003
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	20.12.2001	Saint-Vincent-et-les Grenadines	8.02.2002
Seychelles	28.10.2005	Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

23 ratifications

Albanie	30.06.1999	Algérie	6.06.2006	Belgique	28.09.2004
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	24.03.2005	Espagne	15.06.1999
Ethiopie	24.03.1999	Finlande	25.05.1999	Géorgie	27.08.2002
Hongrie	19.09.2003	Italie	1.02.2000	Japon	28.07.1999
Lituanie	19.03.2004	Maroc	10.05.1999	République de Moldova	19.12.2001
Panama	10.08.1999	Pays-Bas	15.09.1999	Pologne	15.09.2008
Portugal	25.03.2002	Slovaquie	22.02.2010	Suriname	12.04.2006
République tchèque	9.10.2000	Uruguay	14.06.2004		

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

173 ratifications

Afghanistan	7.04.2010	Afrique du Sud	7.06.2000	Albanie	2.08.2001
Algérie	9.02.2001	Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arabie saoudite	8.10.2001	Argentine	5.02.2001
Arménie	2.01.2006	Australie	19.12.2006	Autriche	4.12.2001
Azerbaïdjan	30.03.2004	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001
Bangladesh	12.03.2001	Barbade	23.10.2000	Bélarus	31.10.2000
Belgique	8.05.2002	Belize	6.03.2000	Bénin	6.11.2001
Etat plurinational de Bolivie	6.06.2003	Bosnie-Herzégovine	5.10.2001	Botswana	3.01.2000
Brésil	2.02.2000	Brunéi Darussalam	9.06.2008	Bulgarie	28.07.2000
Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	11.06.2002	Cambodge	14.03.2006
Cameroun	5.06.2002	Canada	6.06.2000	Cap-Vert	23.10.2001
République centrafricaine	28.06.2000	Chili	17.07.2000	Chine	8.08.2002
Chypre	27.11.2000	Colombie	28.01.2005	Comores	17.03.2004
Congo	23.08.2002	République de Corée	29.03.2001	Costa Rica	10.09.2001
Côte d'Ivoire	7.02.2003	Croatie	17.07.2001	Danemark	14.08.2000
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	15.11.2000	Dominique	4.01.2001
Egypte	6.05.2002	El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	19.09.2000	Espagne	2.04.2001	Estonie	24.09.2001
Etats-Unis	2.12.1999	Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002
Fidji	17.04.2002	Finlande	17.01.2000	France	11.09.2001
Gabon	28.03.2001	Gambie	3.07.2001	Géorgie	24.07.2002

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Ghana	13.06.2000	Grèce	6.11.2001	Grenade	14.05.2003
Guatemala	11.10.2001	Guinée	6.06.2003	Guinée-Bissau	26.08.2008
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	15.01.2001	Haïti	19.07.2007
Honduras	25.10.2001	Hongrie	20.04.2000	Indonésie	28.03.2000
République islamique d'Iran	8.05.2002	Iraq	9.07.2001	Irlande	20.12.1999
Islande	29.05.2000	Israël	15.03.2005	Italie	7.06.2000
Jamaïque	13.10.2003	Japon	18.06.2001	Jordanie	20.04.2000
Kazakhstan	26.02.2003	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	10.05.2004
Kiribati	17.06.2009	Koweït	15.08.2000	République démocratique populaire lao	13.06.2005
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	2.06.2006	Liban	11.09.2001
Libéria	2.06.2003	Libye	4.10.2000	Lituanie	29.09.2003
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	4.10.2001	Malaisie	10.11.2000
Malawi	19.11.1999	Mali	14.07.2000	Malte	15.06.2001
Maroc	26.01.2001	Maurice	8.06.2000	Mauritanie	3.12.2001
Mexique	30.06.2000	République de Moldova	14.06.2002	Mongolie	26.02.2001
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	16.06.2003	Namibie	15.11.2000
Népal	3.01.2002	Nicaragua	6.11.2000	Niger	23.10.2000
Nigéria	2.10.2002	Norvège	21.12.2000	Nouvelle-Zélande	14.06.2001
Oman	11.06.2001	Ouganda	21.06.2001	Ouzbékistan	24.06.2008
Pakistan	11.10.2001	Panama	31.10.2000	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Paraguay	7.03.2001	Pays-Bas	14.02.2002	Pérou	10.01.2002
Philippines	28.11.2000	Pologne	9.08.2002	Portugal	15.06.2000
Qatar	30.05.2000	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	13.12.2000
Royaume-Uni	22.03.2000	Fédération de Russie	25.03.2003	Rwanda	23.05.2000
Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	15.03.2000
Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	1.06.2000	Serbie	10.07.2003	Seychelles	28.09.1999
Sierra Leone	10.06.2011	Singapour	14.06.2001	Slovaquie	20.12.1999
Slovénie	8.05.2001	Soudan	7.03.2003	Sri Lanka	1.03.2001
Suède	13.06.2001	Suisse	28.06.2000	Suriname	12.04.2006
Swaziland	23.10.2002	République arabe syrienne	22.05.2003	Tadjikistan	8.06.2005
République-Unie de Tanzanie	12.09.2001	Tchad	6.11.2000	République tchèque	19.06.2001
Thaïlande	16.02.2001	Timor-Leste	16.06.2009	Togo	19.09.2000
Trinité-et-Tobago	23.04.2003	Tunisie	28.02.2000	Turkménistan	15.11.2010
Turquie	2.08.2001	Ukraine	14.12.2000	Uruguay	3.08.2001
Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	26.10.2005	Viet Nam	19.12.2000
Yémen	15.06.2000	Zambie	10.12.2001	Zimbabwe	11.12.2000

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.02.2002

22 ratifications

Albanie	18.08.2004	Autriche	30.04.2004
<i>Durée du congé de maternité: 365 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Azerbaïdjan	29.10.2010	Bélarus	10.02.2004	Belize	9.11.2005
<i>Les femmes ont droit à un congé de grossesse et de maternité payé d'une durée de 126 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 56 jours après). En cas de « naissance anormale » ou de naissances multiples, les femmes ont droit à un congé d'une durée de 140 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 70 jours après). Les femmes travaillant dans l'agriculture ont droit à un congé de grossesse et de maternité d'une durée de 140 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 70 jours après), de 156 jours calendaires en cas de « naissance anormale » (70 jours avant l'accouchement et 86 jours après) et de 180 jours calendaires lors de naissances multiples (70 jours avant l'accouchement et 110 jours après).</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>	
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	6.12.2001	Chypre	12.01.2005
<i>Durée du congé de maternité: 28 jours avant la date de l'accouchement et une période totale d'une année sont garantis (pour les jumeaux et les enfants suivantes, la période totale est de 18 mois).</i>		<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Cuba	1.06.2004	Hongrie	4.11.2003	Italie	7.02.2001
<i>Durée du congé de maternité: 18 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>	
Lettonie	9.02.2009	Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	8.04.2008
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Mali	5.06.2008	Maroc	13.04.2011	République de Moldova	28.08.2006
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>	
Pays-Bas	15.01.2009	Roumanie	23.10.2002	Serbie	31.08.2010
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Slovaquie	12.12.2000	Slovénie	1.03.2010		
<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 105 jours</i>			

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

14 ratifications

Argentine	26.06.2006	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Burkina Faso	28.10.2009
Fidji	28.05.2008	Finlande	21.02.2003	Ghana	6.06.2011
Kirghizistan	10.05.2004	Luxembourg	8.04.2008	République de Moldova	20.09.2002
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Slovaquie	14.06.2002	Suède	9.06.2004
Ukraine	1.12.2009	Uruguay	25.05.2005		

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

22 ratifications

Albanie	11.10.2007	Azerbaïdjan	17.07.2006	Bahamas	14.12.2006
		<i>Le gouvernement a notifié, le 10 avril 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.</i>			
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	21.01.2010	République de Corée	4.04.2007
Croatie	6.09.2011	Espagne	26.05.2011	France	27.04.2004
Hongrie	30.03.2005	Iles Marshall	24.08.2011	Indonésie	16.07.2008
Jordanie	9.08.2004	Kazakhstan	17.05.2010	Luxembourg	20.09.2011
Madagascar	6.06.2007	République de Moldova	28.08.2006	Nigéria	19.08.2004
Pakistan	21.12.2006	Fédération de Russie	26.02.2010	Vanuatu	28.07.2006
Yémen	6.10.2008				

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Application provisoire (article 9)

Lituanie 14.08.2006

Convention du travail maritime, 2006

Adoptée à la 94e session de la CIT

Pas en vigueur
20 ratifications

Antigua-et-Barbuda	11.08.2011	Australie	21.12.2011	Bahamas	11.02.2008
Bénin	13.06.2011	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	12.04.2010
Canada	15.06.2010	Croatie	12.02.2010	Danemark	23.06.2011
Espagne	4.02.2010	Iles Marshall	25.09.2007	Kiribati	24.10.2011
Libéria	7.06.2006	Luxembourg	20.09.2011	Norvège	10.02.2009
Panama	6.02.2009	Pays-Bas	13.12.2011	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2010
Singapour	15.06.2011	Suisse	21.02.2011		

Instrument de ratification reçu - enregistrement en attente d'information concernant la Norme A4.5 §10

Gabon 12.05.2011 Lettonie 12.08.2011

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Adoptée à la 95e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.02.2009
20 ratifications

Allemagne	21.07.2010	Autriche	20.05.2011	Bosnie-Herzégovine	9.03.2010
Canada	13.06.2011	Chili	27.04.2011	Chypre	14.05.2009
République de Corée	20.02.2008	Cuba	5.08.2008	Danemark	28.01.2009
Espagne	5.05.2009	Finlande	26.06.2008	Japon	24.07.2007
République de Moldova	12.02.2010	Niger	19.02.2009	Royaume-Uni	29.05.2008
Fédération de Russie	24.02.2011	Serbie	16.09.2009	Slovaquie	22.02.2010
Suède	10.07.2008	République tchèque	13.10.2008		

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Adoptée à la 96e session de la CIT

Pas en vigueur
2 ratifications

Argentine 15.09.2011 Bosnie-Herzégovine 4.02.2010

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Adoptée à la 100e session de la CIT

Pas en vigueur

Partie III. Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux*.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, de gouvernance ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2011. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2011 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalle régulier, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires non métropolitains. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

En 2009, une section a été ajoutée concernant les cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985 ainsi que les cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. En 1947, lors de sa 103^e session, le Conseil d'administration du BIT a décidé que, à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement constitutionnel de 1946, le mandat de la commission d'experts serait étendu aux questions relatives à l'obligation constitutionnelle de soumission aux autorités compétentes prévue par l'article 19 de la Constitution de l'OIT. La commission d'experts a commencé d'exercer le contrôle du respect de cette disposition de la Constitution à partir de 1948 en ce qui concerne les instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 31^e session en 1948. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C, R ou P lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Lorsque la ratification d'une convention a été enregistrée, la convention et la recommandation correspondante sont considérées comme ayant été soumises.

* Des informations complémentaires issues des profils par pays contenus dans la base de données NORMLEX sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.ilo.org/global/Standards>.

Afghanistan

19 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 13, 14, 41, 45, 95, 106, 137, 139, 140, 141, 142, 159

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 95, 100, 111, 141

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1987

C111 1999, 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	96, 99

Afrique du Sud

20 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1919 à 1966 et depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 19, 26, 42, 45, 63, 80, 89, 116, 155, 176

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 29, 42, 105, 138, 155, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 68, 74, 81-92, 94-96	99

Albanie

44 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre de 1920 à 1967 et depuis 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 16, 26, 52, 77, 78, 88, 95, 97, 102, 131, 135, 141, 143, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 168, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 181, 183, 185

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 77, 78, 87, 95, 98, 131, 141, 144, 173

· 8 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 11, (88), 100, 111, (122), 156, 176

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-49, 79-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; P147; R186), 85, 87-88, 90(P155), 91	78, 82(P081), 84(C179; C180; R185; R187), 86, 89, 90(R193; R194), 92, 94, 95, 96, 99

Algérie

53 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 11, 13, **14**, 17, 18, 19, 24, 32, 42, 44, 56, 63, 68, 69, 71, 73, 74, **77**, **78**, 80, 88, 89, 91, 92, **94**, **95**, **97**, 99, 101, 108, 119, **120**, 127, **135**, **142**, **147**, **150**, **155**, **167**, **181**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 23 rapports reçus: Conventions nos 6, 11, 13, 29, 32, 42, 78, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 99, 100, 111, 119, 120, 122, 144, 155, 181, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 77

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C013 1987

C127 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Allemagne

73 conventions en vigueur (sur 83 ratifiées)

Membre de 1919 à 1935 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 53, 56, 73, 88, 92, **97**, 99, **102**, 113, 114, 115, 116, 118, **120**, **121**, 125, 126, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 136, **139**, **140**, **141**, **142**, **146**, **147**, **148**, **150**, **152**, **159**, **160**, **161**, **162**, **164**, **166**, **167**, **170**, **172**, **176**, **180**, **187**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 21 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 26, 87, 98, 99, 100, 102, 111, 113, 114, 121, 122, 125, 126, 128, 130, 141, 144, 162
- 1 rapport non reçu: Convention no° 118

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002

C087 1985, 1994

C111 1988

C122 1985

Commission d'enquête en 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56, 58-72, 74-76, 77(C170; R177), 78-92, 94-96	77(C171; P089; R178), 99

Angola

32 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 10 rapports reçus: Conventions nos 6, 17, 26, 29, 45, 87, 98, 100, 105, 111
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 81, 88

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-78, 79(C173), 80-81, 82(C176; R183), 83-85, 87-90	79(R180), 82(P081), 86, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Antigua-et-Barbuda

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 17, 19, 94, 101, 108, 131, 135, 142, 150, 151, 154, 155, 158, 161

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 87, 94, 98, 100, 111, 122, 131, 138, 144, 158

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-82, 84, 87, 94	83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 96, 99

Arabie saoudite

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 30, 45, 89, 90, 106, 123, 174

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 174, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 105

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2011

C100 1994

C111 1993, 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-92, 94-96	99

Argentine

65 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 45, 50, 52, 53, 58, 68, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 95, 96, 115, 124, 135, 139, 142, 150, 151, 154, 156, 159, 169, 177, 184,

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 26, 77, 78, 79, 87, 90, 95, 96, 98, 100, 111, 115, 124, 144, 156, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C053 1995

C087 1998, 2005, 2007

C095 1996

C098 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2660, 2702, 2726, 2743, 2809, 2817, 2837, 2847, 2861, 2865, 2870, 2873, 2881, 2906

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 92, 94, 96	91, 95, 99

Arménie

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 17, 18, 26, 94, 95, 97, 131, 132, 135, 143, 150, 151, 154, 160, 173, 174, 176

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 94, 95, 131, 151, 173

· 5 rapports non reçus: Conventions nos. 98, 100, 111, 122, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-96, 99	-

Australie

49 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 7, 8, 10, 11, 12, 16, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 47, 58, 69, 73, 80, 88, 92, 99, 112, 116, 123, 131, 133, 135, 137, 142, 150, 155, 156, 158, 159, 160, 162, 166, 173, 175

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 10, 11, 87, 98, 99, 100, 111, 112, 122, 123, 131, 144, 156, 158, 173

Ile Norfolk

9 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 10, 11, 87, 98, 100, 112, 122, 131, 156

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1999, 2004

C087 2006

C098 1998, 2000, 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Autriche

44 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 42, 80, 88, **94, 95**, 99, 101, **102**, 116, **124, 128, 135, 141, 142, 160, 172, 173, 176, 183, 187**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 11, 26, 87, 94, 95, 98, 99, 100, 111, 122, 124, 141, 144, 173

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95-96	94, 99

Azerbaïdjan

55 conventions en vigueur (sur 57 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, **14**, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, **77, 78**, 79, 88, 90, 92, **95, 106**, 113, **115**, 116, 119, **120, 124, 126, 131, 133, 134, 135, 140, 142, 147, 148, 149, 151, 154, 156, 159, 160, 183, 185**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 13, 77, 78, 79, 87, 90, 95, 98, 100, 111, 113, 119, 122, 124, 126, 131, 138, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C138 2011

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173), 80-82, 85-88, 91-92	79(R180), 83, 84, 89, 90, 94, 95, 96, 99

Bahamas

31 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 17, 19, 22, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 97, 103, 117, 147, 185

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 3 rapports reçus: Conventions nos 26, 81, 94

· 12 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 87, 88, 95, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 182, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1988

C081 1988

C105 1988

C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-84, 87, 91, 94	85, 86, 88, 89, 90, 92, 95, 96, 99

Bahreïn

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 89, 155, 159

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 111, (155)

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2882

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Bangladesh

33 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 11, **14**, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, **106**, 107, 116, **118**, **149**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 59, 87, 90, 98, 100, 111, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1990, 1998

C087 1995, 1997, 1999, 2008

C098 1987, 1994, 2004, 2006

C107 1985, 1986, 1987, 1989

C111 2007

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2006

C107 1986, 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2765

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-76, 77(C171; R178), 78, 80, 84(C178; C180; P147), 85(C181), 87	77(C170; P089; R177), 79, 81, 82, 83, 84(C179; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Barbade

36 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1967

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 22, 26, 42, 50, 63, 65, 74, 86, 90, **94**, **95**, **97**, 101, **102**, 108, **115**, **118**, **128**, **135**, **147**, **172**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 6 rapports reçus: Conventions nos 11, 29, 100, 122, 138, 182

· 13 rapports non reçus: Conventions nos. 26, 81, 87, 90, 94, 95, 98, 105, 108, 111, 115, 144, 147

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Belarus

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 16, 26, 27, 32, 45, 47, 52, 77, 78, 79, 88, 90, 95, 106, 108, 115, 116, 119, 120, 124, 142, 149, 150, 151, 154, 155, 160, 167, 183

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 26, 77, 78, 79, 87, 90, 95, 98, 100, 111, 122, 124, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1997, 2001, 2002, 2003, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010

C098 2006, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2003, 2005, 2006, 2007

C098 2006

Commission d'enquête en 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Belgique

79 conventions en vigueur (sur 99 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 80, 82, 84, 85, 88, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 107, 113, 114, 115, 120, 121, 124, 125, 126, 132, 139, 140, 141, 147, 148, 149, 150, 151, 154, 155, 161, 162, 168, 171, 174, 180, 181

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 11, 12, 19, 26, 77, 87, 94, 95, 98, 99, 100, 102, 111, 113, 114, 121, 122, 124, 125, 126, 139, 141, 144, 148, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94, 95(C187; R197), 99	95(R198), 96

Belize

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, **14**, 16, 19, 22, 23, 26, 42, 55, 58, 88, 89, 92, **94, 95, 97**, 99, 101, 108, **115**, 133, 134, **135, 140**, **141, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 183**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 26, 87, 94, 95, 98, 99, 100, 111, 141, 144, 156

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 84(P147), 87-88	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Bénin

25 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, **14**, 18, 26, 41, **95, 135, 143, 147, 150, 160, 161**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 11, 26, 81, 87, 95, 98, 100, 111, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

État plurinational de Bolivie

45 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 17, 19, 20, 26, 30, 45, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 96, 102, 103, 106, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 128, 130, 131, 136, 156, 159, 160, 162, 169

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 77, 78, 81, 87, 90, 95, 96, 98, 100, 111, 122, 123, 124, 129, 131, 156

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1992

C077 2004

C081 1990, 1992

C087 1993, 1995, 1997, 1998

C107 1988

C122 1992

C129 1992

C131 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2867

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-79, 80(C174), 81(C175), 82(C176), 83(C177), 84(C178; C179; C180), 85(C181), 87, 88(C183), 89(C184), 91	80(R181), 81(R182), 82(P081; R183), 83(R184), 84(P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88(R191), 89(R192), 90, 92, 94, 95, 96, 99

Bosnie-Herzégovine

74 conventions en vigueur (sur 81 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 97, 102, 106, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 174, 175, 176, 177, 181, 183, 184, 185, 187,

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 87, 90, 98, 100, 111, 113, 114, 122, 126, 131, 144, 156, 158, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-81, 82(C176; R183), 83-89, 90(R193; R194), 91-92, 94-96	82(P081), 90(P155), 99

Botswana

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 95, 151, 173, 176

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 9 rapports reçus: Conventions nos 19, 29, 87, 100, 105, 138, 151, 176, 182
- 5 rapports non reçus: Conventions nos. 95, 98, 111, 144, 173

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72, 74-88, 90(R193; R194), 94-95	89, 90(P155), 91, 92, 96, 99

Brésil

80 conventions en vigueur (sur 96 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 12, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 42, 45, 53, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 103, 104, 106, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 151, 152, 154, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 176, 178, 185

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 21 rapports reçus: Conventions nos 6, 11, 95, 98, 100, (102), 111, 113, 122, 124, 125, 126, 131, 140, 141, 144, 155, 161, 167, 169, (185)
- 1 rapport non reçu: Convention no° 94

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1989, 1990, 1991, 1992
C029 1992, 1993, 1996, 1997
C094 1990
C098 1989, 1991, 1998
C105 1993, 1996
C107 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1993, 1996, 1999
C111 1993, 1994, 1995, 2000
C122 1988

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2739, 2792, 2858

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 51(C127; R128; R129; R130; R131), 53(R133; R134), 54-56, 58-62, 63(C148; R156; R157), 64(C151; R158; R159), 65-66, 67(C154; C155; R163; R164; R165), 68(C158; P110; R166), 69-72, 74-77, 80, 82(C176; R183), 84(C178; R185), 87, 89, 91	51(C128), 52, 53(C129; C130), 63(C149), 64(C150), 67(C156), 68(C157), 78, 79, 81, 82(P081), 83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 92, 94, 95, 96, 99

Brunéi Darussalam

2 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2007

Conventions fondamentales

138, 182

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	96, 99

Bulgarie

80 conventions en vigueur (sur 99 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 6, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 71, 73, **77, 78**, 79, 80, **94, 95, 102, 106**, 108, 113, 116, **120, 124, 127, 146, 147, 156, 163, 164, 166, 173, 177, 178, 179, 180, 181, 183**

32 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 15 rapports reçus: Conventions nos 13, 29, 45, 55, 62, 81, 87, (102), 105, 120, (122), 127, 138, 181, 182

· 17 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 11, 26, 77, 78, 79, 94, 95, 98, 100, 111, 113, 124, 144, 156, 173, (177)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

C111 1990

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Burkina Faso

38 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 95, 97, 116, 131, 132, 135, 141, 142, 143, 150, 159, 161, 170, 173, 184

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 6, 11, 13, 29, 81, 87, 95, 98, 100, 105, 111, (122), 129, 131, 135, 138, 141, (142), 144, 159, 161, 170, 173, 182, (184)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986, 1991

C098 1986

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Burundi

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 42, 50, 52, 62, 64, 89, 90, 94, 101, 135

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 11, 14, 26, 29, 52, 62, 81, 87, 89, 90, 94, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005

C182 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96, 99

Cambodge

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 13, 150

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 6, 13, 98, 100, 111, 122, 138, 150, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2007, 2010, 2011

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2318, 2655

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-54, 56, 58(C138; R146), 64(C150; R158), 87	55, 58(C137; R145), 59, 60, 61, 62, 63, 64(C151; R159), 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Cameroun

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 19, 26, 33, 45, 50, 64, 65, 77, 78, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 106, 108, 116, 123, 131, 132, 135, 143, 146, 158, 162

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 10, 11, 29, 33, 77, 78, 87, 90, 94, 95, 98, 100, 111, 122, 123, 131, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990

C078 1995

C087 1986, 1994, 1996, 1998, 1999, 2000, 2003

C098 1994

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1999, 2000, 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2808, 2812

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Canada

31 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 7, 8, 14, 15, 16, 22, 26, 27, 32, 58, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 108, 116, 147, 160, 162, 187

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 87, 88, 100, 111, 122, 162

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1987, 1999, 2004, 2010

C122 1985, 1992

C162 2011

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2704, 2821, 2848, 2857, 2886, 2894

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Cap-Vert

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 19, 118, 155

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 155

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-92, 94-96, 99	-

République centrafricaine

43 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 62, 67, 88, 94, 95, 99, 101, 104, 116, 117, 118, 119, 120, 131, 142, 150, 155, 158, 169

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 11, 13, 29, 62, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 100, 105, 111, 119, 120, 122, 131, 138, 142, 144, 155, 158, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1989, 1990

C041 1991

C052 1991, 1992

C081 1990

C087 1985, 1986, 1987, 1988, 1989

C095 2006

C098 1986

C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990

C118 1991, 1992, 1993

C119 1989, 1991, 1993

C138 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1988, 1989

C138 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Chili

51 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 63, 80, 103, 115, 121, 127, 131, 135, 136, 140, 151, 156, 159, 161, 162, 169, 187

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 11, 87, 98, 100, 111, 122, 131, 144, 156

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985, 1987

C003 1989

C020 1988

C030 1985, 1987

C035 1987, 1992, 1993, 1995, 2001, 2009

C036 1987

C037 1987

C038 1987

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1992

C122 1985, 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2814, 2863, 2884, 2885, 2904, 2912

Commission d'enquête en 1974

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-82, 87, 95(C187; R197)	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95(R198), 96, 99

Chine

22 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 45, 80, 150, 155, 159, 167, 170

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 26, 100, 111, 122, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1994

C122 2009

C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Région administrative spéciale de Hong-kong

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 11, 12, **14**, 16, 17, 19, 22, 23, 32, 42, 50, 64, 65, 74, 90, 92, **97**, 101, 108, **115, 124**, 133, **141, 142, 147, 148, 150, 151, 160**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 87, 90, 98, 122, 124, 141, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Région administrative spéciale de Macao

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, **14**, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 68, 69, 73, 74, 88, 92, **106**, 108, **115, 120, 148, 150, 155, 167**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 26, 87, 98, 100, 111, 122, 144

Chypre

52 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 16, 19, 23, 44, 45, 88, 90, 92, **94, 95, 97, 102, 106**, 114, 116, 119, **121, 123, 124, 128, 135, 141, 142, 143, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 158, 159, 160, 162, 171, 172, 175, 183, 187**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 19, 45, 87, 90, 94, 95, 98, 100, 102, 111, 114, 121, 122, 123, 124, 128, 141, 144, 158, 182, (187)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990

C151 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-90, 92	91, 94, 95, 96, 99

Colombie

54 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 52, 80, 88, 95, 99, 101, 104, 106, 116, 136, 151, 154, 159, 160, 161, 162, 167, 169, 170, 174

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 6, 11, 26, 81, 87, 88, 95, 98, 99, 100, 111, 144, 159, 161, 162, 170

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985, 1988, 1990

C009 1985

C017 1985, 1992

C022 1985

C087 1985, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1995, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2008, 2009

C098 1991, 1992, 1994, 1996

C111 1985

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1989, 1990, 2001

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2761, 2796, 2801, 2822, 2823, 2824, 2830, 2835, 2845, 2846, 2849, 2852, 2853, 2877, 2880, 2895

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74, 75(C167; R175; R176), 76-78, 79(R180), 80, 81(C175), 87, 88(C183), 89(C184)	75(C168), 79(C173), 81(R182), 82, 83, 84, 85, 86, 88(R191), 89(R192), 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Comores

29 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 52, 77, 78, 89, 95, 99, 101, 106

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 5 rapports reçus: Conventions nos 26, 78, 95, 111, 122

· 17 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 11, 12, 13, 14, 29, 77, 81, 87, 89, 98, 99, 100, 105, 106, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Congo

21 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 13, 14, 26, 89, 95, 119, 149, 150, 152

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 15 rapports reçus: Conventions nos 6, 14, 26, 29, 81, 87, 89, 95, 98, 100, 111, 138, 144, 149, 150
- 6 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 13, 105, 119, 152, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53, 54(C131; C132), 55(C133; C134), 56, 58(C138; R146), 59, 60(C142; R150), 61, 63(C148; C149; R157), 64-66, 67(C154; C155; C156), 68(C158), 71(C160; C161), 75(C167; C168), 76, 87	54(R135; R136), 55(R137; R138; R139; R140; R141; R142), 58(C137; R145), 60(C141; C143; R149; R151), 62, 63(R156), 67(R163; R164; R165), 68(C157; P110; R166), 69, 70, 71(R170; R171), 72, 74, 75(R175; R176), 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

République de Corée

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 19, 26, 47, 53, 73, 88, 115, 131, 135, 139, 142, 150, 155, 156, 159, 160, 162, 170, 185, 187

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 81, 138, 156, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2004

C111 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2602, 2620, 2829

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96, 99	-

Costa Rica

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre de 1920 à 1927 et depuis 1944

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, **14**, 16, 26, 45, 88, 89, 90, 92, **94**, **95**, 96, 99, 101, **102**, **106**, 113, 114, 117, **120**, 127, **130**, **131**, 134, **135**, 137, **141**, **145**, **147**, **148**, **150**, **159**, **160**, **169**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 81, 87, 90, 94, 95, 98, 100, 111, 113, 114, 122, 129, 131, 141, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1993, 1997

C098 1999, 2001, 2002, 2004, 2006, 2009, 2010

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2778

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 13, **14**, 18, 19, 26, 41, 45, 52, **95**, 96, 99, **110**, 116, 133, **135**, 136, **159**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 26, 87, 95, 98, 99, 100, 111, 144

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 11, 133

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002

C052 1992

C087 1995

C135 1995, 1998

C136 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Croatie

57 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 90, 91, 92, 102, 103, 106, 113, 116, 119, 121, 132, 135, 136, 139, 147, 148, 155, 156, 159, 161, 162, 179, 185

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 1 rapport reçu: Convention no 98
- 11 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 87, 90, 100, 105, 111, 113, 119, 122, 148, 156

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1995

C102 1998

C162 2003, 2006, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85, 87, 94	86, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 96, 99

Cuba

74 conventions en vigueur (sur 89 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 45, 52, 53, 63, 67, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 104, 106, 107, 108, 110, 113, 116, 120, 131, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 145, 148, 150, 151, 152, 155, 159, 183, 187

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 94, 95, 98, 100, 111, 113, 122, 131, 141

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1993

C087 1991, 1992, 1993, 2003

C111 1991, 1992, 1994, 1995, 1996

C122 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Danemark

63 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, 14, 16, 18, 19, 21, 27, 42, 52, 53, 73, 80, 88, 92, 94, 102, 106, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 126, 130, 133, 134, 135, 139, 141, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 159, 160, 162, 163, 167, 169, 180, 187

29 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 19 rapports reçus: Conventions nos 6, 19, 29, 87, 88, 94, 98, 115, 122, 138, 139, 144, 148, 155, 159, 162, 169, 182, (187)
- 10 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 42, 100, 102, 111, 118, 126, 130, 141

Groenland

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 5, 6, 11, 87, 122, 126

6 rapports demandés

Iles Féroé

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 5, 6, 11, 87, 98, 126

6 rapports demandés

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986

C098 1985, 1986, 1989

C151 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Djibouti

58 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 35, 36, 37, 38, 43, 44, 49, 52, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 77, 78, 88, 89, 91, 94, 95, 96, 99, 101, 106, 108, 115, 120, 124, 125, 126

43 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 9, 11, 13, 16, 19, 22, 23, 26, 29, 38, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 77, 78, 81, 87, 88, 94, 95, 96, 98, 99, 100, 101, 105, 106, 108, 111, 115, 120, 122, 124, 125, 126, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2006

C087 1999, 2000, 2001, 2007

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2753

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-65, 67, 71-72, 83, 87	66, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

République dominicaine

32 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1924

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 19, 26, 45, 52, 77, 79, 80, 88, 90, 95, 104, 106, 107, 119, 150, 159, 167, 170, 171, 172

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 11 rapports reçus: Conventions nos 29, 77, 79, 87, 90, 98, 100, 111, 122, 144, 167
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 26, 95

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C010 1991
C081 1990
C087 1989, 1991
C095 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991
C098 1987, 1988, 1989, 1991
C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992
C111 2004, 2008

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C095 1987, 1988, 1989
C098 1987, 1988
C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2786, 2819

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95, 99	96

Dominique

26 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 26, 94, 95, 97, 108, 135, 147, 150, 169

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 15 rapports reçus: Conventions nos 11, 16, 19, 26, 29, 81, 87, 95, 100, 105, 111, 138, 144, (147), 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-79, 87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Egypte

63 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées)

Membre depuis 1936

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 9, 11, **14**, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 89, 92, **94, 95**, 96, 101, 104, **106**, 107, **115**, 116, **118, 131**, 134, **135**, 137, **139, 142, 145, 147, 148, 149, 150, 152, 159, 166**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 87, 94, 95, 96, 98, 100, 111, 131, 144, 148

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2008, 2010

C098 1985

C111 1991, 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

El Salvador

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

12, **77, 78, 88, 99, 104, 107, 131, 135, 141, 142, 150, 151, 155, 156, 159, 160**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 77, 78, 87, 98, 99, 100, 111, 122, 131, 141, 144, 156

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990

C111 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2851, 2871, 2878, 2879, 2893, 2896, 2897, 2903, 2908, 2909

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-61, 63(C149), 64, 67(C155; C156; R164; R165), 69(C159; R168), 71-72, 74-81, 87, 90(P155)	62, 63(C148; R156; R157), 65, 66, 67(C154; R163), 68, 69(R167), 70, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90(R193; R194), 91, 92, 94, 95, 96, 99

Emirats arabes unis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 89

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2003

C138 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92, 95-96	94, 99

Equateur

55 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 24, 26, 45, **77**, **78**, 86, 88, **95**, **97**, 101, **102**, 103, 104, **106**, **110**, 112, 113, 114, **115**, 116, 117, **118**, 119, **120**, **121**, 123, **124**, 127, **128**, **130**, **131**, 136, **139**, **141**, **142**, **148**, **149**, **152**, 153, **159**, **162**, **169**

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 22 rapports reçus: Conventions nos 11, 77, 78, 87, 95, 98, 100, 111, 112, 113, 114, 115, 119, 122, 124, 131, 136, 139, 141, 144, 148, 162

· 1 rapport non reçu: Convention no° 123

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C077 1985, 2005

C078 1985, 2005

C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1992, 1993, 1998

C098 1985, 1987, 1999

C103 1985, 1986, 1991

C105 1987, 1988, 1989, 1993

C153 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1987, 1988, 1989

C098 1987

C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2684

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88, 90(P155), 91-92, 94-95	89, 90(R193; R194), 96, 99

Erythrée

7 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 87, 98, 100, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-95	96, 99

Espagne

107 conventions en vigueur (sur 133 ratifiées)

Membre de 1919 à 1941 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 44, 53, 55, 62, 68, 69, 73, 74, **77**, **78**, 79, 80, 88, 90, 92, **94**, **95**, **97**, 99, 101, **102**, 103, **106**, 113, 114, **115**, 116, 117, 119, **120**, 123, **124**, 126, 127, **131**, 132, 134, **135**, 136, 137, **140**, **141**, **142**, **145**, **146**, **147**, **148**, **150**, **151**, **152**, 153, **154**, **155**, **156**, **157**, 158, **159**, **160**, **162**, **163**, **164**, **165**, **166**, **169**, **172**, **173**, **176**, **180**, **181**, **185**, **187**

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 22 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 24, 25, 29, 42, 44, 81, 102, 105, 113, 114, 126, 129, 138, 141, 156, 157, 158, 182, (187)

· 1 rapport non reçu: Convention no° 19

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992

C097 2001

C122 1985, 1988, 1995

C136 1992

C155 2007

C158 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-87, 89, 90(R193; R194), 91-92, 94-95, 99	88, 90(P155), 96

Estonie

32 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 23, 27, 41, 53, 108, 135, 147, 174

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 11, 87, 98, 100, 111, 122, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96, 99	-

Etats-Unis

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre de 1934 à 1977 et depuis 1980

Conventions fondamentales

105, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

53, 55, 58, 74, 80, 147, 150, 160, 176

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 105, 182

Guam

1 rapport demandé

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 144

Iles Mariannes du Nord

1 rapport demandé

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 147

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 2002

C144 2005, 2007

C182 2006

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-60, 66-72, 74-92, 94-96	99

Ethiopie

21 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 80, 88, 106, 116, 155, 156, 158, 159, 181

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 14 rapports reçus: Conventions nos 2, 29, 87, 88, 98, 100, 105, 111, 138, 155, 158, 159, 181, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 156

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1992, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2007, 2009

C098 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2516

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89	88(R191), 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Ex-République yougoslave de Macédoine

69 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 24, 25, 29, 81, 102, 105, 113, 114, 121, 126, 129, 138, 156, 158, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Fidji

30 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1974

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 108, **149, 155, 159, 169, 172, 178, 184**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 16 rapports reçus: Conventions nos 8, 11, 26, 29, 45, (81), 87, 98, 100, 105, 144, (149), 159, 169, (178), 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1996, 2002

C111 2011

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2723

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72, 74-82, 84(C178; R185), 87, 89	83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Finlande

82 conventions en vigueur (sur 98 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 27, 47, 53, 73, 80, 88, 92, **94**, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, **121**, **124**, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 136, 137, **139**, **140**, **141**, **142**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, 158, **159**, **160**, **161**, **162**, **163**, **164**, **167**, **168**, **173**, **175**, **176**, **177**, **178**, **179**, **180**, **181**, **184**, **187**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 87, 94, 98, 100, 111, 122, 124, 141, 144, 156, 158, 173

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

France

101 conventions en vigueur (sur 123 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 42, 43, 44, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 82, 84, 85, 88, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 152, 156, 158, 159, 163, 164, 166, 178, 179, 180, 185

57 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 52 rapports reçus: Conventions nos 8, 11, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 24, 35, 36, 42, 53, 55, 56, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 87, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 100, 102, 118, 122, 124, 131, 133, 134, 141, 144, 145, 146, 147, 156, 158, 163, 164, 166, 178, 179, 180, (185)

· 5 rapports non reçus: Conventions nos. 111, 113, 114, 125, 126

Nouvelle-Calédonie

21 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 5, 6, 10, 11, 33, 77, 78, 87, 94, 95, 98, 100, 111, 122, 123, 124, 125, 126, 131, 141, 144

Polynésie française

22 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 5, 6, 10, 11, 33, 77, 78, 87, 94, 95, 98, 100, 111, 115, 122, 123, 124, 125, 126, 131, 141, 144

Terres australes et antarctiques françaises

20 rapports demandés

· 18 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 108, 133, 134, 146, 147

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 98, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985
C118 1997

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale
Cas n° 2749

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Gabon

34 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 101, 106, 123, 124, 135, 150, 151, 154, 158

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 11, 26, 81, 87, 95, 98, 99, 100, 111, (122), 123, 124, 144, (151), 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985
C087 1991
C182 2007

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale
Cas n° 2914

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 75-81, 82(C176), 83(C177), 84(C179), 85(C181), 87, 89(C184), 91, 94	74, 82(P081; R183), 83(R184), 84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89(R192), 90, 92, 95, 96, 99

Gambie

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82-92, 94-96	99

Géorgie

16 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

52, 88, 117, 142, 151, 163, 181

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 122

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C098 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
85, 86-87	80, 81, 82, 83, 84, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Ghana

47 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, **14**, 16, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 50, 64, 65, 69, 74, 88, 89, 90, 92, **94**, 96, 103, **106**, 107, 108, **115**, 116, 117, 119, **120**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **184**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, 26, 59, 74, 81, 87, 90, 92, 94, 98, 100, 105, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1989

C030 1989

C087 1991

C111 1986

C119 1990

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-79, 83, 84(C178; C179; C180; P147; R187), 85-89, 95(C187), 96(C188)	80, 81, 82, 84(R185; R186), 90, 91, 92, 94, 95(R197; R198), 96(R199), 99

Grèce

63 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, **14**, 16, 17, 19, 23, 27, 42, 45, 52, 55, 62, 68, 69, 71, 73, **77**, **78**, 80, 88, 90, 92, **95**, **102**, 103, **106**, 108, **115**, **124**, 126, 133, 134, **135**, 136, **141**, **142**, **147**, **149**, **150**, **151**, **154**, **156**, **159**, **160**, **180**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 5 rapports reçus: Conventions nos 13, 88, 136, 159, 182

· 21 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 17, 19, 42, 77, 78, 87, 90, 95, 98, 100, 102, 111, 122, 124, 126, 141, 144, 150, 154, 156

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989

C087 1985, 1987, 1989, 1995

C090 1985

C098 1989, 1991, 2011

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2820

Commission d'enquête en 1968

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Grenade

26 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 99, 108

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, 16, 26, 29, 81, 87, 94, 95, 98, 99, 100, 105, 108, 111, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92, 94-95	96, 99

Guatemala

68 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 13, 14, 16, 19, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 77, 78, 79, 80, 86, 88, 89, 90, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 103, 104, 106, 108, 110, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 131, 141, 148, 149, 154, 156, 159, 160, 161, 162, 163, 167, 169

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 59, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 94, 95, 98, 100, 103, 111, 112, 113, 114, 117, 122, 124, 129, 131, 141, 144, 156

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1993, 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2009, 2010, 2011

C098 1985, 1986, 2003, 2006, 2007

C105 1986, 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985, 2011

C098 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2203, 2445, 2609, 2673, 2708, 2709, 2768, 2811, 2840, 2859, 2869, 2872

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Guinée

50 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1959

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 26, 45, 62, 89, 90, 94, 95, 99, 113, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159

48 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 3, 11, 13, 14, 16, 26, 29, 45, 62, 81, 87, 89, 90, 94, 95, 98, 99, 100, 105, 111, 113, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 132, 133, 134, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1985

C111 1985

C139 1989, 1991

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2913

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56, 58-72, 74-83, 87	84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Guinée-Bissau

31 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

29 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 27 rapports reçus: Conventions nos 1, 6, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 29, 45, 68, 69, 73, 74, 81, 88, 89, 91, 92, 98, 100, 105, 106, 107, 108, 111

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. (138), (182)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-88, 94	89, 90, 91, 92, 95, 96, 99

Guinée équatoriale

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 30, 68, 92, 103

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, (68), 87, (92), 98, 100, 103, 105, 111, 138, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C087 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72, 74-79, 84, 87	80, 81, 82, 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Guyana

41 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 12, 19, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 108, 115, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 149, 150, 151, 166, 172, 175

36 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 2, 11, 12, 19, 29, 42, 45, 81, 87, 94, 95, 97, 98, 100, 105, 108, 111, 115, 129, 131, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 144, 149, 150, 151, 166, 172, 175, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C042 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-92, 94-95	96, 99

Haiti

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 12, 14, 17, 19, 24, 25, 30, 42, 45, 77, 78, 90, 106, 107

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 45, 77, 78, 81, (138)

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 90, 98, 100, 105, 111, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990

C087 1988, 1989

C098 1989

C105 1985, 1986, 1987, 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C105 1985

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-66, 67(C156; R165), 69-72, 74, 75(C167), 87	67(C154; C155; R163; R164), 68, 75(C168; R175; R176), 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Honduras

22 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1955

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 27, 32, 42, 45, 62, 78, 95, 106, 108, 116, 169

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 78, 81, 87, 95, 98, 100, 111, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1992

C122 1997, 2011

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2875, 2899

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92	94, 95, 96, 99

Hongrie

57 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 1922

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 24, 26, 27, 42, 77, 78, 88, 95, 99, 115, 124, 127, 132, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 151, 154, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 175, 181, 183, 185

32 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 18 rapports reçus: Conventions nos 13, 81, 88, 105, 115, 127, 129, 136, 138, 139, 148, 155, 159, 161, 167, 181, 182, (185)

· 14 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 26, 77, 78, 87, 95, 98, 99, 100, 111, 122, 124, 141, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C122 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Iles Marshall

1 convention en vigueur (sur 2 ratifiée)

Membre depuis 2007

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

185

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	96, 99

Iles Salomon

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1984

Conventions fondamentales

29

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 42, 45, 94, 95, 108

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 13 rapports reçus: Conventions nos 8, 11, 12, 14, 16, 26, 29, 42, 45, 81, 94, 95, 108

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 84

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74	70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Inde

41 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 5, 6, 11, **14**, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 32, 42, 45, 80, 88, 89, 90, 107, 108, **115**, 116, **118**, 123, 127, 136, **141**, **142**, **147**, **160**, **174**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 5, 11, 26, 90, 100, 111, 122, 123, 141, (142), 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2000, 2001, 2003, 2008

C100 1988, 1991, 2010

C107 1986, 1988, 1990, 1991, 1993, 1997

C111 2007

C141 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Indonésie

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1950

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

19, 27, 45, 69, 88, **106**, **120**, **185**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004

C098 1986, 1991, 1993, 1994, 1995, 1997, 1998

C105 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

République islamique d'Iran

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 95, 104, 106, 108, 142

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 95, 100, 108, 111, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C095 2005, 2007

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1990, 1993, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2003, 2006, 2008, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1985, 1996, 1997, 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2508, 2807

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(R193; R194), 91-92, 94-96	90(P155), 99

Iraq

59 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 77, 78, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 106, 107, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 131, 132, 135, 136, 137, 139, 140, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 167, 172

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 94, 95, 98, 100, 111, 122, 131, 144, 167

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 77, 78, 135

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1989, 1990, 1992

C098 2008

C105 1989, 1991, 1992

C111 1993

C118 1993, 1994

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2740

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Irlande

58 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 11, 12, **14**, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 44, 49, 53, 62, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 92, 96, 99, **102**, 108, 116, **118**, **121**, **124**, 132, **139**, **142**, **147**, **155**, **159**, **160**, **172**, **176**, **177**, **178**, **179**, **180**

36 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 6, 11, 12, 14, 19, 26, 27, 29, 62, 81, 87, 88, 96, 98, 99, 100, 102, 105, 111, 118, 121, 122, 124, 132, 138, 139, 142, 144, 155, 159, 160, 176, 177, 179, 180, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C023 1985, 1991

C100 1985

C105 1985, 1991

C122 1985

C144 1985

C159 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2780

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Islande

22 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 91, **102**, 108, **139**, **147**, **155**, **156**, **159**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, (81), 87, 98, 100, 111, 122, (129), 144, 156

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Israël

45 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1949

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 9, 14, 19, 20, 30, 48, 52, 53, 77, 78, 79, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 101, 102, 106, 116, 117, 118, 133, 134, 136, 141, 142, 147, 150, 160

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 77, 78, 79, 87, 90, 94, 95, 98, 100, 111, 122, 141

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C097 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Italie

91 conventions en vigueur (sur 111 ratifiées)

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 48, 53, 55, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 106, 108, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 159, 160, 164, 167, 170, 175, 181, 183

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 26, 42, 77, 78, 79, 87, 90, 94, 95, 98, 99, 100, 102, 111, 114, 118, 122, 124, 139, 141, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1988

C122 1991, 2007

C143 2009

C147 1995

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Jamaïque

26 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, **94, 97**, 117, **149, 150, 152**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 9 rapports reçus: Conventions nos 11, 26, 29, 87, 98, 100, 111, 122, 144
- 1 rapport non reçu: Convention no° 94

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1990, 1993

C087 1985, 1987

C098 1987

C100 1987, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95, 96, 99

Japon

41 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre de 1919 à 1940 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 45, 50, 69, 73, 80, 88, **102, 115**, 116, 119, **120, 121, 131**, 134, **139, 142**, **147, 156, 159, 162, 181, 187**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 81, 87, 98, 100, 122, 131, 144, 156, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989, 1993, 1995, 2001, 2008

C098 1985, 1987, 2002

C100 1993, 1994, 2007

C156 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2177, 2183, 2844

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Jordanie

23 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

106, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 135, 142, 147, 150, 159, 185

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 98, 100, 111, 122, 124, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1985, 1990

C119 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95, 96, 99

Kazakhstan

19 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

88, 135, 148, 155, 162, 167, 185

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 98, 105, 111, 129, 138, 144, 182

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 122, (167), (185)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82(C176; R183), 87, 91	80, 81, 82(P081), 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 99

Kenya

43 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 12, **14**, 16, 17, 19, 26, 27, 32, 45, 50, 63, 64, 65, 86, 88, 89, **94**, **97**, 99, **118**, **131**, 132, 134, **135**, 137, **140**, **141**, **142**, **143**, **146**, **149**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 16, 27, 94, 118, 138, 141

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 17, 19, 29, 81, 105, 129, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1990, 1991, 1994

C138 2001, 2003, 2006

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Kirghizistan

53 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, **14**, 16, 17, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, **77**, **78**, 79, 90, 92, **95**, **97**, 103, **106**, 108, 113, **115**, 116, 119, **120**, **124**, 126, **131**, 133, 134, **142**, **147**, **148**, **149**, **150**, **154**, **157**, **159**, **160**, **184**

42 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, 16, (17), 23, 29, 69, 73, 77, 78, 79, 81, 87, 92, 95, (97), 98, 100, 105, 108, (111), 113, 115, 119, 120, 122, 124, 126, (131), 133, 134, 138, (144), 147, 148, 149, 150, 154, (157), 159, 160, 182, (184)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87, 89	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Kiribati

8 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Convention du travail maritime

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 87, 98, (100), 105, (111), (138), (182)

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2794

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
94	88, 89, 90, 91, 92, 95, 96, 99

Koweït

19 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 30, 52, 89, **106**, 116, 117, 119, 136, **159**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1992, 1995, 1996, 2000

C106 1992

C111 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-76, 78-79, 80(C174), 81-85, 87-88, 90-91	77, 80(R181), 86, 89, 92, 94, 95, 96, 99

République démocratique populaire lao

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 13

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 4, 6, 29, (100), (111), 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83-92, 94-96, 99	82(P081)

Lesotho

22 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1966 à 1971 et depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 19, 26, 45, 64, 65, 135, 150, 155, 158, 167

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 7 rapports reçus: Conventions nos 19, 29, 81, 105, 138, 158, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 11

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-53, 66-72, 74-92, 94-96	99

Lettonie

46 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 24, 106, 108, 115, 119, 120, 131, 132, 133, 135, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 154, 155, 158, 160, 173, 180, 183

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 18, 19, 24, 29, 81, 105, 129, 138, 158, 182, (183)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96	99

Liban

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, 14, 17, 19, 26, 30, 45, 52, 58, 59, 71, 73, 74, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 106, 115, 120, 127, 131, 133, 136, 139, 142, 147, 148, 150, 152, 159, 170, 172, 174, 176

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 17, 19, 29, 81, 105, 122, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Libéria

23 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

22, 23, 53, 55, 58, 65, 92, 104, 108, 112, 113, 114, 133, 147, 150

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 1 rapport reçu: Convention no 144

· 13 rapports non reçus: Conventions nos. 23, 29, 81, 87, 98, 105, 108, 111, 112, 113, 114, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C055 1988, 1990

C087 1985, 1987, 1990

C098 1990

Commission d'enquête en 1962

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-76, 77(C170; C171; R177; R178), 78-81, 82(C176; R183), 83-87, 91, 94	77(P089), 82(P081), 88, 89, 90, 92, 95, 96, 99

Libye

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1952

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 14, 26, 52, 53, 88, 89, 95, 96, 102, 103, 104, 118, 121, 128, 130, 131

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 53, 81, 88, 102, 105, 118, 121, 122, 128, 130, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985

C029 1992

C081 1988, 1991, 1992

C095 1996, 2006

C105 1987, 1990, 1991, 1992

C118 1992, 1999, 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C118 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Lituanie

40 conventions en vigueur (sur 41 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 11, 14, 19, 24, 27, 47, 73, 79, 80, 88, 90, 108, 116, 127, 131, 135, 142, 147, 149, 154, 156, 159, 160, 171, 173, 181, 183,

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 19, 24, 29, 81, 105, 138, 156, 160, 182

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2907

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96	99

Luxembourg

85 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 92, 96, 102, 115, 116, 119, 120, 121, 127, 130, 132, 133, 135, 136, 139, 142, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 155, 158, 159, 161, 162, 166, 167, 170, 171, 172, 174, 175, 176, 178, 180, 183, 184, 185

42 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 25 rapports reçus: Conventions nos 8, 11, 12, 13, 19, 29, 55, 56, 81, 87, 88, 102, 105, 108, 121, 130, 138, 146, (149), 150, 155, 158, (171), 182, (183)

· 17 rapports non reçus: Conventions nos. 9, 16, 22, 23, 53, 68, 69, 73, 74, 92, 111, 129, 133, 147, 166, 178, 180

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Madagascar

36 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 88, 89, 95, 97, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 159, 171, 173, 185

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 9 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 81, 105, 118, 129, 138, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 29

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986

C127 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-89, 91	90, 92, 94, 95, 96, 99

Malaisie

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

50, 64, 65, 88, 95, 119, 123

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 3 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 138
- 1 rapport non reçu: Convention no° 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1991, 1992

C012 1991, 1992

C019 1996, 1998

C097 1996, 1997, 1998

C098 1985, 1992, 1994, 1999

C105 1990

C138 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2850

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56, 58-72, 74-92, 94	95, 96, 99

Malaisie péninsulaire

5 conventions ratifiées et en vigueur

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 45

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C019 2011

C105 1986

Sabah

4 conventions en vigueur (sur 5 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 86, 94, 97

Sarawak

7 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 16, 19, 86, 94

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 19

Malawi

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 97, 99, 104, 107, 149, 150, 158, 159

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 15 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 129, 138, 144, 150, 158, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 159

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C081 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

République des Maldives

Aucune ratification

Membre depuis 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	99

Mali

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, **14**, 17, 18, 19, 26, 41, 52, **95, 135, 141, 150, 151, 159, 183**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 5 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 138, 141, 182
- 5 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 17, 18, 19, 105

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 87-89, 90(R193; R194), 91	84(P147), 86, 90(P155), 92, 94, 95, 96, 99

Malte

54 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 19, 21, 22, 26, 32, 35, 36, 42, 43, 49, 53, 62, 73, 74, **77, 78**, 88, **95**, 96, 99, **106**, 108, 117, 119, **124**, 127, **131**, 132, **135**, 136, **141, 147, 148, 149, 159, 180**

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 13 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 53, 73, 74, 87, 98, 100, 108, 111, 147, 180
- 12 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 19, 29, 42, 81, 105, 129, 138, 141, 148, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**
C087 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-92, 94-95	96, 99

Maroc

52 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 4, 11, 12, 13, **14**, 17, 18, 19, 22, 26, 27, 30, 41, 42, 45, 52, 55, 65, 80, **94**, 99, 101, 104, **106**, 108, 116, 119, **135**, 136, **145**, **146**, **147**, **150**, **154**, 158, **162**, **178**, **179**, **180**, **181**, **183**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 29, 42, 81, 105, 129, 138, (150), (154), 158, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1992

C029 1992

C052 1989

C098 1987, 1988, 1994, 1997, 1998

C105 1992

C136 1988, 1993

C182 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C098 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Maurice

36 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, **14**, 16, 17, 19, 26, 32, 42, 74, 86, 88, **94**, **95**, **97**, 99, 108, 137, **150**, **154**, **156**, **159**, **160**, **175**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 29, 42, 81, 105, 138, 156, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987

C026 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2887, 2901

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Mauritanie

39 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 11, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 33, 52, 53, 58, 62, 89, 90, 91, 94, 95, 96, 101, 102, 112, 114, 116, 118

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 11 rapports reçus: Conventions nos 11, 17, 18, 19, 29, 81, 102, 105, 118, 138, 182

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 112, 114, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1990, 2002, 2003, 2005, 2010

C081 1986, 2000

C087 1986, 1987, 1993

C095 1995

C100 2009

C111 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-80, 81(C175), 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-91	81(R182), 82(P081), 84(P147), 92, 94, 95, 96, 99

Mexique

67 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1931

Conventions fondamentales

29, 87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 26, 27, 30, 42, 43, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 102, 106, 108, 110, 112, 115, 116, 118, 120, 123, 124, 131, 134, 135, 140, 141, 142, 150, 152, 153, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 166, 167, 169, 170, 172, 173

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 29, 42, 102, 105, 112, 118, 141, 155, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995
C102 1999
C111 2006
C155 1996, 2010, 2011
C169 1995, 2000
C182 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2694, 2828

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(P155; R194), 91, 94	90(R193), 92, 95, 96, 99

République de Moldova

39 conventions en vigueur (sur 41 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 47, 88, 92, 95, 97, 99, 117, 119, 127, 131, 132, 133, 135, 141, 142, 150, 151, 152, 154, 155, 158, 181, 183, 184, 185, 187

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 29, 81, 105, 129, 138, 141, 158, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91, 95(C187; R197)	92, 94, 95(R198), 96, 99

Mongolie

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1968

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

103, 123, 135, 155, 159

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 1 rapport reçu: Convention no 155
- 6 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 105, 111, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83-92, 94-96, 99	82(P081)

Monténégro

68 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2006

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 17 rapports reçus: Conventions nos 11, 17, 18, 19, 24, 25, 29, 81, 102, 105, 113, 121, 129, 138, 156, 158, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 114, 126

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2752

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
96, 99	-

Mozambique

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 14, 17, 18, 30, 88

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 17, 18, 29, 81, 105, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Myanmar

19 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 42, 52, 63

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 11, 17, 19, 29, 42, 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1995, 1996, 1999, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011

C052 1987

C087 1987, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1995, 1996, 1999

C087 1993, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Commission d'enquête en 1996

Sessions spéciales de la Commission de la Conférence

C029 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Namibie

11 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

150, 158

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 144, 158, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
78-92, 94-96	99

Népal

11 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 131, 169

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1997

C144 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-92, 94-95	96, 99

Nicaragua

55 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 45, 63, 77, 78, 88, 95, 110, 115, 117, 119, 127, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 146, 169

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 18, 19, 24, 25, 29, 88, 105, 136, 138, 139, 141, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989

C098 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2916

Commission d'enquête en 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Niger

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 65, 95, 102, 104, 116, 117, 119, 131, 135, 142, 148, 154, 155, 156, 158, 161, 187

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 18, 29, 81, 98, 102, 105, 138, (155), 156, 158, (161), 182, (187)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87-88, 95(C187; R197)	83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95(R198), 96, 99

Nigéria

35 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 19, 26, 32, 45, 50, 64, 65, 88, 94, 95, 97, 104, 116, 123, 133, 134, 137, 155, 159, 178, 179, 185

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 11, 16, 19, 29, 32, 45, 81, 87, 88, 94, 97, 98, 100, 105, 111, 123, 133, 134, 138, 144, 155, 178, 179, 182, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2009

C087 1986, 1991, 1995, 1996, 1997, 2011

C105 1990

C134 1989

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1995, 1996, 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96, 99

Norvège

90 conventions en vigueur (sur 107 ratifiées)

Member depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 43, 47, 49, 50, 53, 56, 68, 69, 71, 73, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 97, 102, 108, 113, 115, 116, 118, 119, 120, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 164, 167, 168, 169, 170, 176, 178, 179, 180

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 17 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 29, 42, 81, 102, 105, 113, 118, 126, 128, 130, 138, 141, 156, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 129, 168

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Nouvelle-Zélande

51 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 26, 32, 42, 44, 47, 50, 52, 53, 58, 59, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 84, 88, 92, 97, 99, 101, 104, 116, 133, 134, 145, 155, 160

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 29, 42, 81, 84, 105, 182

Tokélaou

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105

2 rapports demandés

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1997

C026 1998

C081 1996

C088 1985

C100 1994

C122 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Oman

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 105, 138, 182

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-91	92, 94, 95, 96, 99

Ouganda

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, **94, 95**, 123, **124, 143, 154**, 158, **159, 162**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos 11, 26, 81, 122, 138, 159, 162

· 19 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 29, 45, 87, 94, 95, 98, 100, 105, 111, 123, 124, 143, 144, 154, 158, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2006

C081 1989, 1990, 2001, 2003, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Ouzbékistan

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

47, 52, 103, **135, 154**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, (138), 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2010, 2011

*Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le
rapport de la Commission de la Conférence*

C182 2011

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Pakistan

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 11, **14**, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, **106**, 107, 116, **118**, **159**, **185**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 8 rapports reçus: Conventions nos 16, 22, 96, 98, 100, 111, 159, (185)
- 10 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 18, 19, 29, 81, 87, 105, 118, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

- C022** 1992
- C029** 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1996, 1997, 1999
- C087** 1985, 1987, 1988, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2001, 2009, 2011
- C096** 1985, 1986, 1987
- C098** 1992, 2003, 2006
- C105** 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1992, 2000, 2002
- C107** 1989
- C111** 1987, 1993, 1995

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

- C029** 1986, 1987, 1988
- C087** 1987, 1988
- C105** 1986, 1987, 1988
- C111** 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2855, 2864, 2889, 2902

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-80, 87, 91	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 99

Panama

68 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 42, 43, 45, 52, 53, 55, 56, 64, 65, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 86, 88, 89, 92, 94, 95, 104, 107, 108, 110, 113, 114, 116, 117, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 159, 160, 167, 181

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 16 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 29, 42, 87, 100, 105, 111, 113, 114, 125, 126, 138, (167)
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 81, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987
C022 1985, 1987
C023 1985
C029 1992, 1995
C032 1987
C053 1985, 1987
C055 1987, 1988, 1992
C068 1985, 1987
C087 1989, 1991, 1992, 2001, 2003, 2005, 2009, 2011
C092 1987
C098 1991, 2000
C126 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1991
C098 1991

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2706, 2751, 2868

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(R191), 89(R192), 90(R193; R194), 92, 94	88(C183), 89(C184), 90(P155), 91, 95, 96, 99

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 45, 85, 99, 103, 158

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 11, 12, 19, 22, 29, 42, 85, 87, 105, 111, 138, 158, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Paraguay

36 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre de 1919 à 1937 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 14, 26, 30, 52, 59, 77, 78, 79, 89, 90, 95, 99, 101, 106, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 156, 159, 169

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 7 rapports reçus: Conventions nos 11, 29, 81, 105, 138, 156, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1996
C029 2008
C079 2002
C081 1992
C087 1985, 1992, 1993
C090 2002
C098 1985, 1993
C169 2003, 2006
C182 2011

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2648

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Pays-Bas

81 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 44, 62, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 90, 92, **94, 95, 97**, 99, 101, **102, 106**, 113, 114, **115, 116, 121, 124**, 126, **128, 130, 131, 133, 135, 140, 141, 142, 145, 146**, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 169, 174, 175, 177, 180, 181, 183

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 29, 81, 102, 105, 113, 114, 121, 126, 128, 129, 130, 138, 141, 156, 182, (183)

Aruba

21 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 22, 23, 25, 29, 69, 74, 81, 87, 105, 113, 114, 118, 121, 122, 138, 144, 145, 146, 147

Curaçao

9 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, 12, 17, 25, 29, 42, 81, 105, 118

Sint Maarten

9 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 25, 29, 42, 81, 105, 118

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989

C087 1985, 1987, 1989, 1991

C103 2004

C122 1986

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2905

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94, 95(R198), 96	95(C187; R197), 99

66 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)1, 8, 9, 11, 12, **14**, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 62, 67, 68, 69, 71, 73, **77, 78**, 79, 80, 88, 90, 99, 101, **102, 106**, 112, 113, 114, 127, **139, 147, 151, 152, 156, 159, 169, 176, 178****22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées**

· 12 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 29, 81, 102, 105, 114, 138, 156, 169, 182

· 10 rapports non reçus: Conventions nos. 24, 25, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 112, 113

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985
C024 1985
C025 1985
C029 1992, 1993, 1999
C035 1994, 1996
C036 1996
C037 1996
C038 1996
C039 1996
C040 1996
C068 1985, 1986, 1988
C087 1990, 1991
C098 1991, 2001
C102 1997, 2002, 2005
C105 1985, 1990, 1992
C122 1994, 1998
C139 1992
C169 2009, 2010

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2813, 2816, 2826, 2833, 2854, 2856, 2866, 2874, 2883, 2891, 2898, 2900, 2910, 2911, 2915

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 84(C178; R185; R186), 85-87, 88(C183), 90(R193)	84(C179; C180; P147; R187), 88(R191), 89, 90(P155; R194), 91, 92, 94, 95, 96, 99

Philippines

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 19, 23, 53, 77, 88, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 110, 118, 141, 143, 149, 157, 159, 165, 176, 179

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 17, 19, 29, (97), 105, 118, 138, 141, 157, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989, 1991, 2007, 2009

C095 1990

C182 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2528, 2745, 2815

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Pologne

80 conventions en vigueur (sur 90 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 91, 92, 95, 99, 101, 102, 103, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 127, 133, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 149, 151, 159, 160, 161, 170, 176, 178, 181

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 81, 102, 105, 113, 129, 138, 141, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1987, 1988, 1989

C029 1987

C087 1987, 1988, 1989

C095 2004

C098 1987, 1988, 1989

C111 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2888

Commission d'enquête en 1982

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Portugal

69 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 8, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, **77**, **78**, 88, 92, **95**, **97**, **102**, 103, **106**, 108, 115, 117, **120**, **124**, 127, 131, 132, 135, 137, **139**, **142**, **143**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **155**, **156**, 158, **159**, **160**, **162**, 171, 175, 176, 181

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 18, 19, 29, 81, 102, 105, 129, 138, 156, 158, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1995

C019 1988

C081 1985

C095 1986, 1988, 1989

C098 1987

C122 1986, 2001, 2003

Commission d'enquête en 1961

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Qatar

6 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2002

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92, 94-96, 99	-

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 27, 50, 62, 64, 88, 89, **94**, **95**, **102**, 116, 117, **118**, 119, **120**, **121**, **135**, **150**, 158

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 15 rapports reçus: Conventions nos 12, 19, 62, 81, 87, 88, 89, 94, 98, 100, 111, 119, 121, 144, 182
- 10 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 26, 29, 95, 105, 120, 135, 138, 150, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2011

C119 2007

C182 2009

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2011

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2712, 2713, 2714, 2715, 2797

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Roumanie

49 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre de 1919 à 1942 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, **14**, 16, 22, 24, 27, 68, 88, 89, 92, **95, 102**, 108, 116, 117, 127, **131**, 133, 134, **135**, 136, 137, **147, 150, 154, 163, 166, 168, 180, 183**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 24, 29, 81, 98, (102), 105, 129, 138, 168, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1990

C081 1988, 2005

C087 1987, 1989, 2007

C098 2011

C111 1993, 1994

C129 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Commission d'enquête en 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Royaume-Uni

67 conventions en vigueur (sur 86 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 50, 56, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 83, 84, 85, 86, 92, **97, 102**, 108, 114, **115**, 116, **120, 124**, 126, 133, **135, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 160, 178, 180, 187**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 81, 100, 102, 105, 111, 114, 126, 138, 141, 160, 182

Anguilla

8 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 29, 42, 98, 105

Bermudes

17 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 29, 42, 58, 82, 87, 98, 105, 108, 133, 147

Gibraltar

19 rapports demandés

· 15 rapports reçus: Conventions nos 8, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 42, 58, 87, 108, 133, 147, 150, 160

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 29, 81, 105

Guernesey

14 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 56, 81, 105, 114, 141, 182

Ile de Man

15 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 16, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 56, 81, 102, 105, 126, 150

Iles Falkland (Malvinas)

22 rapports demandés

· 21 rapports reçus: Conventions nos 8, 10, 11, 12, 14, 19, 22, 23, 29, 32, 42, 45, 58, 59, 82, 87, 98, 105, 108, 141, (182)

· 1 rapport non reçu: Convention no° 17

Iles Vierges britanniques

20 rapports demandés

· 15 rapports reçus: Conventions nos 8, 10, 14, 26, 29, 58, 59, 82, 85, 87, 94, 97, 98, 105, 108

· 5 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 17, 19, 23

Jersey

10 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 81, 105

Montserrat

7 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 29, 42, 105

Sainte-Hélène

21 rapports demandés

· 20 rapports reçus: Conventions nos 8, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 29, 58, 59, 63, 82, 85, 87, 98, 105, 108, 150, 151

· 1 rapport non reçu: Convention no° (182)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2000

C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1991, 1992, 1995, 1997, 2007

C098 1994, 1996

C100 1986, 1988, 2006

C122 1985, 1987, 1993

C144 1993

C180 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2806

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Fédération de Russie

56 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre de 1934 à 1940 et depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 16, 23, 27, 45, 47, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 132, 133, 134, 135, 137, 142, 147, 148, 149, 150, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 179, 185, 187

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 15 rapports reçus: Conventions nos 11, 29, 81, 87, 98, 105, 111, 119, 126, 138, 152, 156, 162, 182, (185)
- 1 rapport non reçu: Convention no° 113

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2005

C095 1995, 1998, 1999

C108 1999

C111 2010

C182 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2758

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-88, 91, 95(C187; R198)	89, 90, 92, 94, 95(R197), 96, 99

Rwanda

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 50, 62, 64, 89, 94, 118, 123, 132, 135

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, 12, 17, 19, 29, 42, 62, 81, 87, 94, 98, 100, 105, 111, 118, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-79, 81, 87	80, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Sainte-Lucie

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

5, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 26, 50, 64, 65, 94, 95, 97, 101, 108, 154, 158

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 16, 17, 19, 29, 105, 108, 158, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154; R163), 68(C158; R166), 87	66, 67(C155; C156; R164; R165), 68(C157; P110), 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Saint-Kitts-et-Nevis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1996

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Saint-Marin

23 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

88, 103, 119, 140, 142, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 140, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
69-72, 74-92, 94-96	99

Saint-Vincent-et-les Grenadines

22 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 16, 19, 26, **94, 95**, 101, 108, 180

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 29, 81, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84, 86-87, 94	82, 83, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 96, 99

Samoa

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2005

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos (29), (87), (98), (100), (105), (111), (138), (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	94, 95, 96, 99

Sao Tomé-et-Principe

21 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 18, 19, 88, **106, 135, 151, 154, 155, 159, 184**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 17, 18, 19, 29, 81, 87, 88, 98, 100, 105, 106, 111, 138, 144, 159, 182, (184)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 87, 89	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Sénégal

33 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 10, 11, 12, 13, **14**, 19, 26, 52, 89, **95**, 96, 99, 101, **102**, 116, 117, **120**, **121**, 125, **135**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 11 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 29, 81, 98, 102, 105, 121, 125, 138
- 1 rapport non reçu: Convention no° 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-89, 90(R193; R194), 91-92, 94-96	82(P081), 84(P147), 90(P155), 99

Serbie

69 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, **97**, **102**, **106**, 113, 114, 116, 119, **121**, 126, **131**, 132, **135**, 136, **139**, **140**, **142**, **143**, **148**, **155**, **156**, 158, **159**, **161**, **162**, **167**, **183**, **187**

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 24, 25, 29, 81, 102, 105, 113, 114, 121, 126, 129, 138, 144, 156, 158, (167), 182, (187)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2003, 2004, 2011

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89-92, 94-96, 99	-

Seychelles

31 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 16, 22, 26, 50, 64, 65, 73, 99, 108, **147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 161, 180**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 12 rapports reçus: Conventions nos 8, 11, 22, 29, (73), 81, 105, 138, 148, 150, 151, 155
- 4 rapports non reçus: Conventions nos. (147), (161), (180), 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-88	89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Sierra Leone

30 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 50, 64, 65, 86, 88, **94, 95**, 99, 101, 119, 125, 126

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 16, 17, 19, 22, 26, 29, 32, 45, 58, 59, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 99, 100, 101, 105, 111, 119, 125, 126, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C059 1986

C081 1986

C119 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-61, 62(C145; C147; R153; R155)	62(C146; R154), 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Singapour

21 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 16, 19, 22, 32, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 11, 12, 16, 19, 22, 29, 81, 94, 98, 100, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1987, 1992, 1993

C008 1987

C098 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Slovaquie

70 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 49, 52, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 151, 154, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 173, 176, 181, 183, 184, 187

28 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 6 rapports reçus: Conventions nos (81), 100, (129), (135), 148, (154)

· 22 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 17, 19, 29, 42, 102, 105, 120, 122, 128, 130, 138, 139, 156, 159, 161, 163, 164, 167, 176, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2006

C122 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-96, 99	-

Slovénie

75 conventions en vigueur (sur 80 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 90, 91, 92, 95, 97, 102, 106, 108, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 147, 148, 149, 151, 154, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 173, 174, 175, 180, 183

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 9, 11, 56, 91, 102, 129, 138, 156, 180

· 14 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 19, 24, 25, 29, 81, (95), 105, 113, 114, 121, 126, 158, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96, 99	-

Somalie

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 105, 111

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 17, 19, 22, 23, 45, 65, 94, 95

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 16, 17, 19, 22, 23, 29, 45, 84, 85, 94, 95, 105, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-75	76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Soudan

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 19, 26, 95, 117

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 29, 81, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989, 1992, 1993, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2010

C098 1994

C105 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1992, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Sri Lanka

31 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 18, 26, 45, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 103, 106, 108, 110, 115, 116, 131, 135, 160

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 18, 29, 81, 103, 105, 108, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1997, 1999, 2007

C098 1985, 1987

C099 1985

C103 2011

C131 1985

C144 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2860

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95, 96, 99

Suède

77 conventions en vigueur (sur 92 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 27, 47, 73, 80, 88, 92, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 168, 170, 174, 175, 176, 178, 180, 184, 187

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 29, 81, 102, 105, 118, 121, 128, 129, 130, 138, 141, 156, 157, 158, 168, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2008

C098 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96, 99

Suisse

47 conventions en vigueur (sur 57 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Convention du travail maritime

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 11, 14, 16, 18, 19, 23, 26, 27, 45, 62, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 128, 132, 136, 139, 141, 142, 150, 151, 153, 154, 159, 160, 162, 163, 168, 172, 173

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 18, 19, 29, 81, 102, 105, 128, 138, 141, 168, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2006

C100 1986, 1988

C128 1993

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2265

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Suriname

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 17, 19, 27, 41, 42, 62, 88, 94, 95, 101, 106, 112, 118, 135, 150, 151, 154, 181

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 17, 19, 29, 42, 81, 105, 112, 118, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-89	90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Swaziland

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1975

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 90, 94, 95, 96, 99, 101, 104, 123, 131, 160

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 29, 81, 87, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2005, 2009, 2010, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1997, 2009, 2010, 2011

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72, 74-92, 94-96	99

République arabe syrienne

50 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 11, **14**, 17, 18, 19, 26, 30, 45, 52, 53, 63, 80, 88, 89, **94**, **95**, 96, 99, 101, 104, **106**, 107, **115**, 116, 117, **118**, 119, **120**, 123, **124**, 125, **131**, **135**, 136, **139**, **155**, 170

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 17, 18, 19, 29, 53, 81, 96, 100, 105, 118, 125, 129, 138, (155), 170, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992

C087 1985, 1986, 1992, 1996

C098 1992

C106 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-65, 67-68, 69(C159; R167), 71-72, 74-76, 77(C170; R177), 87-89, 90(P155)	66, 69(R168), 70, 77(C171; P089; R178), 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 90(R193; R194), 91, 92, 94, 95, 96, 99

Tadjikistan

48 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, **14**, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, **77**, **78**, 79, 90, 92, **95**, **97**, 103, **106**, 108, 113, **115**, 116, 119, **120**, **124**, 126, 133, 134, **142**, **143**, **147**, **148**, **149**, **155**, **159**, 160

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 11 rapports reçus: Conventions nos 11, 29, (81), 105, 106, 115, 138, 143, 148, (155), 182

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 32, 113, 120, 126

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83, 86-87	84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

République-Unie de Tanzanie

34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 16, 17, 19, 26, 50, 59, 63, 64, 65, 86, 94, 95, 131, 134, 135, 137, 140, 142, 148, 149, 152, 154, 170

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 29, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1990, 1991, 1992

C081 1987

C105 1987, 1990, 1991, 1992, 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Tanganyika

5 conventions en vigueur (sur 6 ratifiées)

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

45, 88, 101, 108

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Convention n° 81

Zanzibar

2 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

58, 97

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 85

Tchad

23 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 116, 132, 135, 151, 173

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 6, 11, 13, 26, 29, 81, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 173, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1993, 1999

C087 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

République tchèque

64 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 42, 43, 49, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 108, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 150, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 176, 181, 187

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 26, 42, 77, 78, 87, 90, 95, 98, 99, 100, 102, 105, 111, 122, 123, 124, 128, 130, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989

C111 1985, 1988, 1990, 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-96, 99	-

Thaïlande

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 80, 88, 104, 116, 127, 159

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 2 rapports reçus: Conventions nos 122, (159)
- 5 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 29, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1987, 1990, 1991, 1992, 1994, 1995

C105 1992

C122 2006, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Timor-Leste

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 182

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. (29), (87), (98), (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
92, 94-96	99

Togo

18 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 143

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 11 rapports reçus: Conventions nos 6, 11, 13, 14, 26, 29, 85, 95, 100, 111, 143
- 3 rapports non reçus: Conventions nos. 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Trinité-et-Tobago

19 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 19, 50, 65, 97, 125, 147, 150, 159

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 19, 29, 81, 98, 100, 105, 111, 125, 138, 144, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 94-95, 99	96

Tunisie

52 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 45, 52, 55, 62, 65, 73, 77, 88, 89, 90, 91, 95, 99, 104, 106, 107, 108, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 135, 142, 150, 159

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 19 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 18, 19, 81, 87, 88, 98, 100, 105, 107, 111, 113, 114, 118, 122, 138, 150

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985

C087 1985

C127 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Turkménistan

7 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99

Turquie

52 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, **14**, 26, 42, 45, 53, 55, 68, 69, 73, **77**, 80, 88, 92, **94**, **95**, 96, 99, **102**, 108, **115**, 116, **118**, 119, 123, 127, 133, 134, **135**, **142**, **146**, **151**, **152**, 153, **155**, 158, **159**, **161**, **164**, **166**

28 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 27 rapports reçus: Conventions nos 11, 29, 42, 53, 55, 68, 69, 73, 81, 92, 98, 100, 102, 105, 108, 111, 118, 122, 133, 134, 138, 144, 146, 158, 164, 166, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1995

C087 1997, 2005, 2007, 2009, 2010, 2011

C095 1985

C098 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1991, 1993, 1994, 1995, 1996, 1998, 2000

C111 1985, 1987, 1990, 1991

C122 2002

C158 2001

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2789, 2892

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Tuvalu

Aucune ratification

Membre depuis 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	99

Ukraine

60 conventions en vigueur (sur 68 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 132, 133, 135, 139, 140, 142, 147, 149, 150, 153, 154, 156, 158, 159, 160, 161, 173, 174, 176, 184

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 23, 29, 81, 105, 113, 120, 126, 129, 138, 156, 158, 182, (184)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1997, 2000, 2001, 2003, 2010

C138 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2890

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-90	91, 92, 94, 95, 96, 99

Uruguay

77 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 43, 63, 73, 77, 78, 79, 80, 90, 94, 95, 97, 99, 102, 103, 106, 108, 110, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 139, 141, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 159, 161, 162, 167, 172, 181, 184

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 19, 29, 81, 98, 105, 113, 114, 118, 121, 128, 129, 130, 138, 141, 148, 155, 156, 162, 167, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2002

C098 2011

C128 1988

C131 1991, 1998, 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2839, 2876

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(R193; R194), 91-92, 95(R197; R198)	90(P155), 94, 95(C187), 96, 99

Vanuatu

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 2 rapports reçus: Conventions nos (29), (105)
- 6 rapports non reçus: Conventions nos. (87), (98), (100), (111), (182), (185)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	91, 92, 94, 95, 96, 99

République bolivarienne du Venezuela

50 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre de 1919 à 1957 et depuis 1958

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 11, 13, 14, 19, 21, 22, 26, 27, 41, 45, 80, 88, 95, 97, 102, 116, 117, 118, 120, 121, 127, 128, 130, 139, 140, 141, 142, 143, 149, 150, 153, 155, 156, 158, 169

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 19, 29, 81, 102, 105, 118, 121, 128, 130, 138, 139, 141, 150, 155, 156, 158, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2000, 2001, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2254, 2727, 2763, 2827

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99	-

Viet Nam

17 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées)

Membre de 1980 à 1985 et depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 14, 27, 45, 80, 116, 120, 123, 124, 155

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-63, 80-92, 94-96, 99	-

Yémen

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 16, 19, 58, 59, 64, 65, 86, 94, 95, 104, 131, 132, 135, 156, 158, 159, 185

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 16, 19, 29, 58, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 122, 138, 144, 156, 158, 182, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1991, 1993

C098 1985, 1991, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89(C184), 91	88(R191), 89(R192), 90, 92, 94, 95, 96, 99

Zambie

39 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 18, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 95, 97, 99, 103, 117, 124, 131, 135, 136, 141, 148, 149, 150, 151, 154, 158, 159, 173, 176

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 100, 103, 111, 122, 136, 138, 144, 148, 150, 158, 182

· 12 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 17, 18, 19, 105, 135, 141, 151, 154, 159, 176

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1987, 1989, 1990

C122 1995

C138 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-92, 94-96	99

Zimbabwe

25 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 26, 99, 135, 140, 150, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 29, 81, 87, 105, 129, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2006, 2007, 2008, 2011

C098 2002, 2003, 2004, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2862

Commission d'enquête en 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92, 94-96	99

Annexe. Liste des conventions adoptées par session

Liste des conventions adoptées, par session

- | | |
|---|--|
| ★ | Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs. |
| ● | Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte. |
| ◆ | Convention pas en vigueur. |
| ■ | Convention retirée. |

1ère session de la CIT, 1919

- C. 1 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C. 2 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C. 3 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C. 4 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C. 5 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C. 6 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C. 7 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- C. 8 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufnage), 1920
- ★ C. 9 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C. 10 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C. 11 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C. 12 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C. 13 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C. 14 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C. 15 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- C. 16 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C. 17 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C. 18 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C. 19 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C. 20 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C. 21 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- C. 22 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C. 23 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C. 24 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C. 25 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

- C. 26 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

- C. 27 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C. 28 Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

- C. 29 Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- C. 30 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

- C. 31 Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

- C. 32 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C. 33 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

- C. 34 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C. 35 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C. 36 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C. 37 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C. 38 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C. 39 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C. 40 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

- C. 41 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C. 42 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C. 43 Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
- C. 44 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

- C. 45 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C. 46 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C. 47 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C. 48 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C. 49 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C. 50 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C. 51 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C. 52 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- C. 53 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ◆● C. 54 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- C. 55 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- C. 56 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ◆● C. 57 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C. 58 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C. 59 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C. 60 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C. 61 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C. 62 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- C. 63 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C. 64 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C. 65 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C. 66 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C. 67 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- C. 68 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- C. 69 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ◆● C. 70 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C. 71 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ◆● C. 72 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- C. 73 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- C. 74 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ◆● C. 75 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ◆● C. 76 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C. 77 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C. 78 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 79 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 80 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C. 81 Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- ★ C. 82 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C. 83 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 84 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C. 85 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 86 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C. 87 Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- C. 88 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C. 89 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C. 90 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- C. 91 Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949
- C. 92 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ◆● C. 93 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C. 94 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C. 95 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C. 96 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C. 97 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C. 98 Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

34e session de la CIT, 1951

- C. 99 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C. 100 Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

35e session de la CIT, 1952

- ★ C. 101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C. 102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C. 103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C. 104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C. 105 Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- C. 106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C. 107 Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- C. 108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ◆● C. 109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C. 110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C. 111 Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

43e session de la CIT, 1959

- ★ C. 112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C. 113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C. 114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

- C. 115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

- C. 116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

- C. 117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
- C. 118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

- C. 119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

- C. 120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
- C. 121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C. 122 Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

49e session de la CIT, 1965

- ★ C. 123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C. 124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

- C. 125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C. 126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

- C. 127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
- C. 128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

- C. 129 Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
- C. 130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

- C. 131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C. 132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

- C. 133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
- C. 134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

- C. 135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C. 136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

- C. 137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C. 138 Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

59e session de la CIT, 1974

- C. 139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C. 140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

- C. 141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C. 142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C. 143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

- C. 144 Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

62e session de la CIT, 1976

- C. 145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- C. 146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C. 147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

- C. 148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C. 149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

- C. 150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C. 151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

- C. 152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C. 153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

- C. 154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C. 155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C. 156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C. 157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C. 158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

69e session de la CIT, 1983

- C. 159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C. 160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C. 161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C. 162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- C. 163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- C. 164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- C. 165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- C. 166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C. 167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C. 168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C. 169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C. 170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C. 171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

78e session de la CIT, 1991

- C. 172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C. 173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C. 174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

- C. 175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

- C. 176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

83e session de la CIT, 1996

- C. 177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

- C. 178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C. 179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- C. 180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

85e session de la CIT, 1997

C. 181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

C. 182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

88e session de la CIT, 2000

C. 183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

C. 184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

91e session de la CIT, 2003

C. 185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

94e session de la CIT, 2006

♦ MLC Convention du travail maritime, 2006

95e session de la CIT, 2006

C. 187 Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

96e session de la CIT, 2007

♦ C. 188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

100e session de la CIT, 2011

♦ C. 189 Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011